

Pour protester
contre la détention
de quatre autonomistes

**Une journée
«ile morte»
en Corse**

LIBRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Foccart

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 6 C. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Israël, 10 sh. ;
Iran, 10 r. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Roumanie, 200 lei ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; Tchécoslovaquie, 100 s. ;
Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 10 d. ;
Taux des abonnements page 20

5, RUE DES FALAISES

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6207-23 Paris

Rég. Paris n° 59972

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Brejnev invité pour la première fois en Roumanie

M. Leonid Brejnev se rendra à Bucarest « dans la seconde moitié du mois de novembre ». Il avait participé, en 1966, à une réunion du pacte de Varsovie dans la capitale roumaine, mais jamais depuis qu'il a succédé à Khrouchchev, en 1964. Il n'avait été l'invité de M. Ceausescu. L'annonce officielle de son prochain voyage marque donc une date dans l'histoire des rapports difficiles entre les deux pays. Mais quelle en est la signification ?

Deux interprétations sont possibles. La première est optimiste. Après avoir livré bataille pendant plus de dix ans pour le respect de la souveraineté nationale de chaque Etat socialiste, M. Ceausescu a obtenu ce qu'il voulait. La conférence d'Helsinki a consacré le droit à l'indépendance de tous les pays d'Europe, et la réunion des partis communistes du continent à Berlin-Est en juin dernier, a confirmé le déclin de l'autorité soviétique sur le mouvement ouvrier. Les dirigeants du Kremlin s'adaptent, enfin, à la réalité nouvelle. Ils seraient désireux d'établir des relations tout à fait normales et amicales avec un allié qui leur a donné de la trahison mais qui est tout de même de la famille.

La seconde hypothèse est moins brillante pour le président roumain. En engageant avec ardeur le combat contre l'hégémonie soviétique, il aurait présumé de ses forces. Sans doute faisait-il figure chez lui du héros national qui tient tête au voisin. Mais avait-il les moyens d'entrer dans la légende ? N'a-t-il pas en partie échoué à confondre grandeur et démesure ? Si l'a flatté la fierté de ses concitoyens, il n'a pu leur donner tous les biens matériels et spirituels auxquels ils prétendaient.

Pendant des années, ce pays se flattait d'atteindre un rythme de croissance extraordinaire, de l'ordre de 14 % par an ; il donne maintenant des signes d'essoufflement : en 1975, le revenu national n'a progressé que de 9,8 %, ce qui est certes remarquable mais très inférieur aux prévisions. Le 3 octobre, M. Ceausescu a concentré devant lui les investisseurs et les producteurs. Le gouvernement a quelque peine à maîtriser la situation.

Ces difficultés économiques apparaissent dans un climat général de malaise. Sans doute le régime n'a-t-il jamais été marqué par la souplesse et les revendications de liberté dans ce pays socialiste. Mais une partie importante de la population ne suit pas le secrétaire général quand il veut « intensifier l'activité de développement de la conscience socialiste et de formation de l'homme nouveau ». Depuis l'été dernier, une impulsion nouvelle a été donnée au secteur de la propagande. Cet effort s'explique par la nécessité de corriger l'effet qu'ont produit les dispositions humanitaires de l'acte final d'Helsinki.

La Roumanie, qui avait tant misé sur la conférence paneuropéenne, est un des pays où l'application de certaines des idées qui y ont été approuvées soulève le plus de difficultés. La pression exercée sur les autorités pour obtenir le respect des familles n'a fait que croître. Une tension est décelée là surtout où vivent des minorités hongroises et allemandes.

C'est donc un président roumain rendu moins téméraire par les épreuves que M. Brejnev va rencontrer. La prudence de M. Ceausescu peut s'expliquer par une autre raison : les Roumains ont affiché leur indépendance quand le conflit sino-soviétique a donné une plus grande liberté de manœuvre aux partis communistes qui voulaient en profiter. Comme tout le monde, ils s'interrogent maintenant sur la nature et l'ampleur des changements en cours à Pékin. Dans ses calculs le stratège doit faire la part de l'inconnu.

Les unités syriennes de la « force de dissuasion » se mettent en place au Liban

L'application du plan de paix au Liban, conformément à l'accord de Riyad, paraît en bonne voie. La mise en place de la force arabe de dissuasion, retardée de quelques jours, devait avoir lieu, en principe, ce mardi 9 novembre. Dès lundi, des unités syriennes faisant partie de cette force ont commencé à se regrouper en divers points de la montagne, dans la région située à l'est de Beyrouth.

D'autre part, tous les obstacles, toutes les réticences n'ont pas été levés. Des combats ont encore eu lieu lundi et la nuit suivante à Beyrouth. Une certaine agitation était observée ce mardi matin dans le secteur est de la capitale, où des militaires en armes, membres des Gardiens du Cèdre et d'autres mouvements maronites, tentaient de provoquer une grève générale de protestation contre l'entrée éventuelle de la force arabe dans les zones contrôlées par la droite chrétienne.

Beyrouth. — Les unités syriennes incorporées dans la force arabe de dissuasion ont fait mouvement lundi à vers deux secteurs : l'un vers les zones contrôlées par la droite chrétienne, l'autre vers la zone contrôlée par la gauche chrétienne. Il s'agit, précise-t-on dans un camp comme dans l'autre, de missions préparatoires accompagnées, au demeurant, de vastes mouvements de troupes et de blindés à l'arrière, dans le territoire déjà sous contrôle syrien.

Aucun des autres contingents de la force de dissuasion attendus — que doivent fournir l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Soudan et les deux Yémen — n'était encore arrivé mardi matin au Liban. Les troupes syriennes, qui constitueront finalement les trois quarts de cette force, et qui ont rejoint leur matériel en blanc (couleur de la Ligue), attendent que les autres unités pour entrer en action. Rappelons que, selon les accords de Riyad, l'unité force arabe

syrienne et chrétienne convergent vers Tell El-Zaatar, affrontant pourtant une image assez nette de cette conspiration contre les Palestiniens, ces « généraux » du Proche-Orient dont visiblement la lutte s'enflamme plus aucun camp d'Israël.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre.

On prévoit maintenant que la première phase de son déploiement aura lieu le mercredi 10 novembre : du côté conservateur chrétien, dans le Metn, le Kesrouan, à Hadeth et Choueifat, et du côté palestinien-progressiste, à Alep, Khalde, dans le Chouf, jusqu'au fleuve Awali, à l'entrée de Saïda. Quarante-huit heures plus tard, la force de dissuasion arabe devrait compléter son opération en prenant position à Beyrouth, et dans toutes les autres régions du Liban, le long des lignes de front.

Mais il n'est pas prévu qu'elle dépasse le fleuve Litani, au sud, où l'on situe généralement « la ligne rouge » israélienne.

On pense que ce déploiement se fera sans heurts. M. Joumblatt, en sa qualité de chef du mouvement national progressiste

rait dû être en place depuis le 6 novembre

EUROPE

Grande-Bretagne

AUX COMMUNES

Le gouvernement travailliste n'obtient qu'une voix de majorité sur la nationalisation de l'industrie aéronautique et navale

De notre correspondant

Londres. — Après les revers électoraux de la semaine dernière, le gouvernement Callaghan est sorti victorieux d'une épreuve à la Chambre des communes. C'est à une voix de majorité seulement que le cabinet est parvenu à faire approuver, lundi après-midi 8 novembre, une motion sur la nationalisation de l'industrie aéronautique et navale. Il a usé du système de la « guillotine », une procédure qui limite à six heures au maximum la dernière phase de discussion pour toute une série de projets de loi très controversés.

La voix qui a permis au gouvernement de triompher est celle d'un député d'Irlande du Nord, M. Frank Maguire. Elu en octobre 1974 dans le comté de Fermanagh, M. Maguire est associé aux catholiques les plus résolus d'Irlande. Loin de chercher à défendre ses idées à Westminster, il n'y est venu qu'en de très rares occasions et n'a encore participé à aucun débat. Lundi, cependant, M. Maguire a pris l'avion dans la matinée à Belfast pour venir à Londres voter pour le gouvernement travailliste. Les électeurs du Fermanagh ne lui pardonneraient sans doute pas de favoriser, même très indirectement, les conservateurs britanniques qui, dans l'esprit des catholiques nord-irlandais, sont les principaux responsables de l'« oppression » exercée par le Royaume-Uni. La presse populaire anglaise souligne aussi que le gouvernement a été sauvé par un bébé de deux semaines. Sa mère, Mme Hayman, élue de la circonscription de Weymouth, au nord de Londres, a installé le bébé, qu'elle allaita, dans une

place du palais de Westminster tandis qu'elle remplissait ses devoirs parlementaires.

La première motion (concernant notamment la réforme de l'enseignement) a été approuvée à la majorité confortable de 18 voix ; mais la seconde (suppression des lits privés dans les hôpitaux) n'a eu que 3 voix de majorité ; la troisième, qui vise le projet de loi nationalisant la construction navale et aéronautique, n'a obtenu que 1 voix de majorité.

L'abolition des logements de fonction pour les ouvriers agricoles et l'extension des privilèges accordés aux dockers jusqu'à 8 kilomètres des ports, ont également été approuvés.

Cette bataille va cependant se poursuivre pendant toute la semaine. Les projets de loi en cause avaient, en effet, déjà été largement amendés par la Chambre haute. Les lords s'opposent-ils lorsque les Communes auront voté la version originale des textes controversés ?

En temps normal, la Chambre haute ne manquerait pas de céder à la volonté populaire telle qu'elle est représentée en principe par les Communes. Mais, alors que M. Callaghan n'a aucun intérêt à organiser ce moment des élections générales, il n'est pas impossible que les pairs du royaume s'engagent dans une épreuve de force qui contraindrait le gouvernement à remettre en discussion ces projets à la rentrée parlementaire. Le programme législatif de la nouvelle session, qui doit ouvrir le 24 novembre, serait alors bouleversé.

JEAN WETZ.

Albanie

● M. Hux Kuo-feng, président du parti communiste chinois, a adressé, lundi 8 novembre, un message de « chaleureuses félicitations » à M. Enver Hoxha, à l'occasion de sa réélection au poste de premier secrétaire du Parti du travail (communiste) albanais.

Dans ce message, M. Hux Kuo-feng souhaite une consolidation et un développement constants de « l'unité fraternelle et de l'unité militante entre les deux partis, les deux pays et les peuples de Chine et d'Albanie, basées sur le marxisme-léninisme et sur l'internationalisme prolétarien ». — (A.F.P.)

● A l'appel du Front de la jeunesse et d'autres organisations d'extrême droite, quelque cinquante personnes se sont rassemblées place de Budapest à Paris, lundi 8 novembre en fin d'après-midi, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'intervention soviétique en Hongrie. Enroulés d'un important service d'ordre, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'U.R.S.S. et décidé la constitution d'un « Comité anti-communiste occidental ».

AMÉRIQUES

Mexique

INAUGURATION DE LA SIDÉRURGIE LAZARO CARDENAS

L'une des plus grandes aciéries d'Amérique latine, dont la capacité installée totale sera au terme de la quatrième étape de 10 millions de tonnes d'acier par an, a été inaugurée le 5 novembre au Mexique par le président Luis Echeverría. Située sur la côte Pacifique, à la frontière des Etats du Guerrero et du Michoacan, la sidérurgie Lazaro Cardenas a été construite en trois ans, le feu vert ayant été donné seulement le 3 août 1971 par le gouvernement, mais le projet est bien plus ancien.

C'est en 1936 en effet que le président Lazaro Cardenas, l'homme qui osa nationaliser les pétroles mexicains et affronter les Etats-Unis, avait songé à exploiter les gisements de fer de Las Truchas et à construire un grand complexe sidérurgique totalement mexicain.

En 1976, le Mexique est le second pays producteur d'acier du sous-continent américain, après le Brésil et avant l'Argentine. Mais le nouveau complexe Lazaro Cardenas, qui a justifié des investissements publics de l'ordre de 15 milliards de pesos et doit produire dès 1977 près d'un million et demi de tonnes d'acier, a été inauguré avec solennité par les autorités qui y voient le symbole d'un effort important du Mexique vers la conquête difficile d'une plus grande souveraineté économique.

(Suite de la première page.)

Plus récemment, les complots chinois régissant « au sommet » et loin du peuple — la guerre de succession à Pékin — ont provoqué comme une immense gêne. En dehors de toute autre considération, la plus amère leçon était bien celle-ci : l'aventure révolutionnaire chinoise, qui, jusqu'alors, représentait un des derniers refuges offerts au « radicalisme » occidental, un des derniers alibis de l'espérance idéologique, était capotée — elle aussi — de se ramener à une lutte de barons pour le pouvoir. On peut même dire que l'année 1976 bien d'autres « cas » d'espérances — ou de mythologies — évanouies. Après avoir délicieusement affolé la conscience européenne pendant deux années, la révolution portugaise donne aujourd'hui l'impression d'avoir été littéralement « évacuée » des grands débats du moment. Les touristes révolutionnaires ont déserté le Rossio de Lisbonne, et bien rares sont désormais les intellectuels encore soucieux de ne pas oublier les paysans sans terre de l'Alentejo ni d'abandonner les Portugais à leurs prosaïques problèmes de balance des paiements.

On pourra dire que ce réalisme tardif est bienvenu après tant d'aveuglements bavards, et qu'il est utile pour l'avenir d'avoir reconnu les erreurs dogmatiques du P.C. d'Alvaro Cunhal ou les mérites du longtempisme catonien de la social-démocratie. N'empêche ! Dès la fête finie à Lisbonne, l'Europe intellectuelle paraît avoir abandonné la cause portugaise du jour au lendemain, comme on délaisse un jouet fastidieux.

A Madrid en revanche, — et même si rien n'est vraiment joué — la rapidité imprévue de l'évolution postfranquiste a rendu malaisée une mobilisation massive contre la survivance d'un quelconque fascisme phalangiste. Les manifestations organisées à l'occasion du voyage de Juan Carlos

à Paris ont donné la mesure exacte (et limitée) de la capacité mobilisatrice du « cas » espagnol. Pendant dix années, les guerres du Vietnam, du Cambodge et du Laos avaient été davantage que des luttes de libération menées contre la technologie guerrière de l'Occident et l'impérialisme américain par de petits peuples héralds ; elles avaient représenté pour l'Amérique d'abord, pour l'Europe ensuite, un profond ébranlement de conscience. « Désabilisant » la politique intérieure américaine, favorisant — voire provoquant — de Berkeley à Nanterre, de Berlin à Amsterdam, les grandes éruptions étudiantes de 1968-1969, elles avaient fourni à la gauche des pays industrialisés à la fois un puissant thème de rassemblement et une espérance. Aujourd'hui, chacun de ceux qui avaient soutenu les luttes khmères se sent un peu comptable des massacres cambodgiens, chaque ami du Vietnam s'alarme intérieurement des ambiguïtés qui planent sur la « nord-malaise » sans trêves sanglantes mais indéniablement autoritaire, du Sud-Vietnam. Le temps paraît lointain où l'on pouvait dénoncer, sans hésitation ni déchirement, l'envoi des B52 vers Hanoi et les bombes à billes lancées sur Tchepone.

En Amérique latine, où put s'investir si longtemps la symbolique révolutionnaire, les militaires « défenseurs de l'ordre » ont fini un peu partout de triompher aussi bien des souverains de « Che » Guevara que des « votes chiliennes » vers le socialisme. Le Pérou lui-même, qui figurait l'un des rares exceptions dans un continent presque entièrement reconquis par la « réaction », vient de voir sa révolution marquer le pas et renier ses promesses initiales. Les dénonciations actuelles des fascistes à la Finché et à la Videla, pour généreuses qu'elles soient, ne paraissent pas du tout à la mesure des enthousiasmes d'hier. Comme si une certaine substance politique avait été, malgré tout, perdue en route.

Aujourd'hui, on chercherait en vain dans le tiers-monde une véritable cause relais capable de soulever à nouveau et aussi fort les infatigables besoins d'espérances militantes. La Tanzanie ou la Somalie socialistes suscitent trop de soupçons ethniques ; l'anarchisme rochésien s'est débiloqué trop vite ; la révolution éthiopienne est trop ouvertement répressive. Alors ? L'Afrique du Sud ?

La vérité, on découvre surtout en Europe et outre-Atlantique des étudiants assagis, des lycéens (provisoirement ?) dépolitisés, des « jeunes gens glissants » selon vers la droite du moins vers les bonhomies un peu floues de l'écotisme « mooniste », ou, ce qui est plus grave, mal gré, aux angouilles plus terre à terre des « demandes d'emploi non satisfaites ». Les dernières élections de Subde ou d'Allemagne, la campagne présidentielle américaine ont montré, chaque fois, le même visage déçu de la jeunesse. Etudiante, la même « absence » radicale. La crise des mouvements gauchistes n'est pas un phénomène exclusivement français même si, à Paris, on peut trouver particulièrement symbolique de voir les « anciens » de mai 1968 reconvertis dans la littérature nostalgique et, pour l'un d'eux, aux mots, Jean-François Biot, courir le risque « inouï » de décrocher un prix littéraire bourgeois.

Les crises économiques qui se sont abattues depuis octobre 1973 sur l'ensemble des pays riches, les impératifs d'austérité et la « peur de manquer » réapparues en Occident sont venues briser, d'autre part, une grande part des élan tiers-mondistes. On ne parle plus guère d'engagement militant au côté des pauvres de la planète. L'Europe et l'Amérique, pris d'angoisse devant les risques économiques trop réels d'une croissance zéro, jettent par-dessus bord les discours d'hier et s'abandonnent en fait à un nouveau — et discret — cartésisme. Une autre grande cause oubliée.

Du doute à l'imagination

Enfin de l'U.R.S.S., « patrie du socialisme » aux dénonciations prudentes du « phénomène stalinien », aux participations du P.C.F. lui-même à des meetings aux côtés de dissidents soviétiques puis, en fin, aux interrogations sur le marxisme lui-même, quel long chemin.

Mais quelle dangereuse impasse ! Faudra-t-il ressortir bientôt des tiroirs les grandes réflexions sur la « mort des idéologies », celles-là mêmes qui furent à la mode

avant 1968 et firent rougir après coup ceux qui s'y étaient abandonnés ? Il est de fait que, face aux partis conservateurs européens stimulés dans leur vieille foi « libérale » — qui a tant servi et tant trompé — par le déclin du marxisme, la gauche doit s'en remettre à une quête beaucoup plus pragmatique de la justice et de l'égalité. Les progrès spectaculaires du parti socialiste en France et du P.C. en Italie s'accompagnent ainsi, et paradoxalement, d'une sorte de retour en force des grands doutes idéologiques.

Mais c'est peut-être là, au bout du compte, la seule leçon positive de l'année qui s'achève. Privée de lumière par l'extinction successive de tant d'« étoiles » lointaines, déçue par plusieurs révolutions exotiques, condamnée à s'éclairer toute seule, l'Europe pourrait bien redécouvrir à point nommé (et pas seulement pour elle-même) que le doute inconfortable a toujours été le principal moteur de l'imagination politique.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Italie

M. ANDREOTTI REÇOIT LES DIRIGEANTS DES « PARTIS ABSTENTIONNISTES »

(De notre correspondant.)

Rome. — Le Parlement italien enlève, mercredi 10 novembre, le débat tant attendu sur la politique économique du gouvernement. Il modifiera peut-être quelques-unes des mesures d'austérité prises par décret ces dernières semaines ou simplement annoncées. Mais, à moins d'un coup de théâtre, le cabinet de M. Giulio Andreotti bénéficiera, comme en août dernier, lors de son investiture, de l'appel de la démocratie chrétienne et de l'abstention des partis communiste, socialiste et social-démocrate. On s'interroge, en revanche, sur l'attitude des républicains et des libéraux, qui menacent de passer à l'opposition. Leur apport de voix est cependant négligeable dans la mesure où le P.C.I. reconfirme son abstention.

Pour préparer ce débat parlementaire, le président du conseil s'est lancé, lundi 8 novembre, dans un véritable marathon. Pendant deux heures d'assaut, il a rencontré séparément des délégations de « partis abstentionnistes ». Tous les regards étaient naturellement tournés vers M. Berlinguer et ses adjoints, qui sont restés près de trois heures au palais Chigi. En sortant, ils n'ont pas fait preuve d'une grande loquacité. On a néanmoins noté cette phrase de M. Giorgio Napolitano, responsable de la politique économique du P.C.I. : « Il n'y a aucune raison de présupposer que nous nous opposerons à la politique du gouvernement. » Autrement dit, « nous désapprouvons certains aspects des mesures d'austérité, les communistes n'entendent pas pour autant émettre un vote négatif et retourner dans l'opposition ».

Tout dépend, selon eux, de la démocratie chrétienne. Ils ont noté qu'elle ne semblait pas soucieuse de régler directement cette question épineuse avec le parti politique. « Nous sommes formellement d'accord », a déclaré le secrétaire général de la D.C.

Mardi 9 novembre, c'était au tour des députés de la gauche qui par le président du conseil pour discuter notamment du blocage partiel des salaires. Il est possible que M. Andreotti lui-même se soit exprimé sur cette question épineuse avec le patronat. La procédure lui aurait été suggérée par les socialistes, qui ont amorcé un rapprochement avec les communistes sur la politique économique. — R. S.

Turquie

Le Parti de la justice de M. Demirel s'efforce d'absorber d'autres formations de droite

De nouveaux affrontements entre étudiants de gauche et de droite ont fait, lundi 8 novembre, à Istanbul, un mort et neuf blessés. Le mort est un passant tué d'une balle tirée par un étudiant aux abords d'un foyer universitaire.

Ankara. — Alors que la dernière année de la présente législature turque s'est ouverte le 1^{er} novembre, les spéculations vont bon train sur l'éventualité d'élections anticipées. Contrairement à son attitude depuis deux ans, le parti républicain du peuple, le grand parti d'opposition, n'y semble, du moins à présent, guère favorable. S'estimant avantagé par la dégradation de la situation économique et sociale, les stratèges du P.R.P. pensent que les dissensions internes du gouvernement de M. Demirel (1) risquent de s'aggraver d'ici à octobre 1977, date à laquelle les élections législatives devront normalement avoir lieu.

Les dirigeants du Parti du salut national (P.S.N.), qui occupent une position-clé — aucune majorité n'est possible sans lui — affirment aussi qu'ils sont opposés à des élections anticipées.

En revanche, dans les milieux proches du Parti de la justice (P.J.), on laisse entendre que M. Demirel, qui vient d'être maintenu à la tête de sa formation, envisagerait d'avancer la date du scrutin s'il pensait avoir le vent en poupe. D'aucuns même croient savoir que les élections pourraient avoir lieu en juin prochain. En habile tacticien, le premier ministre a réussi depuis qu'il est au pouvoir à ramener au bercail, avec la bénédiction de l'ex-chef de l'Etat M. Bayar, la majorité des membres du parti démocratique qui avaient abandonné le P.J. en 1970 et contribué à diviser l'électorat de droite en 1973.

Le parti démocratique, dirigé par M. Bozbulut, et qui obtint quarante sièges il y a trois ans, n'en compte désormais que vingt. M. Demirel, en lançant l'appel à la réunification du Parti de la justice, s'efforce d'absorber dans le parti de M. Demirel.

De côté de l'opposition, les dirigeants du parti républicain observent avec un grand intérêt la progression lente mais continue du parti ouvrier de Turquie. Cette formation socialiste, ressuscitée en 1975 et non représentée au Parlement, n'a pas encore décidé si elle prendra part aux prochaines élections. Lors de la consultation de 1973 et aux élections sénatoriales partielles de 1975,

Trente-six étudiants ont été arrêtés à la suite de ces incidents, qui portèrent à trois le nombre des morts et à soixante-trois celui des blessés depuis le début de novembre. D'autres affrontements ont eu lieu lundi à l'université d'Ankara. Seize étudiants ont été blessés.

De notre correspondant

force aussi de récupérer une partie de son ancien électeur conservateur qui avait opté pour le Parti de l'ordre national, devenu Parti du salut national.

Mais le P.S.N. du professeur Erbakan ne se laissera pas avaler aussi facilement que le parti démocratique. M. Erbakan vient d'être reconduit triomphalement dans ses fonctions de président du parti. Toutefois des divergences de vues se sont manifestées au grand jour parmi les dirigeants du P.S.N. Ces derniers temps, ainsi M. Paksoy, ministre du travail, vient de démissionner du gouvernement sans consulter les instances de son parti. Un des vice-présidents de l'Assemblée nationale, membre de la même formation, a également présenté sa démission, tandis qu'un troisième dirigeant annonçait à grand fracas qu'il « s'exaltait » et démissionnait du parti. Ces personnalités appartiennent à un groupe appelé « pro-religieux ». Environ vingt-deux élus sur quarante-huit que compte le P.S.N. à l'Assemblée — et qui est proche, croit-on, du P.J.

Dans ces conditions, M. Erbakan, chef de file du Parti du salut national, et qui paraît bien contrôler l'appareil de sa formation, pourrait éventuellement rompre la coalition actuelle et se rapprocher à nouveau du parti républicain pour participer à un gouvernement pré-électorale au cas où plusieurs de ses élus se laisseraient absorber dans le parti de M. Demirel.

De côté de l'opposition, les dirigeants du parti républicain observent avec un grand intérêt la progression lente mais continue du parti ouvrier de Turquie. Cette formation socialiste, ressuscitée en 1975 et non représentée au Parlement, n'a pas encore décidé si elle prendra part aux prochaines élections. Lors de la consultation de 1973 et aux élections sénatoriales partielles de 1975,

Mme Boran avait donné la consigne à ses amis de voter pour le P.R.P. afin de ne pas diviser les voix progressistes. Mais le parti ouvrier commence à prendre ses distances par rapport au parti de M. Ecevit.

L'Assemblée nationale va donc ouvrir sa nouvelle session sous le signe de l'incertitude. Le camp de la droite vient d'ailleurs d'échouer par deux fois dans sa tentative de faire passer un projet de loi qui aurait maintenu les cours de subside de l'Etat. La résistance tenace du parti républicain, lors des réunions extraordinaires de l'Assemblée en septembre, a été payante et lui a fait gagner des points dans le camp des progressistes. M. Ecevit, qui a entrepris une tournée dans plusieurs provinces avant le congrès général de son parti — celui-ci devrait le porter à nouveau à sa présidence — s'apprête à dénoncer une fois encore la dégradation de la situation économique.

Nombreux sont ceux qui s'en prennent à « Kulturkamp » — entrepris par certains éléments de droite nostalgiques d'un passé glorieux. D'autre part, l'année universitaire d'annonces d'ores et déjà fort inquiétante puisqu'un défilé depuis le début de l'année plusieurs dizaines de morts à la suite de règlements de comptes entre étudiants de droite et de gauche.

ARTUN UNSAL

PROCHE-NEVIL

Une vague illustre la crise

Jérusalem. — Les conflits sociaux en Israël ont pris une telle ampleur que, s'il est encore exagéré de parler de chaos généralisé, il est certain que le mot de crise est trop faible. Les mouvements de revendication prennent mille formes et, surtout, ils sont tourmentés. D'où l'impression que devant les responsables de l'économie, placés au milieu d'une ronde menaçante — des journaux ont parlé de « danse du scap », — d'avoir perdu le contrôle de la situation. Dans l'impossibilité de faire face à la vague montante des revendications, ces responsables, cédant aux plus pressantes, en leur accordant une satisfaction qui ne fait qu'augmenter la clemence des autres.

Il y a quelques semaines, les infirmières se sont mises en grève. Au début de leur mouvement, le gouvernement a solennellement annoncé que, « fidèle à sa politique de stabilité des prix et des salaires », il ne consentait à aucune augmentation de traitement. Au dixième jour de la grève, le gouvernement, n'ayant réussi qu'à soulever l'opinion contre lui, s'est finalement incliné. Mais, en donnant satisfaction aux infirmières, il avait réduit l'écart de traitement entre elles et les médecins. Ces derniers ont alors présenté leurs revendications et exigé des augmentations. Pas question, leur fut-il ré-

La caution des professionnels.

Elipron

Encaintes acoustiques de très haute qualité.

Océanie

Le Pacifique du Sud demeure balkanisé

(De notre correspondant.)

Nouméa. — La septième conférence de la Commission du Pacifique du Sud (C.P.S.), qui vient de se réunir à Nouméa, avait pour thème principal le régionalisme et l'environnement. Elle a permis de mesurer les progrès d'un véritable « état d'esprit » océanien. Au-delà des particularismes, par-delà même la diversité des cultures océaniques, est apparu le sentiment d'une identité et d'une solidarité régionale. Le sentiment d'une identité régionale, devait souligner le haut commissaire, M. Jean Gabriel Erian. La région demeure cependant encore très « balkanisée ».

A l'origine, la C.P.S. est apparue comme un club des puissances coloniales de la région. L'Australie, les États-Unis, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont signé le 6 janvier 1947 à Canberra la convention créant la Commission. Les Pays-Bas s'en sont retirés lorsque, en 1962, ils ont cessé d'administrer l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée indonésienne).

Progressivement, les nouveaux États du Pacifique y ont adhéré : les Samoa occidentales en 1975, Nauru en 1969, Fidji en 1971. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, en 1975. La C.P.S. est devenue un instrument de développement de la région et une organisation internationale consultative qui pourrait se forger une véritable identité océanienne. Déjà les pays membres et les territoires sont placés sur un pied d'égalité. Le mémorandum signé à l'occasion de la conférence met fin à la pratique du vote multiple en vertu de laquelle chaque gouvernement métropolitain, soit par sa propre voix, disposait d'une voix pour chacun des territoires administrés. Chaque État ou territoire dispose désormais d'une seule voix (1).

La conception centralisatrice et

unitaire de la République française est une source permanente de malentendus au sein de la C.P.S.

Une autre difficulté est apparue au cours des débats. Elle tient à l'existence du Forum qui groupe les seuls États indépendants. Le Forum est doté d'une organisation économique, la SPSC (Bureau de coopération économique du Pacifique du Sud) qui mène des actions analogues à celles de la C.P.S. en matière de développement.

Deux pays aspirent à y jouer un rôle déterminant : les Fidji, qui misent sur leur position géographique centrale, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est d'une échelle différente avec ses trois millions d'habitants et ses importantes ressources.

Les relations avec ceux que l'on appelle encore « les grands frères » ont constitué la troisième source de frictions au cours de la conférence. La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Cook ont demandé que les Océanien soient à même de s'exprimer d'une seule voix en faisant de la C.P.S. « les Nations unies du Pacifique ». Les autres pays, les Fidji notamment, ont lancé une mise en garde contre « des critiques injustifiées à l'égard des pays métropolitains que les pays insulaires doivent considérer comme partenaires ».

Le premier groupe n'a pas été suivi par la conférence. Il est vrai que le niveau de vie des îles du Pacifique dépend des liens privilégiés qui existent avec la métropole ou l'ancienne métropole, mais ces liens provoquent un cloisonnement excessif entre les pays.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Australie, îles Cook, États-Unis, France, Fidji, Gilbert, Guam, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Guinée, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa américaines, Samoa occidentales, territoires sous tutelle des îles du Pacifique, Tokelau, Tonga, Trinité, Wallis et Futuna.

sur une table. M. Rabin a cent fois entendu cette remarque. Il y a répondu récemment en renvoyant la responsabilité de l'impasse du pouvoir sur les citoyens du pays.

Représentant un vieux thème de M. David Ben-Gourion, M. Rabin a tiré à l'équilibre le rôle des forces politiques, la difficulté de gouverner avec autorité. Tant qu'il faudra des alliances trop nombreuses pour former une majorité, il sera toujours nécessaire de composer avec les uns et les autres, a-t-il en substance le chef du gouvernement pour expliquer la profonde crise d'autorité que traverse le pays.

ANDRÉ SCHEMAMA.

Les forces israéliennes ont tué, près de Hébron, Abou Ali, de son vrai nom Khalil Abdallah Monasheh, Awad, un chef de la résistance palestinienne, qui était recherché depuis des années en Cisjordanie, a annoncé lundi 8 novembre un porte-parole militaire à Tel-Aviv.

Selon les forces israéliennes, il était responsable de nombreux actes de sabotage et attentats dans la région.

D'autre part, trois explosions, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont eu lieu lundi à Hébron. (Reuters, A.P.P.)

ASIE

Chine

Le journal de l'armée publie un nouvel éloge dithyrambique du président Hua Kuo-feng

De notre correspondant

Pékin. — Le journal de l'armée qui avait déjà publié le 29 octobre un éditorial célébrant les mérites personnels de M. Hua Kuo-feng (le Monde du 2 novembre) a consacré, lundi 8 novembre, un nouvel éditorial au même sujet. D'un texte à l'autre, le quotidien découvre des qualités inédites au nouveau président. « Édouard par le président. Miao lui-même », M. Hua est « un dirigeant marxiste exceptionnel », riche de « trésors d'expérience », acquis dans « de complexes luttes tant intérieures qu'extérieures ». Il est « loyal », « désintéressé », « modeste », « prudent », « franc », etc. Le parti, l'armée et le peuple tout entier ont même pu, parait-il, constater par eux-mêmes que le camarade Hua Kuo-feng était

démocratique dans son style de travail, sans prétention et accessible. (...) Grâce à lui, le P.C. chinois est assuré de la possibilité de connaître la sorte du P.C. soviétique », que « la clique renégate des Khrouchtchev et Brejnev » a transformé en un « parti fasciste ».

Au passage, nous apprenons que l'habileté de M. Hua Kuo-feng à « combiner théorie et pratique concrète révolutionnaire » l'a amené à s'opposer à la « bande des quatre » lorsque celle-ci a voulu transformer le mouvement de critique de M. Tsang Hsiao-ping en « une recherche d'agents à tous les niveaux ».

Deux mois après la mort de Mao, ce nouveau dithyrambe à la gloire de son successeur, à quel point il est troublant. Certes, les Chinois ont besoin d'apprendre à connaître M. Hua Kuo-feng et l'on ne peut qu'être impressionné par la vigueur avec laquelle l'armée prend l'initiative de leur ex- pliquer tout le bien qu'ils doivent en penser, tout l'amour qu'ils doivent lui porter. On finit tout de même par s'étonner de tant d'insistance à affirmer qu'il est l'homme de la situation, le seul auquel Mao Tse-tung a fait confiance pour lui succéder. Quel qu'en soit le résultat ?

ALAIN JACOB.

La solitude des traîtres

Chiang Ching est responsable du désastre provoqué par le séisme de juillet. Chiang Ching et ses « complices » ont tenté de faire de la Chine un pays « hégémonique ». Chiang Ching et les autres « complices » ont fait désorganiser la production en insistant sur la nécessité de respecter scrupuleusement les horaires des trains. Le groupe de Chang-ching a voulu restaurer le capitalisme en Chine.

Chaque jour, les « crimes » des « quatre » sont dévoilés : « la loi divine comme, mise presque sur le même plan, la pire déviation idéologique. Encore le grand débailage ne fait-il que commencer. Encore la commission d'enquête vient-elle seulement de se mettre à la tâche. Elle va, lui n'en doute, retrouver le temps perdu, remonter le fil de l'histoire afin de dépeindre, au cours des décennies passées, ces garnes qui, dans le secret de cours dévotés, se développaient jusqu'à l'avènement du complot ».

Déjà, l'un des « quatre » se voit reprocher des articles parus dans les années 1930. Je n'en ai pas jusqu'à rappeler la jeunesse de Chiang Ching ? Les communistes étaient alors devenus à un butin majeur, qui est Mao lui-même. Comment aurait-il pu commettre l'erreur d'épouser, après répudiation de sa troisième femme, une « criminelle » ? Il y aurait, à ce propos, de beaux dossiers à ouvrir, puisque ce quatrième mariage et la répudiation provoquent alors quelques remous dans le parti, au cours des décennies passées, ces garnes qui, dans le secret de cours dévotés, se développaient jusqu'à l'avènement du complot ».

Peu importe. Ce qui frappe dans l'affaire, c'est la réduction du phénomène (sans doute authentique : le « groupe de Chang-ching » voulait le pouvoir) à un simple problème de caractère. L'analyse officielle devient un cours de morale appliqué à quatre personnes qui ont péché contre la Chine. Il y a bien quelques complices, mais sans doute s'agiraient-ils de Khrouchchev, déjà accusé le

tyran pour mieux éviter le décalage du stalinisme et, en fait, du léninisme. En Chine, ce type de non-analyse fait partie de la tradition : l'affaire Lin Biao, par exemple, fut présentée comme un triste complot à peine digne d'inspirer un insipide mélodrame.

Lin Biao est mort. Mais les « complices » vivants ne s'expriment pas davantage. Voilà qui peut, certes, éviter des tragédies que lurent, dans les pays européens, les procès des « traîtres ». Qui cherche à comprendre ne peut se satisfaire qu'on lui offre le spectacle de ces mauvaises farces.

Science politique et roman de gare

Car l'histoire ne s'écrit pas aussi aisément. Assurer sans crainte d'être démenti, puisque les accusés ne sortent pas des oubliettes, c'est sans cesse camoufler leurs idées de droite sous un vocabulaire de gauche, c'est reprendre le (court) raisonnement que, naguère encore, faisaient, à l'encontre d'autres adversaires, les « traîtres » du moment. Chiang Ching et ses amis viendraient donc les partisans du rétablissement du capitalisme pour mieux assurer cette restauration. Tout le monde loue ainsi sur les mois, avec des mots privés de sens. Et on mobilise huit cents millions de personnes pour écraser quatre individus.

Quelle que soit la leçon dont on retourne le problème, l'explication officielle... n'explique strictement rien. Si les « quatre » sont quatre, ou même trente, comment ont-ils pu accéder au faîte du pouvoir ? Ils mentaient, certes, mais alors contre qui ? Les masses peuvent tromper tout un parti, toute une armée, les masses entières, et même si, nous dit-on, Mao devint méfiant sur ses vieux jours, le Grand Timonier, lui-même, pendant des années... Les « quatre » étaient dans une certaine mesure des génies, lussent-ils mauvais.

JACQUES DECORNOY.

Thaïlande

Le chef de la police est limogé

De notre correspondant

Bangkok. — Le chef de la police, unique représentant de ce corps au sein de la justice militaire, le général Sirinuk Mahin-karnep, a été limogé de son poste de secrétaire d'État à l'Intérieur, lundi 8 novembre, et a été nommé sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, fonction essentiellement honorifique. Il demeure membre du comité militaire qui « conseille » le gouvernement. La nouvelle a été annoncée à la télévision par le ministre de l'Intérieur, qui dirige une opération d'assainissement de la police, qualifiée par lui de « mafia », et dont il veut améliorer l'image de marque. Le général Sirinuk est remplacé par son adjoint, le général Montakhol Phankingchuen.

C'est la première fois depuis le coup d'État du 5 octobre qu'un membre de la justice est mis à l'écart. La police étant déjà représentée au gouvernement, la décision de limogé risque d'accentuer la malaise dans un corps qui a perdu tout rôle politique depuis la chute, il y a trois ans, de la dictature des marcheurs Thannom et Praphan.

Au même moment, les autorités ont décidé de se défendre d'avoir effectué des arrestations injustifiées ou de se livrer à une quelconque chasse aux sorcières. Elles affirment que la situation est normale. Les universités et les écoles ayant ouvert leurs portes et la plupart des étudiants et des enseignants ayant repris le travail. Sur ce point, les informations sont toutes contradictoires.

Le ministre de l'Intérieur a

affirmé qu'aucun homme politique n'avait été arrêté, mais que l'on cherchait seulement les « véritables communistes contre lesquels des preuves ont été accumulées au fil des années ». Il s'agit sans doute seulement, dans son idée, de parlementaires, car des centaines de militants de gauche figurent parmi les quelques trois mille ou quatre mille prisonniers politiques détenus depuis le coup d'État. Cherchant à rassurer ceux qui, étudiants et autres, se cachent ou sont partis dans la forêt ou pour l'étranger, le commandement suprême a déclaré qu'aucune nouvelle vague d'arrestations n'était prévue.

La police a toutefois reconnu qu'« un problème se posait pour les enquêteurs, car ils n'ont pas encore trouvé de preuves acceptables par un tribunal contre les quelques cinq cents étudiants toujours détenus ». La police affirme que des « preuves » existent contre « cent ou deux cents » prisonniers. L'atmosphère demeure dans ces conditions encore un peu confuse. La presse rapporte des histoires qui ne paraissent rassurer complètement l'opinion. La police a relâché un jeune homme qui avait été incarcéré à la suite d'une dénonciation par lettre anonyme. Sa fiancée avait reconnu l'écriture : elle émanait d'un soupçon d'espionnage. La semaine dernière, des journaux tiraient, photo à l'appui, « l'ancien activiste étudiant arrêté. Il avait chez lui un drapeau rouge et des livres communistes ». Le

lendemain on pouvait lire, sous le titre « Un enseignant innocent », que le suspect avait été relâché : il ne possédait que des ouvrages traitant de commerce et un rideau qui avait le malheur d'être rouge.

Enfin, le ministre de l'Éducation a nommé une commission de contrôle des livres. Ceux qui « mettent l'accent sur les différences de classes sociales », ou « penchent en faveur du communisme » seront détruits. À la télévision, le ministre Phyo Sathorn a déclaré qu'il fallait réviser les manuels afin que « tous les héros soient désormais des Thaïs et non plus des étrangers ».

PATRICE DE BEER.

La situation en Corée du Sud. — M. Odra, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, demande, dans une question écrite au ministre des affaires étrangères, « quelles interventions il a entreprises pour élever contre les crimes commis en Corée du Sud », où un « régime fasciste » impose sa « terreur ». Dans une autre question, il fait part « de son inquiétude à la suite des révolutions faites par plusieurs journaux parisiens selon lesquelles Paris s'approprierait à égarer deux centrales nucléaires sud-coréennes. Des négociations dans ce but seraient en cours entre les deux gouvernements ». Ainsi, pourrait M. Odra, « l'ancien ministre français pe... »

R.D.A.

LE POÈTE REINER KUNZE EST EXCLU DE L'UNION DES ÉCRIVAINS

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — Le poète Reiner Kunze, qui avait été chassé de la section d'Écrivains de l'Union des Écrivains (le Monde du 6 novembre), vient d'être exclu officiellement de l'Union des Écrivains de R.D.A.

La sanction qui frappe Reiner Kunze semble avoir été provoquée par la publication récemment en Allemagne fédérale de son dernier livre *Les Années merveilleuses*, où le poète décrit dans un style sobre et réaliste la vie quotidienne de milliers de jeunes en R.D.A. Ce n'est pas la première fois que Reiner Kunze a malin à partir avec les autorités de son pays. Né en 1933, ce fils de mineur qui vit aujourd'hui à Greiz, en Thuringe, a été plusieurs fois interdit de publication en R.D.A. En 1968, en signe de protestation contre l'antisémitisme par les armes du « printemps de Prague », — sa femme, médecin, est tchécoslovaque, — il avait quitté le parti communiste. Par la suite, il avait été publiquement critiqué lors du 6 congrès des écrivains pour son lyrisme étiré, avait-on dit, entre « le regard sur le monde intérieur et l'anticommunisme ».

Mais comme Wold Biermann, figure de proue de la contestation politico-littéraire à Berlin-Est, — mais dont on vient d'apprendre qu'il aurait obtenu un visa de quinze jours pour la République fédérale, — Reiner Kunze dit souvent que « dans l'art, il n'y a pas de compromis ». — M. L.

ORIENT

Israël

de grèves sans précédent d'autorité que traverse le pays

De notre correspondant

pondu au ministère de la santé, qui leur expliquent que si un leur cédait la toute de leurs comm-munément à dévaler et emporter-rait les fragiles barrières qui protègent l'économie du pays d'une épidémie totale.

Mais la grève était imprévisible, les médecins (il ne s'agit que de ceux employés dans les hôpitaux gouvernementaux ou appartenant à la caisse des malades des « gradiens ») ont décidé d'appliquer des « sanctions » contre leurs employeurs. Les sanctions sont une sorte de grève pénale qui n'entraîne pas l'absence des médecins de travail. Ces sanctions ont conduit notamment à l'instauration d'une rotation entre les grands hôpitaux du pays pour l'accueil des nouveaux malades. Le réseau hospitalier étant déjà insuffisant, cette mesure a provoqué une situation extrêmement grave.

Enfin, à partir d'un jour dramatique avec le décès d'une malade qui avait besoin de soins très urgents et que le médecin de garde à l'hôpital de Beersheba a envoyé à l'hôpital de services à Ashdod, à une soixantaine de kilomètres. La malade est morte durant le voyage. L'irritation du public a été très vive, et le ministre de la santé, M. Victor Chamot, s'en est fait l'écho à la tribune de la Knesset, allant, dans un moment de colère, jusqu'à désigner comme responsable du décès de la malade. Du coup, les médecins ne se sont plus contentés de réclamer une amélioration de leurs traitements, ils ont exigé aussi la démission du ministre, qui, ont-ils dit, n'est substitué au pouvoir judiciaire en jugeant coupable leur confrère.

N'ayant obtenu jusqu'à présent satisfaction sur aucun de ces deux points, les 2.580 médecins des hôpitaux ont adressé leur démission collective, qui prendra effet à partir du mois prochain. Mais déjà des offres acceptables leur sont faites pour le paiement de permanences qu'ils assument en dehors des heures ouvrables. Un règlement paraît en vue.

Des impératifs contradictoires

Parallèlement à ce mouvement des médecins a démarré celui de l'aviation civile dans ses différents secteurs, puis de la marine marchande, qui menace d'étouffer l'économie du pays bien plus efficacement que le boycottage aéro.

Des solutions plus ou moins bol- teuses ont été trouvées, mais les ports du pays, Haifa, Ashdod et Eilat, ont été bloqués le 7 novembre parce que les dix-huit pilotes assurant l'entrée et la

sortie des navires avaient été oubliés dans la négociation. Que de tels désordres sociaux soient possibles dans un pays qui est doté de structures syndicales particulièrement puissantes a de quoi surprendre. Mais de toute évidence, l'État israélien, trop étroitement lié au gouvernement socialiste, est comme lui, dans l'impossibilité de trancher entre des intérêts sociaux et ceux de la résistance palestinienne, qui était réfréner l'inflation galopante, qui atteint près de 35 %. Il faut faire face à des dépenses massives et improductives, pour la défense nationale. Il faut, à tout prix, s'efforcer d'éviter le chômage.

Tout cela est très bien, rétorquent les salariés, mais que le Rabinovitch et le « camarade » Meir (le ministre des finances et le secrétaire général de la centrale ouvrière) nous expliquent comment nous pouvons boucler nos fins de mois avec ce que nous gagnons. Ces deux personnalités, interrogées avec insistance sur ce point précis à la radio et à la télévision, n'ont pas été en mesure de répondre.

Le gouvernement se voit reprocher avec véhémence son impuissance. « Il régnait de prendre des décisions sur les affaires sociales, comme d'ailleurs sur les questions politiques, pour finalement céder lorsqu'un coup de poing est donné

sur une table. » M. Rabin a cent fois entendu cette remarque. Il y a répondu récemment en renvoyant la responsabilité de l'impasse du pouvoir sur les citoyens du pays.

Représentant un vieux thème de M. David Ben-Gourion, M. Rabin a tiré à l'équilibre le rôle des forces politiques, la difficulté de gouverner avec autorité. Tant qu'il faudra des alliances trop nombreuses pour former une majorité, il sera toujours nécessaire de composer avec les uns et les autres, a-t-il en substance le chef du gouvernement pour expliquer la profonde crise d'autorité que traverse le pays.

ANDRÉ SCHEMAMA.

Les forces israéliennes ont tué, près de Hébron, Abou Ali, de son vrai nom Khalil Abdallah Monasheh, Awad, un chef de la résistance palestinienne, qui était recherché depuis des années en Cisjordanie, a annoncé lundi 8 novembre un porte-parole militaire à Tel-Aviv.

Selon les forces israéliennes, il était responsable de nombreux actes de sabotage et attentats dans la région.

D'autre part, trois explosions, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont eu lieu lundi à Hébron. (Reuters, A.P.P.)

Le gouvernement se voit reprocher avec véhémence son impuissance. « Il régnait de prendre des décisions sur les affaires sociales, comme d'ailleurs sur les questions politiques, pour finalement céder lorsqu'un coup de poing est donné

sur une table. » M. Rabin a cent fois entendu cette remarque. Il y a répondu récemment en renvoyant la responsabilité de l'impasse du pouvoir sur les citoyens du pays.

Représentant un vieux thème de M. David Ben-Gourion, M. Rabin a tiré à l'équilibre le rôle des forces politiques, la difficulté de gouverner avec autorité. Tant qu'il faudra des alliances trop nombreuses pour former une majorité, il sera toujours nécessaire de composer avec les uns et les autres, a-t-il en substance le chef du gouvernement pour expliquer la profonde crise d'autorité que traverse le pays.

ANDRÉ SCHEMAMA.

Les forces israéliennes ont tué, près de Hébron, Abou Ali, de son vrai nom Khalil Abdallah Monasheh, Awad, un chef de la résistance palestinienne, qui était recherché depuis des années en Cisjordanie, a annoncé lundi 8 novembre un porte-parole militaire à Tel-Aviv.

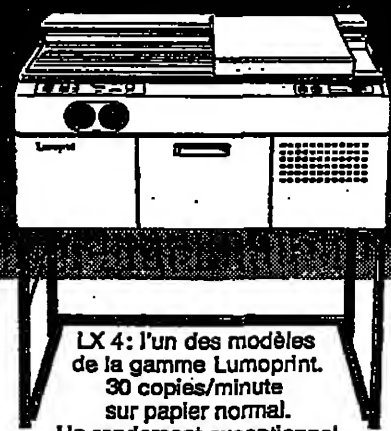
Selon les forces israéliennes, il était responsable de nombreux actes de sabotage et attentats dans la région.

D'autre part, trois explosions, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont eu lieu lundi à Hébron. (Reuters, A.P.P.)

Le gouvernement se voit reprocher avec véhémence son impuissance. « Il régnait de prendre des décisions sur les affaires sociales, comme d'ailleurs sur les questions politiques, pour finalement céder lorsqu'un coup de poing est donné

Lumoprint

Les photocopieurs
solides, fiables, rentables.
3 qualités allemandes.



LX 4: l'un des modèles
de la gamme Lumoprint.
30 copies/minute
sur papier normal.
Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à:
Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91

L'Amérique de votre choix



avec **LOFTLEIDIR**

Toujours fidèle à sa
politique de tarifs
raisonnables, qu'elle
maintient depuis des
années, LOFTLEIDIR
vous permet, sans
contrainte, de découvrir
l'Amérique.

Quelle que soit votre
destination finale aux
Etats-Unis, vous pourrez
utiliser New York ou
Chicago comme point
de transit vers la ville
de votre choix.

- vol quotidien New York
aller-retour F. 1.795 (*)
- 2 fois par sem. Chicago
aller-retour F. 2.205 (*)

Ces tarifs ouverts à tous
n'impliquent pas une
date limite d'inscription
et autorisent les
changements de
réservation.

LOFTLEIDIR a également
à votre disposition toute
une gamme de tarifs
particulièrement
intéressants
pour de courts séjours
(tarifs excursion 21 jours
sans minimum de séjour)
ou de très longs séjours
(billet valable 1 an).

Comparez vous-même
ces tarifs avec ceux qui
vous seront proposés
par d'autres agences de
voyages. L'effort important des
régions de la conquête difficile
de la grande souveraineté
américaine.

Demandez à votre agent
de voyages de vous
parler aussi des
forfaits New York, de
3 à 30 jours, à partir
de 1.890 F comprenant
le transport aller-retour
Luxembourg-New York en
Jet Loftleidir et le
séjour à l'hôtel
Century Paramount
(lic. 345 A)

N'oubliez pas de
souligner également
la possibilité d'une
escale touristique
en Islande lors de
votre voyage
transatlantique.

(*) tarif excursion 22/45 jours.

Pour tout renseignement
et documentation,
adresser ce coupon à

**LOFTLEIDIR
ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
Tél. 075.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre
06000 Nice
Tél. 88.73.41

Nom _____
Adresse _____

ou interrogez
votre agent de voyages,
il nous connaît bien !

DIPLOMATIE

POINT DE VUE

La dégradation de la politique étrangère française

par JACQUES HUNTZINGER (*)

DEPUIS deux ans il y a eu dégradation constante de la politique étrangère française. Mais il n'est pas sûr que M. Valéry Giscard d'Estaing soit le seul responsable. On constate cette dégradation à l'intérieur du monde occidental. La France a recherché tout à la fois à être « l'associé junior » des Etats-Unis, à devenir l'ardent défenseur de la construction européenne, à être l'ami privilégié de la République fédérale. En fait, la France ne pèse plus grand-chose dans le système occidental. Elle a renoncé à toute politique monétaire; elle s'est tue après l'écroulement des accords de la Jamaïque; elle n'est plus devenue un porte-parole des intérêts européens en matière énergétique; elle va perdre son rang de grande puissance aéronautique; elle fait le mort au lendemain des déclarations de Portorico; elle laisse se dégrader la politique agricole commune; elle n'a pas de ligne directrice dans les conseils supérieurs et à Bruxelles et à propos de l'initiative française au Liban à l'Assemblée générale de l'ONU.

On constate également une dégradation des rapports avec le monde socialiste. Il est évident que la grande époque de la détente avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires est bien passée. Nous sommes à l'ère du soupçon dans les relations avec l'Europe de l'Est. Pourquoi? Bien sûr, le climat général des relations Est-Ouest a changé. Mais la France a sa propre responsabilité. Les Etats socialistes ont tous le sentiment que le développement du dialogue pacifique et de la coopération n'est plus du tout l'une des priorités de la politique étrangère française; les rapports politiques sont presque au point mort, les relations personnelles entre les dirigeants sont quelconques ou médiocres. Peut-on dire que Paris désormais néglige quelque peu Moscou au profit de Varsovie, de Bucarest ou de Budapest? Pas même. Les relations sont rigides avec l'ensemble des Etats d'Europe orientale. Est-ce une bonne chose? De plus, le flou artistique de la politique occidentale française inquiète. La

France est-elle indépendante, européenne ou atlantique? Les Européens de l'Est ne savent ce qu'ils en ont et ce qu'ils en veulent. Par ailleurs, les rapports économiques entre la France et l'Europe de l'Est sont également médiocres. On constate enfin une dégradation des rapports avec le tiers-monde. La France n'apparaît plus du tout comme l'Etat occidental le plus proche des Etats sous-développés par ses propositions et son attitude. La conférence Nord-Sud montre parfaitement que la France ne veut plus ou ne peut plus jouer un rôle dynamique dans des négociations de ce genre. Mais ce qui est encore plus inquiétant ici, c'est l'attitude toute nouvelle de certains Etats à l'égard de la France telle qu'elle s'est exprimée au « sommet » des non-alignés de Colombo dans le mois d'août et à propos de l'initiative française au Liban à l'Assemblée générale de l'ONU.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, la France apparaît de nouveau au banc des accusés. Hypocrite? Sûrement, mais quand on pense au prestige de la France dans le tiers-monde il y a encore quelques années on voit le chemin parcouru. Il faut dire qu'entre la France et le tiers-monde, une centrale nucléaire en Afrique du Sud, quelques jours après la conférence des chefs d'Etats africains à Paris, soutenu par M. Vorster à l'ONU et lui vendant des bombardiers alors que l'Afrique australe est en plein bouleversement, cela fait beaucoup de choses à la fois. Pour le tiers-monde, la France est redevenue un simple Etat occidental défenseur de ses intérêts, mais par ailleurs trop petit pour être influent auprès des autres Occidentaux. Du coup, on condamne la France et on va négocier avec Washington ou parler à Bonn.

En résumé, la politique étrangère française est celle d'une puissance moyenne occidentale qui garde quelque goût pour une certaine indépendance de parole et pratique un mercantilisme forcé, mais qui ne se fait plus beaucoup entendre auprès de ses amis, auprès de ses alliés ou auprès de ses partenaires.

Le cosmopolitisme et le gaullisme

Mais tout cela, dirait Giscard, « c'est la faute à Giscard ». Est-ce si sûr? Le bilan est sévère, mais l'accusation est-elle juste? Pas tout à fait. C'est la faute à Giscard, certes, mais c'est aussi la faute à ceux qui l'ont précédé, et c'est également un peu la faute à tout le monde.

La politique étrangère est la résultante de l'état des choses — puissance de l'Etat et environnement international — et du poids de la volonté — le style diplomatique du gouvernement.

Or le style diplomatique de M. Giscard d'Estaing est tout à fait caractéristique et explicite, en partie, le bilan. M. Giscard d'Estaing est l'héritier d'une double tradition. Il s'inscrit naturellement dans la grande tradition du cosmopolitisme qui a marqué la politique étrangère de tous les grands libéraux depuis le dix-huitième siècle. Plus optimiste que pessimiste, plus sensible aux interdépendances qu'aux rapports de forces, plus porté à la conciliation qu'à la négociation, le cosmopolitisme repose sur une double idée: premièrement, les divisions politiques, économiques et sociales entre les Etats n'ont qu'un sens relatif par rapport à l'unité de l'humanité; deuxièmement, il existe un ordre naturel des choses fondé sur la liberté des échanges et du commerce, la coopération et le progrès, qu'il faut sans cesse corriger, mais qu'il faut maintenir pour l'essentiel car il fait le bonheur des peuples.

Libéral jusqu'au bout des ongles, M. Giscard d'Estaing est cosmopolite d'instinct. Son « mondialisme » en est simplement une version au goût du jour. Mais, par ailleurs, cet homme a goûté au gaullisme. Or le gaullisme est très loin du cosmopolitisme. Marqué par le nationalisme et Maurras, le gaullisme exalte l'Etat et l'indépendance nationale, il voit dans la société internationale une jungle dans laquelle les rapports de forces, les intérêts et les appétits s'entrechoquent. Philosophie conservatrice, le gaullisme ignore les solidarités économiques internationales et l'évolution des systèmes sociaux; il est uniquement soucieux de préserver les souverainetés étatiques. Mais parce qu'il est empreint d'égoïsme sacré, de « réalisme » et de pessimisme, le gaullisme s'accorde difficilement avec le cosmopolitisme libéral.

Dans ces conditions comment vont coexister ces deux traditions? Dans la nécessité du compromis, le président de la République a trouvé son style? Il ne choisit point. Encore faut-il faire quelque chose. D'où ce que l'on peut appeler « la petite-mu-

etique diplomatique »: c'est la pratique du « tourbillon diplomatique » qui consiste à multiplier les voyages, les rencontres et les « sommets » et à faire croire à leur succès complet, même si quelques jours ou quelques semaines plus tard on doit déchanter; c'est le désir d'être tout à la fois indépendant et « l'ami public » d'un grand nombre d'Etats-Unis, de l'Union soviétique, de la reine d'Angleterre, de H. Schmidt, des producteurs et des consommateurs de pétrole, des Etats développés et du tiers-monde. Cette pratique n'est pas seulement le fruit d'un amoralisme, elle est rendue nécessaire parce que le président ne sait pas où se situer.

« La puissance et l'environnement »

Le style giscardien conduit naturellement à ce que le poids des choses joue à plein. Quand il n'y a pas de volonté personnelle, la politique étrangère d'un Etat est alors régie par la loi de la pesanteur. M. Valéry Giscard d'Estaing est coupable d'avoir laissé jouer la loi de la pesanteur.

Et quel est le poids des choses pour ce qui est de la France? C'est faire référence aux deux réalités essentielles de toute politique étrangère, la puissance et l'environnement.

Pour ce qui est de la puissance, la France est devenue une puissance faible. Et cela a commencé bien avant 1974. Pourquoi? Si la France s'est dotée d'une force militaire significative, elle a vu s'effriter sa force économique, sociale et politique. La France s'est installée depuis longtemps dans la société française: faiblesse industrielle, fonte des réserves monétaires, dégradation des échanges et de l'investissement, chômage et inflation, d'une part; dégradation des rapports individuels, sociaux et politiques, d'autre part. La crise française est assez sérieuse pour avoir fait de ce pays une puissance affaiblie, instable et fragile. Or la puissance extérieure d'un Etat est très liée à sa force intérieure, c'est-à-dire à ses capacités industrielles, à ses aptitudes technologiques, à son expansion commerciale, à sa stabilité sociale, à son esprit civique. C'est ce qu'avait un peu oublié le général de Gaulle. Ses héritiers ont fait la même erreur.

Mais la France est devenue une puissance faible au moment où la société internationale se reorganisait. Après les années 60, qui furent l'ère des cent fleurs dans les relations internationales (dégel Est-Ouest, détente, décolonisation), les années 70 sont celles de la restauration, de conférences à l'université de Besançon, membre du parti socialiste.

(*) Maître de conférences à l'université de Besançon, membre du parti socialiste.

A TRAVERS LE MONDE

Bulgarie

MGR CASAROLI, secrétaire pour les affaires publiques de l'Eglise catholique, qui séjourne pour la première fois en Bulgarie en raison officielle, a été reçu le lundi 8 novembre à Sofia par M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'Etat. Mgr Casaroli est arrivé en Bulgarie le 8 novembre. Le dégel entre la Bulgarie et le Saint-Siège avait commencé à se concrétiser l'an dernier à l'occasion de l'audience que Paul VI avait accordée à M. Jivkov. Cinq semaines après cette entrevue, le 5 août 1975, le pape pouvait rétablir la hiérarchie romaine en Bulgarie. Mgr Simeon, évêque de Nicopolis, et Mgr Dobranov, consacré discrètement en 1975, devenaient vicaires apostoliques de Sofia et Plovdiv. — (Corresp.)

Corée du Nord

LA CORÉE DU NORD POURRAIT SIGNER UN TRAITE DE PAIX AVEC LES ETATS-UNIS au cas où les troupes américaines se retireraient de Corée du Sud. L'écrit le journal nord-coréen Tongui Sinbo, cité samedi 6 novembre par l'agence de presse nord-coréenne et selon lequel ce traité renforcerait la paix et ouvrirait la voie à la réunification des deux Corées. Le journal ajoute que le pacte de non-agression proposé par Séoul tend à légitimer la division du pays. — (A.F.P.)

ration. La dévaluation du dollar, Prague, les négociations Salt, la politique européenne de M. Kissinger, ont révélé les limites de la transformation du système international et ont exprimé le poids des grands empires. La crise économique, la crise pétrolière et la crise monétaire sont étées dans le même sens: elles ont renforcé les grandes puissances impériales, révélé la force des puissances nouvelles (les Etats pétroliers, la R.F.A.) et les faiblesses des nombreuses puissances traditionnelles (Grande-Bretagne, France, Italie). Parallèlement, le tiers-monde a montré, et il s'est organisé malgré ses contradictions, il s'est doté d'institutions — la CNUCED, le groupe des « soixante-dix-sept », l'OPEP — il élabore des stratégies en matière de développement, de commerce international, de prix des matières premières. Il agit collectivement à la conférence Nord-Sud, à l'Institut de la Banque mondiale, aux Nations unies.

Dans cette ère nouvelle, la France évidemment ne jouit plus du tout de la même liberté d'action, ni de la même influence que dans la période antérieure. Le monde restauré qui est le nôtre a restitué la France dans son aire naturelle, l'Europe occidentale. La France est plus petite et moins capable de passer sur la société internationale.

Faut-il donc renouer du gaullisme? C'est-à-dire tenir en permanence le discours de l'égalisme sacré, de la rigueur, de l'intransigence? C'est une voie sans issue. Non pas seulement parce que le discours gaulliste était souvent hypocrite et masquait un mercantilisme, mais surtout parce que ce serait, aujourd'hui plus qu'il y a, un discours au-dessus de nos moyens qui oublierait les règles du jeu de la société internationale. Le gaullisme en politique étrangère a sûrement été efficace et positif: la pratique de l'« égalisme intelligent » a comporté des aspects « objectifs » — progressistes. Cela est incontestable. Mais il est aujourd'hui historiquement dépassé par les événements internes et internationaux.

Alors comment refaire sa place au poids de la volonté politique? Il ne peut y avoir volonté politique que s'il y a une stratégie diplomatique. Et il ne peut y avoir une stratégie diplomatique que s'il y a un projet politique, une utopie concrète offerte aux peuples et aux nations. Pour certains le nationalisme, pour d'autres le libéralisme, peuvent être ces utopies concrètes. Elles l'ont été, mais au dix-neuvième siècle; elles ont leur avenir derrière elles. Cela n'est pas le cas du socialisme, par exemple.

Encore faudrait-il rétablir la puissance française. Et cela demeure la clef de tous véritables politiques étrangers, pour notre pays.

Espagne

PLUSIEURS MEMBRES DU COMITÉ LOCAL DE LA COORDINATION DEMOCRATIQUE DE Séville ont été arrêtés, lundi 8 novembre, ils avaient participé, vendredi, à une réunion à la faculté de droit de Séville. Parmi les personnes arrêtées se trouvent les professeurs Isidoro Moreno, du parti du travail espagnol; José Luis Lopez, du parti socialiste ouvrier espagnol, et un militant communiste M. Eduardo Sabido. — (A.F.P., Reuter.)

L'ATTENTAT commis dans la nuit du samedi 8 au dimanche 7 novembre contre un bureau de la compagnie cubaine d'aviation à Madrid a été revendiqué lundi à Porto-Rico par un groupe d'extrêmes cubains anti-castristes se réclamant d'un mouvement appelé Organisation révolutionnaire unifiée. De son côté, le journal cubain Granma laisse entendre lundi que la C.I.A. est impliquée dans l'attentat. — (A.F.P., Reuter.)

Portugal

L'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE a rejeté le recours présenté par le major Otelo Saraiva de Carvalho contre la condamnation à vingt jours d'arrêt qui lui a été infligée pour avoir entraîné le règlement de discipline militaire interdisant aux membres des forces armées de faire des déclarations politiques. L'ancien commandant du Copcon avait été incarcéré au fort de Casias le 23 octobre et il devrait donc en sortir le 11 novembre. — (A.F.P.)

Kurt
Sonthelmer
et Wilhelm Bleck

**la République
Démocratique
Allemande**

"L'Autre Allemagne, celle que l'on ignore en fait, vue par d'autres Allemands, professeurs à l'Université de Munich." (Valeurs, actualités)

ARMAND COLIN

100 000 000 000

AFRIQUE

Namibie

La minorité blanche rompra ses liens institutionnels avec Pretoria avant l'indépendance du territoire

De notre correspondante

Johannesburg. — « La branche du Sud-Ouest africain se séparera du parti nationaliste sud-africain au moment opportun... Elle le fera sur une base de consentement mutuel... » Par ces mots, M. A.H. Du Plessis, président du parti nationaliste du Sud-Ouest africain (P.N.-S.W.A.) et chef de la délégation blanche à la conférence constitutionnelle de Windhoek, a mis fin, lundi 8 novembre, aux rumeurs rapportées par le journal sud-africain *Sunday Times* qui annonçaient l'imminence d'une scission au sein du parti nationaliste au pouvoir en Afrique du Sud depuis 1948.

Dans son article, l'hebdomadaire s'appuyait sur des propos de M. Du Plessis, président du comité de la conférence constitutionnelle, souvent présenté comme le chef de la tendance libérale du P.N.-S.W.A. dont il est vice-président. M. Du Plessis, et plus particulièrement M. Eben Van Zijl, représentant, quant à eux, la fraction la plus dure et la plus conservatrice.

M. Du Plessis avait déclaré samedi que le parti nationaliste du Sud-Ouest africain devrait devenir autonome, avant l'indépendance. Il avait également estimé qu'il faudrait songer à abolir plusieurs lois qui maintiennent l'apartheid en Namibie, telles que l'« immorality act », et le « mixed marriages act », interdisant mariages et relations sexuelles entre citoyens de race différente.

Le journal s'était cru autorisé à tirer sur une « scission imminente ». Il n'en a pas fallu plus pour déclencher aussitôt une polémique chez les nationalistes blancs. Car, si tous sont d'accord pour estimer qu'il faudra bien un jour ou l'autre émanciper le P.N.-S.W.A., les avis divergent quant à la date de cette émancipation.

Pour les « ultras », le plus tard sera le mieux. Et cela, malgré les souhaits de plusieurs délégations noires et métisses du comité de la conférence constitutionnelle.

La mise au point de M. Du Plessis — appuyé par M. Eben Van Zijl — ne contribuera probablement pas à d'éteindre l'atmosphère au sein du comité constitutionnel qui s'était séparé le 21 octobre dernier, après une violente altercation entre M. Van Zijl et les représentants damarés (le Monde du 22 octobre).

Ce mardi 9 novembre, le comité a repris ses travaux. Les sujets de discussions ne manquent pas : le problème des élections, par exemple, reste encore à résoudre, ainsi que la date de mise en place du gouvernement intérimaire (les

représentants métis et noirs souhaitent qu'elle intervienne le plus tôt possible). Les délégations s'opposent encore à propos de la structure du gouvernement, les métis et les Noirs accusant les Blancs de vouloir établir en Namibie une « mini-Afrique du Sud » entourée de bantoustans.

Même si l'on est loin d'une crise à Windhoek, on note cependant de l'amertume chez certains délégués, notamment chez les métis conduits par M. Andrew Kloppers, qui, à plusieurs reprises, a en vain, déploré la non-application des décisions du comité sur l'abolition de l'apartheid.

La délégation métisse voit rejeter régulièrement ses propositions d'« ouverture » à la SWAPO, mouvement nationaliste africain, dont l'aile dite « extérieure » mène la guérilla dans le nord du pays.

La SWAPO, récemment renforcée par l'adhésion de plusieurs petits partis politiques implantés dans le sud du pays, rejette la conférence constitutionnelle dont elle est exclue, et estime que toute négociation doit être menée directement avec le gouvernement sud-africain, « puissance coloniale ».

C. C.

● A propos des relations entre la France et l'Algérie, M. Boumediène a déclaré à la Conférence nationale réunie le 8 novembre qu'il s'agissait désormais seulement de « relations d'intérêts réciproques d'Etat à Etat ». Il a précisé : « Pour chacune des deux parties, tout se définit aujourd'hui en fonction de l'intérêt commun, nous avons des liens qui sont ouverts entre nous et l'Etat colonisateur. » (A.F.P.)

Angola

Les forces gouvernementales ont lancé une offensive d'envergure contre les maquis de l'UNITA

L'armée angolaise du M.P.L.A., aidée par des combattants cubains et des maquisards namibiens de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), poursuit son offensive contre les forces de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) stationnées dans le Sud du pays (le Monde du 9 novembre).

Selon la presse sud-africaine, cette opération combinée, à laquelle participeraient entre quinze mille et dix-huit mille hommes, aurait pour but de répliquer à une offensive lancée il y a une dizaine de jours par les troupes de l'UNITA. Ce dernier mouvement tenterait, selon le « Times », de rompre le cordon militaire mis en place le long de la frontière sud de l'Angola par le M.P.L.A. et ses alliés cubains et namibiens, et serait destiné à isoler l'UNITA du monde extérieur. Les forces de l'UNITA opèrent actuellement à partir de camps situés près de la frontière zambienne.

Le pasteur Cornelius Njaba, premier ministre du Bantoustan de l'Ovamboland, situé au nord de la Namibie, a déclaré, lundi 8 novembre, qu'environ deux mille deux cents réfugiés, dont la plupart sont des femmes et des enfants, ont traversé la frontière angolaise au cours du dernier week-end. Au total, six mille personnes ont trouvé asile en Namibie depuis le début des combats. Elles ont été prises en charge par les autorités locales.

Selon les témoignages de ces réfugiés, les récents combats ont fait de nombreuses victimes. A Oshikango, localité située près de la frontière avec l'Angola, des officiers sud-africains auraient avoir entendu le crépitement des armes automatiques et avoir suivi la jamelle la progression des troupes angolaises et cubaines.

Le M.P.L.A. n'a jamais refusé à liquider totalement les poches de résistance de l'UNITA. Cette orga-

QUINZAINE DU MANTEAU

en lame, poil de chameau, cachemire... garni fourrure, votre manteau AUTEUIL de 790 F à 2900 F

AUTEUIL

MODELES EXCLUSIFS
TAILLES 44 A 60
41, RUE LA FAYETTE - PARIS

YASHICA, ZEISS et PORSCHE vous invitent à découvrir le

CONTAX
RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

A TOUS CEUX QUI PENSENT QU'OBTEINIR DES COPIES DOIT ETRE UNE CHOSE SIMPLE

FAXIL
de
Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 205, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

LE CONSEIL EUROPEEN

Energie : la danse sur le volcan

Les communistes au Parlement européen

L'austérité en Italie et en Angleterre

Dans le numéro de novembre de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM

RUE

VILLE

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA REDUCTION «GROUPES» 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris - Nice et Continent - Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages

AIR INTER

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 10 relient tous les jours (en semaine) PARIS à GRENOBLE dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la journée.

PARIS ↔ GRENOBLE
10 liaisons quotidiennes (départ Only Ouest)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

décembre 1976 : le dernier volume paraît

la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

« Un nouveau type d'encyclopédie, capable non seulement de rassembler et d'expliquer mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'éléments qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déroutant. »
« Une encyclopédie cohérente, qui couvre tous les domaines de connaissance, toutes les époques, tous les pays, avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels. »
... et mieux qu'à jour, rendant compte des derniers développements dans tous les secteurs significatifs, elle éclaire aussi les étapes à venir.

VOUS POUVEZ ENCORE SOUSCRIRE

Les conditions spéciales de souscription, au prix actuel de 3905 F, restent valables pour un temps limité. En souscrivant très rapidement :
• vous disposez tout de suite de la totalité de l'ouvrage.
• vous bénéficiez encore des facilités de règlement exceptionnelles.
• vous recevrez gratuitement le 21^e volume d'index dès sa parution.

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE
20 volumes à reliure de luxe (24 x 30 cm)
d'environ 600 pages chacun,
8.000 articles-dossiers,
près de 15.000 illustrations en couleurs;
+ un 21^e volume d'index.

RIEN NE REMPLACE UN SIÈCLE D'EXPERIENCE



Pour en savoir plus sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE, adressez-vous à votre libraire, ou remplissez ce bon. A renvoyer à la LIBRAIRIE LAROUSSE, 71, rue de Montparnasse 75280 PARIS Cedex 06. Gratuitement et sans engagement de ma part, je désire :
• examiner votre magnifique documentation illustrée en couleurs sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE.
• connaître les facilités de paiement offertes à tous souscripteurs de l'ouvrage.
NOM : PRÉNOM : ADRESSE :
PROFESSION : CODE POSTAL : VILLE :
Valable pour la France métropolitaine, la Belgique et la Suisse romande. 6 6 10

L'ÉVÉNEMENT

Les mouvements de libération en Afrique australe

« L'Afrique aux Africains ! » Le cri qu'on entendait ailleurs, il y a près de quarante ans, garde, au sud du continent noir, une entière actualité. En République Sud-Africaine, en Rhodésie et en Namibie, où le « pouvoir blanc » règne pratiquement sans partage, la colonisation régit encore l'existence quotidienne de la majorité. Des hommes et des organisations dénoncent et combattent de longue date la ségrégation raciale et l'oppression économique. De grèves en pétitions, de boycottages en manifestations de rue, ils se sont lassés d'explorer sans succès toutes les voies légales et choisissent désormais de plus en plus fréquemment l'exil et le maquis.

Pour les mouvements de libération d'Afrique australe, 1976 marque une étape majeure. La victoire du M.P.L.A. angolais, les émeutes de Soweto, la recrudescence des combats en Rhodésie et en Namibie, l'attitude de M. Ian Smith, acculé à la négociation, témoignent de l'accélération dans cette partie du monde d'une histoire longtemps figée. Du côté africain, le ton s'est durci, une génération plus intransigeante a surgi, des personnalités se sont imposées.

Divers facteurs contribuent à accentuer l'isolement des minorités blanches : la consolidation des gouvernements progressistes angolais et mozambicains, la radicalisation des pays voisins, encore enclins, il y a peu, au dialogue avec Pretoria (Zambie, Botswana), les pressions diplomatiques de l'Occident, la solidarité de l'Union soviétique, puis l'arrivée en Afrique australe des armées des maquis d'Afrique australe. Mais les régimes sud-africain et rhodésien ne sont pas, pour autant, aux abois. M.M. Smith et Vorster savent que le temps travaille contre eux, mais ils peuvent retarder sensiblement les échéances.

Lutte armée ou négociation ? Aux yeux des dirigeants nationalistes noirs, les deux termes ne sont guère dissociables. Tous admettent l'inevitabilité du combat pour amener leurs adversaires à composition. Pourtant si la guérilla s'intensifie en Rhodésie, elle reste faible en Namibie, et n'existe pas encore en Afrique du Sud. L'avenir politique de l'ancien Sud-Ouest

africain pourrait être déterminé sans trop de heurts autour d'un tapis vert, depuis que la conférence constitutionnelle de Windhoek, réunie à l'instigation de Pretoria, a fixé au 31 décembre 1978 la date de l'indépendance. Encore faudrait-il que la SWAPO, seul mouvement internationaliste, ne soit pas maintenue plus longtemps à l'écart des conversations. Les altercations de M. Vorster à cet égard incitent les Namibiens à intensifier leur guérilla.

En Afrique australe comme ailleurs, les mouvements de libération ont peine à réaliser leur unité. En Namibie, l'extrême diversité ethnique a fait de la minorité européenne qui gouverne, dans une totale illégalité aux yeux du droit des gens, l'ancienne colonie allemande. Mais c'est au sein du courant nationaliste rhodésien que le manque de cohésion a eu les plus graves conséquences. Antagonismes ethniques, clivages idéologiques, rivalités de personnes ont freiné depuis vingt ans l'émergence du sentiment national. Au grand dam de

leurs « parrains » africains, toutes les tentatives de rapprochement entre les « chefs historiques » ont été sans lendemain. La récente alliance entre M.M. Mugabe et Nkomo paraît relever de la tactique plutôt que d'une réelle affinité. A Genève, le représentant de Salisbury fait face à quatre délégations noires distinctes.

En Afrique du Sud, il n'est question ni de lutte armée ni de négociation. Interdit depuis 1960, le Congrès national africain poursuit une action clandestine. S'il s'efforce de canaliser la colère des jeunes Noirs, qui contestent souvent son autorité et sa stratégie, il n'est pas de l'aveu même de ses dirigeants, à l'origine de l'agitation qui secoue les banlieues des grandes villes, il n'a pu empêcher M. Vorster de pousser jusqu'à l'extrême la « politique de développement séparé », puisque l'accession des Bantoustans à la souveraineté internationale, conséquence de l'« apartheid », a reçu une première application, le 26 octobre dernier, avec l'« indépendance » du Transkei.

J.-P. L.

AFRIQUE DU SUD

De l'A.N.C. traditionnel à la contestation lycéenne

Le South African Native National Congress, première organisation politique africaine de dimension nationale, voit le jour en 1912. Quelques années plus tard, il devient l'African National Congress (A.N.C.). Ses fondateurs, qu'anime, au-delà des différences ethniques, un fort sentiment national, proclament : « Nous sommes un seul peuple ». L'A.N.C. se veut alors le « Parlement du peuple africain ». Ses dirigeants, citoyens et juristes pour la plupart, sont fortement imprégnés des idées « libérales » de M. Booker T. Washington, promoteur de la lutte pour l'émancipation des Noirs américains. Dès cette époque, l'A.N.C. dénonce la pratique discriminatoire des passes (laissez-passer). Pourtant, du fait du carriérisme, du désir de respectabilité et du peu de cohérence idéologique de certains dirigeants, l'A.N.C. s'essouffie. La réunion d'une Convention panafricaine (décembre 1968) marque le début d'un long effort de réorganisation du Congrès, qui acquiert pendant la guerre une nouvelle vigueur.

En décembre 1942 est créée la Youth League. Ses dirigeants sont M.M. Anton Lembede, Walter Sisulu, Nelson Mandela, Oliver Tambo. Ils critiquent vivement l'indifférence de leurs aînés. A la fin de la guerre, une pétition contre les passes recueille un million de signatures. En 1949, l'African Mines Workers Union, syndicat de mineurs contrôlé par l'A.N.C., lance le slogan : « Un rand par jour ». La grève éclate. Elle sera sévèrement réprimée. Après les violences émeutières de 1950 (cent quarante-deux morts en 1949), la Youth League prend les rênes de l'A.N.C. et prône la désobéissance civile. L'A.N.C. compte bientôt près de cent mille adhérents. En 1955, les principaux mouvements d'opposition au régime, dont l'A.N.C., adoptent la « charte de la liberté », qui préconise une société démocratique et non raciale. M. Oliver Tambo, actuel président de l'A.N.C., rappelle récemment que ce document constitue toujours, aux yeux de son organisation, le texte de référence. (Le Monde du 6 octobre).

Hors la loi depuis seize ans

En 1958, un groupe hostile à la coopération multiraciale, conduit par M. Robert Sobukwe, quitte l'A.N.C. et fonde le PAC (Pan African Congress). Le 21 mars 1960, le PAC organise une série de manifestations pacifiques contre les passes. A une soixantaine de kilomètres de Johannesburg, la police ouvre le feu sur un cortège d'Africains. C'est le massacre de Sharpeville : 69 morts, 180 blessés. Le PAC et l'A.N.C. sont aussitôt interdits, de nombreux leaders nationalistes arrêtés. Les autres plongent dans la clandestinité. Albert Lutuli, prix Nobel de la paix, brûle en public son laissez-passer. En décembre 1961, les dirigeants clan-

destins de l'A.N.C. annoncent la création de l'Umkhonto we Sizwe (Fer de lance de la nation), formation militaire qui se spécialise dans les sabotages. Dénoncé par un indicateur, M. Nelson Mandela est arrêté le 5 août 1962. En mai 1964, les principaux accusés du procès de Rivonia (M.M. Sisulu, Mbeki, Mandela) sont condamnés à la prison à vie et incarcérés à Robben Island. Hors la loi depuis seize ans — son quartier général est à Dar-es-Salaam — l'A.N.C. reste toutefois l'une des associations les mieux implantées au sein de la population noire. Il se manifeste par la distribution de pamphlets, de tracts, et l'envoi de « lettres piégées ». M. Oliver Tambo a déclaré au début de 1976 que son mouvement dispensait un entraînement militaire à des recrues noires ayant fui l'Afrique du Sud, tout en admettant que ce pays se prêtait mal à la guérilla.

La jeunesse rebelle

De Sharpeville aux émeutes de Soweto, une nouvelle génération africaine est venue à la politique. Les jeunes qui, en 1976, se manifestent aux grèves et manifestations dans les townships se réclament désormais de la « conscience noire ». Cette idéologie de réhabilitation raciale qui s'inspire du « black power » américain a pris naissance en marge de l'A.N.C. jugé trop peu actif. Depuis quelques années on en a vu fleurir parmi l'élite intellectuelle africaine nombre d'associations, tolérées par le gouvernement de M. Vorster. La plus connue est la SASO (South African Students Organisation). On attribue généralement à son président-fondateur, M. Steven Biko — actuellement emprisonné — la paternité de la formule « conscience noire ». La SASO possède une branche lycéenne : le mouvement des étudiants sud-africains. On recense aussi la Black People's Convention (B.P.C.), l'Institut des études noires, l'Association des parents d'élèves noirs, la Convention pour la renaissance noire, etc. Tous ces mouvements ont pris le relais de l'A.N.C. C'est par leur mouvement que s'exprime aujourd'hui le sentiment de la jeunesse africaine. « Pour moi, note un militant de la B.P.C., parler de conscience noire, c'est montrer au gouvernement que nous ne sommes pas seulement des non-blancs ».

Plusieurs organisations blanches ont mêlé leurs voix au concert des protestations africaines : le Christian Institute, qui a publié récemment un rapport sur la répression policière (le Monde du 25 septembre), et le Race Relation Institute, qui, de longue date, dénonce l'apartheid. Enfin, un groupe-culte clandestin blanc, l'Okhela, qui s'est manifesté pour la première fois à la fin de 1975, assure soutenir le combat de l'A.N.C. et lutter contre « le fascisme, le colonialisme et l'impérialisme ».

RHODÉSIE

« Chefs historiques » et guérilleros

La fusion du Congrès bantou (fondé en 1934) et de la Ligue des jeunes donne naissance, le 12 décembre 1957, au Congrès national africain (A.N.C.). Son président est un syndicaliste, M. Joshua Nkomo. Interdit en 1959, l'A.N.C. se reconstruit la nuit même sous le sigle N.D.P. (parti démocratique national). Le courant nationaliste reste un phénomène essentiellement urbain, dont les dirigeants sont des intellectuels utilisant des méthodes pacifiques : « sit-in », désobéissance civile, grèves.

En décembre 1961, après la mise hors la loi du N.D.P., M. Joshua Nkomo crée la ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe), qui recrée principalement parmi l'élite mbede. Elle sera interdite en septembre 1962. Une équipe de cadres « radicaux », conduits par le pasteur Ndabaningi Sithole, forme, en juillet 1963, une organisation concurrente, la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), surtout influente dans l'ethnie mashona. Au printemps 1964, M.M. Nkomo et Sithole sont jetés en prison. Ils y resteront dix ans. En 1970, M. James Chikere, tenant de réconcilier les frères ennemis, lance le FROLIZI (Front de libération du Zimbabwe). C'est un échec. L'audience de cette formation demeure limitée.

Le rôle de la ZIPA

En décembre 1971, l'évêque Abel Muzorewa, protestant contre une ébauche de rapprochement entre Londres et Salisbury, mobilise les masses africaines au sein du Conseil national africain (ANC), qui est toléré par les autorités. Trois ans plus tard, dans un élan unitaire, ZANU, ZAPU et FROLIZI se regroupent sous la bannière de l'ANC (7 décembre 1974). Cette harmonie apparente fait illusion moins d'un an. En septembre 1975, l'ANC vote en écartant. Depuis lors, on parle, de façon d'ailleurs impropre, d'une « aile intérieure » (Nkomo) et d'une « aile extérieure » (Muzorewa). L'évêque, rentré d'exil au début d'octobre 1976, a reçu un accueil triomphal à Salisbury.

Après l'interdiction des organisations nationalistes, certains militants, quelques semaines, il est le chef de l'armée du peuple du Zimbabwe (ZIPA), créée à la fin de 1975. Ancien ouvrier, passé à la clandestinité dans les maquis de la ZIPA, c'est avant tout un militaire de la nouvelle génération, n'ayant guère d'affinités avec les « chefs historiques ».

LES DIRIGEANTS

RHODÉSIE

• M. Joshua Nkomo, cinquante-neuf ans, ancien syndicaliste converti à la politique. Il a fondé, en 1961, le Zimbabwe African People's Union (ZAPU). Bien qu'il ait passé dix ans de sa vie en prison, il est considéré comme le plus modéré des nationalistes rhodésiens. Depuis septembre 1976, il préside l'« aile intérieure » de l'A.N.C. (African National Congress).

• L'évêque Abel Muzorewa, cinquante et un ans, ancien maître d'école, consacré en 1968, premier évêque africain de l'Eglise méthodiste unifiée en Rhodésie. Porté à la tête de l'A.N.C. en décembre 1974, il dirige aujourd'hui l'« aile extérieure » du mouvement.

• M. Robert Mugabe, cinquante et un ans, le moins connu, le plus « radical » et, sans doute, le plus féocité des politiciens africains. Ancien dirigeant de la ZANU, il fait figure de porte-parole politique des maquisards et jouit de soutien des présidents Samora Machel et Agostinho Neto.

• M. et Rex « Nkhomo » : sorti de l'ombre voici seulement quel-

AFRIQUE DU SUD

• M. Nelson Mandela, cinquante-huit ans, originaire du Transkei. Ancien dirigeant du Congrès national africain, il purge, depuis 1964, une peine de prison à vie au bagne de Robben Island.

• M. Oliver Tambo, cinquante-neuf ans, issu d'une famille paysanne du Pondoland. Ancien associé de Nelson Mandela, — il tenait un cabinet d'avoués, — il préside, depuis juillet 1967, le Congrès national africain.

NAMIBIE

• M. Sam Nujoma, quarante-sept ans, ancien cheminot. Il fonda la SWAPO, en compagnie de Herman de Terve, au début de 1960. Il appartient à l'ethnie Otambo.

• M. Clemens Kapuwo, cinquante-trois ans, chef de l'ethnie Herero. Exclu de la SWAPO en 1975, il participe depuis un an à la conférence de Windhoek.

NAMIBIE

La SWAPO, organisation reconnue par la communauté internationale

La SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a vu le jour dans les « bush » noirs du Cap. Sous l'impulsion d'Herman Ja Toivo, un groupe de travailleurs migrants namibiens fonde, en 1958, le Congrès du peuple d'Ovamboland, devenu un an plus tard Organisation du peuple d'Ovamboland (OPO). Herman Ja Toivo acquiert un certain renom international en faisant parvenir à l'ONU, dissimulé dans un livre, l'enregistrement d'une pétition qui dénonce l'oppression auto-africaine. En 1960, l'OPO, rebaptisée SWAPO, s'ouvre aux autres ethnies de Namibie, puis se déploie en deux rameaux : l'« aile intérieure », autorisée quoique harcelée par la police ; et l'« aile extérieure », grossie, au fil des ans, par l'afflux des militants exilés. Ces derniers, que déçoit l'engagement diplomatique (à l'ONU) et judiciaire (devant la Cour de La Haye) de la question du Sud-Ouest africain, créent, en 1966, l'Armée de libération du peuple namibien (PLAN), qui lance la première action de guérilla, le 26 août de la même année, dans la bande de Caprivi (1). La SWAPO installe alors un puissant émetteur radio à Zambie.

En 1968, l'Afrique du Sud, l'Inde,

à Pretoria, un spectaculaire procès à trente-sept membres de la SWAPO. Herman Ja Toivo est condamné à vingt ans de prison. C'est en 1973 que l'ONU et l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) reconnaissent la SWAPO comme seul « représentant authentique de la population namibienne ». L'année suivante, la SWAPO est admise, en tant que membre associé, à l'UNESCO et à l'O.M.S., mais elle ne réussit pas à se faire attribuer le titre de « gouvernement en exil ».

La SWAPO a graduellement intensifié, puis déplacé, la guérilla vers l'Ovamboland. Elle opère maintenant à partir du « sanctuaire » angolais. Ses pertes sont lourdes : plus de quatre cent cinquante combattants nationalistes ont trouvé la mort en trois ans. Elle bénéficie d'une assistance financière de l'O.U.A., reçoit du camp socialiste munitions et armes, entraîne ses recrues dans le sud de la Zambie. La SWAPO a conclu, au printemps dernier, un accord de coopération avec le gouvernement de Luanda. M. Sam Nujoma, président de l'organisation, sursit, en août, qu'il entendait faire massivement appel à l'aide militaire de Moscou et de La Havane.

Dissidences en Zambie

La SWAPO prône l'avènement d'un Etat namibien indépendant, unitaire, multiracial. Rejetant toute « balkanisation » du territoire, par exemple sous la forme de bantoustans, elle exige l'abolition de la législation de l'apartheid, le retour des exilés, la libération des prisonniers politiques — récemment transférés du bagne de Robben Island à Windhoek, — ainsi que la tenue d'élections au suffrage universel, et le retrait des troupes sud-africaines.

L'unité de la SWAPO n'est pas sans failles. Les autorités zambiennes, soucieuses d'éviter un combat fratricide, ont, en mai 1976, arrêté une cinquantaine de « dissidents ». Deux mois auparavant, de jeunes combattants avaient adressé au comité de libération de l'O.U.A. un rapport où ils expriment leur désenchantement, dénonçant la pénurie d'armes et l'impéritie de leurs chefs qu'ils accusent de corruption et de tribalisme. Ils réclament la convocation d'un congrès — le plus récent remontant à 1969 — afin d'élire de nouveaux dirigeants. Fin juillet, la SWAPO a réuni, près de Lusaka, un « comité central dirigé ». Le mouvement qui s'est doté d'une nouvelle constitution, semble avoir « radicalisé » son idéologie. Recourant au langage marxiste, la SWAPO se définit désormais comme un « parti d'avant-garde capable de construire une société sans classes ».

L'influence de la SWAPO n'est pas circonscrite au cercle étroit des élites urbaines, comme l'atteste le succès qu'obtint, en 1973, son appel au boycott des élections sur une base ethnique dans le bantoustans d'Ovam-

boland. Cette consigne fut suivie par 98,2 % des inscrits. Pourtant, c'est à la fois sa force et sa faiblesse. La SWAPO — bien qu'elle compte quelques intellectuels hereros et quelques recrues presque exclusivement parmi les Ovambos, peuple d'agriculteurs qui rassemble 46 % de la population. Quel que soit son rôle futur, elle devra donc rassurer les minorités, qui redoutent que l'ethnie ovambo n'impose, par le biais d'un parti unique, sa mainmise sur la Namibie.

Deux autres mouvements sont d'une importance nettement moindre :

La SWANU (Union nationale du Sud-Ouest africain). Fondée en 1960 par des militants hereros. Son président est M. Gershen Veel, ancien député à Robben Island. Elle préconise, comme la SWAPO, un Etat unitaire et non racial.

La NUDO (Organisation démocratique pour l'Unité nationale). Dirigée par le chef herero Clemens Kapuwo. Ce dernier a choisi, depuis 1975, de participer aux travaux de la conférence constitutionnelle mise sur pied à Windhoek par le gouvernement de Pretoria, où sont représentés les onze « peuples » de Namibie : Blancs, Hereros, Ovambos, Damaras, Kavangos, Caprivians, Mété, Boshimans, Namas, Tswanas, Bastards de Rehoboth.

Les autres partis politiques existant en Namibie ont une base exclusivement ethnique. On en compte vingt-neuf.

(1) Ce couloir, de 50 km de large et 300 km de long, tient son nom du chancelier allemand von Caprivi, qui obtint le tracé de la frontière pour assurer à la colonie allemande du Sud-Ouest africain un accès au Zambie.

Résidence Talleyrand
Lutry-Lausanne, Suisse



A VENDRE
appartements de haut standing sur les bords du lac entre Genève et Montreux
en nom propre ou en société anonyme, avec autorisation de vente aux étrangers jusqu'à fin 1976. larges crédits à 6%
pour renseignements confidentiels : M. Hess service des ventes
Régie Nafiyaw SA
tél. : 24 228 tél. (021) 22 18 52
case postale 28
11, Métropole 1000 Lausanne 9

PRIX DE GROS C.C.A.
Chocolats - Champagnes - Vins - Alcools - Foie Gras
Dragées etc... Des marques les plus prestigieuses

EXTRAIT DE NOTRE TARIF (VENTES SUIVANT CONDITIONS DE CE TARIF)

CHAMPAGNE BRUT 1975, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1976, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1977, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1978, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 1979, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1980, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1981, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1982, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 1983, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1984, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1985, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1986, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 1987, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1988, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1989, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1990, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 1991, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1992, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1993, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1994, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 1995, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1996, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1997, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 1998, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 1999, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2000, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2001, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2002, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2003, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2004, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2005, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2006, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2007, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2008, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2009, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2010, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2011, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2012, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2013, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2014, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2015, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2016, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2017, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2018, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2019, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2020, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2021, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2022, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2023, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2024, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2025, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2026, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2027, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2028, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2029, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2030, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2031, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2032, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2033, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2034, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2035, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2036, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2037, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2038, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2039, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2040, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2041, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2042, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2043, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2044, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2045, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2046, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2047, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2048, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2049, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2050, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2051, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2052, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2053, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2054, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2055, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2056, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2057, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2058, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2059, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2060, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2061, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2062, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2063, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2064, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2065, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2066, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2067, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2068, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2069, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2070, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2071, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2072, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2073, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2074, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2075, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2076, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2077, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2078, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2079, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2080, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2081, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2082, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2083, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2084, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2085, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2086, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2087, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2088, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2089, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2090, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2091, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2092, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2093, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2094, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2095, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2096, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2097, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2098, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2099, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2100, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2101, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2102, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2103, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2104, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2105, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2106, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2107, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2108, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2109, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2110, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2111, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2112, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2113, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2114, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2115, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2116, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2117, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2118, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2119, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2120, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2121, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2122, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2123, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2124, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2125, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2126, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2127, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2128, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2129, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2130, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2131, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2132, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2133, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2134, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2135, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2136, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2137, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2138, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2139, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2140, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2141, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2142, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2143, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2144, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2145, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2146, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2147, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2148, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2149, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2150, 12,50 F
CHAMPAGNE BRUT 2151, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2152, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2153, 12,50 F	CHAMPAGNE BRUT 2154

AFRIQUE

UNE ÈRE NOUVELLE AU MAROC ?

II. — L'opposition joue le jeu

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

Quelques 6,5 millions de Marocains sont appelés à élire, le 12 novembre, leurs conseillers municipaux. L'organisation de cette consultation, qui préfigure des élections professionnelles et législatives, et à laquelle l'opposition a accepté de participer, illustre le « rétablissement » opéré par le roi Hassan II à la faveur de la « récupération » du Sahara occidental (le « Monde » du 9 novembre). Si neuf partis politiques sont officiellement recensés au Maroc, deux d'entre eux seulement, l'Istisqal et l'U.S.F.P., peuvent se prévaloir d'une réelle audience populaire.

Rabat. — Depuis l'accession du Maroc à l'indépendance, en 1956, le seul scrutin dont les résultats n'aient pas été contestés par l'opposition est celui qui se déroula le 29 mai 1960 au niveau municipal et communal. L'Istisqal avait obtenu 45 % des dix mille deux cents sièges à pourvoir. L'Union nationale des forces populaires de Mehdi Ben Barka (U.N.F.P.), née d'une scission de l'Istisqal, 30 %, les candidats dits « indépendants », se partageant le reste. Les élections suivantes, le 17 mai 1968, devaient permettre la mise en place de la Chambre des députés, prévue par la Constitution adoptée six mois auparavant, à une large majorité, malgré l'opposition de l'U.N.F.P. L'Istisqal remporta quarante et un sièges sur cent quarante-quatre, et le parti de Ben Barka, vingt-huit. Mais c'est une vaste coalition, le Front de défense des institutions constitutionnelles, ou F.D.I.C., créé à l'initiative du palais, qui obtint la majorité absolue. Les deux formations d'opposition déclinèrent, en vain, l'annulation des scrutins dans une cinquantaine de circonscriptions. Dès le mois de juillet, les arrestations se multiplièrent dans leurs rangs, sous prétexte de complot contre le régime.

Un boycottage de treize ans

Depuis cette période, la vie politique, jalonnée de complots, de tentatives de putsch, d'assassinats, de révisions constitutionnelles octroyées et de consultations entachées de fraude, n'a connu qu'une constante : le boycottage systématique par l'opposition des multiples scrutins organisés par le pouvoir. L'éclatement, le 30 juillet 1972, de l'Union nationale des forces populaires en deux camps : l'un dit « Casablanca », dirigé par M. Abdallah Ibrahim, l'autre dit « de Rabat », et animé par M. Abderrahim Bouabid, ne devint rien de plus qu'une réédition de ce passé récent. L'évocation de ce passé récent permet de mesurer la profondeur du fossé qui s'est creusé entre le palais et les partis d'opposition. Elle met aussi en évidence la portée du scrutin du 12 novembre, qui, si ses résultats ne sont pas contestés, peut marquer le début d'une ère nouvelle dans l'histoire contemporaine du Maroc. Un seul parti, en effet, a pris, en extrême, la décision de rester à l'écart : l'U.N.F.P. de M. Abdallah Ibrahim. D'autre part, un vœu émis par Mehdi Ben Barka cette formation n'a gardé que le sigle. Les militants sont allés à l'Union socialiste des forces populaires de M. Bouabid.

Pour se convaincre du déclin de l'U.N.F.P., il suffit d'aller au siège provincial du mouvement à Casablanca, situé boulevard El-Fida, à l'entrée des quartiers populaires. Des projecteurs éblouissent d'une lumière crue la façade blanche décorée en lettres géantes du sigle du parti. Mais la petite porte d'entrée est cadenassée et les bureaux sont vides.

Non loin de là, route de Médouna, le siège local de l'U.S.F.P. installé au troisième étage d'un vieil immeuble dans quelques pièces sommairement meublées, connaît un va-et-vient continu de militants. Les responsables y font le point sur un vaste terrain de manœuvre et un enjeu politique de premier plan. Le parti de M. Bouabid y est fortement implanté.

Au cœur du bidonville

Le bidonville de Bachko, en cette soirée d'automne encore chaude et moite, présente un aspect presque irréel. La large avenue parsemée de pierres est parcourue par une foule d'une densité oppressante. De chaque côté, des lampes à pétrole éclairent les événements des commerçants. Nous sommes loin des sous-sols colorés, des boutiques regorgeant de tapis et de cuivres. Ni eau courante ni électricité dans les baraquements de tôle de carton et de bois qui abritent plusieurs milliers de familles. Les égouts sont un luxe inconnu, et les services de voirie sont quasiment inexistant. De minuscules mosquées dressent, à 250 mètres du sol, des minarets, construits à l'aide d'éléments hétéroclites. La folie au milieu de tant de pauvres, ne parait pas ses droits.

L'U.S.F.P. a construit au cœur du quartier une vaste salle de réunion. Les « murs » sont faits de planches, doublées de tôle ondulée à l'extérieur. Les mêmes matériaux ont été utilisés pour le toit. L'éclairage est fourni par une grosse lampe à acétylène suspendue à une poutre. Des affiches mal imprimées représentent les portraits de Mehdi Ben Barka, d'Omar Benjelloun, membre du comité central, tué, le 18 décembre 1975, par un groupe de fanatiques. Les militants, rassemblés par le pouvoir, et qui n'ont toujours pas été jugés.

Le renouveau de l'Istisqal

L'U.S.F.P. se situe résolument à gauche. Ce qui ne fait pas l'affaire de son grand rival, l'Istisqal, ainsi rejeté à droite. Le pouvoir lui-même accorde quelques sièges à ces députés, mais les membres de ce parti, et un ministre, brochant pour quelques journaux une fresque de la vie politique marocaine, à comparer avec les membres du Conseil national de l'Istisqal à ceux du Conseil national du patronat français. Ce genre de perfidie a le don de mettre en fureur les dirigeants du grand parti nationaliste. « L'Istisqal est le doyen des partis marocains, nous dit le secrétaire général, M. Boucetta, en nous recevant à Rabat. Il a commencé son action dans les années 30. Par rapport aux autres formations, pourtant issues de l'armée française, ancien calif d'origine berbère révoqué sous le

vieux parti. C'est un parti ancien, et nous en sommes fiers. Mais ce n'est pas un parti de vieux. De nombreux jeunes nous ont rejoints. »

Si l'Istisqal n'accepte pas d'être le parti des « vieux », il refuse aussi l'étiquette « conservatrice » que lui vaut la présence dans ses rangs de nombreux notables, de riches propriétaires terriens, commerçants ou industriels.

« Notre parti défend l'islam, souligne avec force M. Boucetta. En Europe, c'est le fait d'être à droite. Nous contestons cette analyse. Notre programme économique et social est progressiste. Nous sommes partisans de la planification et de la justice sociale. Nous accordons une grande place à la notion d'égalitarisme. Nous militons pour une réforme agraire. Nous appuyons sans réserve les mouvements de libération contre le colonialisme et la lutte du peuple palestinien. Je vous laisse libre de juger si nous sommes à gauche ou à droite. »

Il ne fait guère de doute que l'Istisqal reste la principale force politique du pays. La disparition de son leader charismatique, Si Allal El Fassi, chassé d'un « Grand Maroc » s'étendant de la Méditerranée au fleuve Sénégal, lui a porté un coup sévère. Mais M. Boucetta a repris le flambeau avec une autorité incontestée. Ce parti est celui qui a le moins souffert de la répression. Il n'a jamais été suspendu ou interdit. Son journal, *Al Alam* (le Drapeau), et l'*Opinion* ont survécu à des salades innombrables. Le parti s'est implanté en milieu ouvrier grâce à l'Union générale des travailleurs marocains (U.G.T.M.), née d'une scission de l'U.M.T.

Neuf partis

L'Istisqal, qui n'a pas reculé devant la surenchère nationaliste vis-à-vis de l'Algérie — même si ses dirigeants s'en défendent et affirment en avoir leur attachement au Grand-Magreb — est sans doute le principal bénéficiaire de l'affaire du Sahara occidental. Si les élections sont pour les autres formations, c'est pour lui que se jouent les enjeux. On se bat pour tester leur audience tout en développant librement leur propagande. Elles revêtent pour l'Istisqal une tout autre importance. Le parti espère qu'elles consacreront sa suprématie et le mettront en bonne position pour revendiquer le pouvoir.

Beaucoup de Marocains ont manifesté une certaine surprise lorsqu'ils ont appris que le conseil mis en place auprès du souverain pour contrôler le déroulement des élections comprenait les représentants des neuf partis politiques officiellement recensés dans le pays. « Où diable les autorités ont-elles déniché les formations ? », se sont-ils demandés. Outre M. Bouabid (U.S.F.P.), M. Boucetta (Istisqal), M. Ali Yata (P.P.S.) et M. Abdallah Ibrahim — qui se rétracta par la suite — la liste des noms comprenait M. Mahjoubi Aherdane et le Dr Abdelkrim Khattab, dirigeants des deux chapelles concurrentes du Mouvement populaire tout court et le Mouvement populaire démocratique et constitutionnel. La forte personnalité de M. Aherdane, ancien officier de l'armée française, ancien calif d'origine berbère révoqué sous le

protectorat pour sa fidélité au roi Mohammed V, vaudra sans doute au mouvement qu'il dirige de recueillir dans les milieux d'origine rurale un nombre non négligeable de adhérents.

Le Mouvement populaire a constamment affiché son loyalisme à l'égard de la monarchie. C'est également le cas de deux autres formations, créées à la fin de 1974, le parti de l'action de M. Senhaji, à prétention régionaliste rifaine et le parti libéral progressiste de M. Ahmed Ouhadi, organisation presque confidentielle mise en place par certains milieux d'affaires du Sous. Le neuvième parti n'est autre que le Parti démocratique de l'indépendance (P.D.I.), né avant 1956 d'une scission de l'Istisqal et dirigé par un vieillard fort respecté mais dépourvu de soutien populaire, M. Hassan Ouszzani.

Ce panorama serait incomplet s'il ne faisait une place particulière au Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.), qui se réclame du communisme, en raison non pas de son audience, qui reste minime, mais de la personnalité de son secrétaire général. « M. Ali Yata, nous a dit un ministre, est un communiste patriote. Il n'est pas infodé à Moscou. C'est un monsieur correct, un notable à convictions communistes. Il peut être l'homme qui, le premier, aura amené un parti communiste dans un pays arabe à siéger à un Parlement. En bien, c'est une satisfaction que nous pourrions lui donner. »

Correspond. M. Ali Yata l'est assurément. Mais si l'on considère les éléments pris en son égard par la plupart des partis « frères »,

il est moins sûr qu'il soit « orthodoxe ». Trapu, combatif, cheveux de neige et sourcils charbonneux, il nous a reçu au siège d'Al Bayane, le quotidien du parti.

« Nous faisons un reproche aux démocrates occidentaux, et plus particulièrement aux communistes français, dit-il avec fougue. Sous prétexte que le Maroc est une monarchie, ils n'ont cessé de qualifier ce régime de réactionnaire, et même d'ultra-réactionnaire. »

« Votre parti a pourtant été interdit... — C'est vrai, deux fois : en 1960 et en 1969. Moi-même j'ai connu la prison. Mais ces mesures n'ont jamais conduit à une liquidation totale. Il en est de même pour l'U.N.F.P., qui, malgré la répression, a toujours pu poursuivre son activité. Quant à l'Istisqal, il a joué constamment de la légalité. Dans ce pays, le mouvement national a pu arracher, grâce à ses sacrifices, les libertés essentielles de réunion, d'association, de presse. Malgré cela, on considère que le Maroc est un pays réactionnaire parce qu'il est dirigé par un monarque. Personnellement, je trouve le roi aussi démocratique et libéral que M. Giscard d'Estaing. »

— Il y a encore des militants de l'U.S.F.P. en prison... — Ils ont été pris les armes à la main en mars 1973 dans le cadre d'une action insurrectionnelle organisée de l'étranger, et payée par Kaddafi et Soumédiane. Dans certains pays, ils ont même été fusillés sur-le-champ (1).

— Les exilés ?

— Personne ne leur interdit de rentrer.

— Certains ont été libérés. En ce qui concerne ceux qui sont encore détenus (2), il faut croire

qu'ils ne veulent pas sortir. Les représentants à l'étranger de quelques-uns d'entre eux ont commis un véritable acte de trahison en assistant à un congrès du Front Polisario. Ils ont incité leur pays. »

Si plusieurs partis se situent résolument dans l'opposition, aucune des formations engagées dans la bataille électorale ne se réclame ouvertement du régime. Celui-ci, on s'en doute, n'est pas pour autant absent de la compétition. D'abord parce que des formations comme le Parti de l'action et le Parti libéral progressiste n'ont pas grand-chose à lui refuser, ensuite parce que beaucoup des vingt mille candidats dits « indépendants » ne le sont que de nom. Officiellement le gouvernement se garde de les cautionner, même lorsqu'ils sont ministres ou secrétaires d'Etat, ce qui est le cas d'une dizaine d'entre eux.

L'opposition ne demande qu'à se laisser convaincre des bonnes intentions du pouvoir. Engagée comme elle l'est, il lui est difficile de faire machine arrière. Les dirigeants de l'Istisqal et de l'U.S.F.P. jouent leur va-tout, et n'excluent pas d'accepter des responsabilités auxquelles ils ont goûté dans le passé. Les militants du parti de M. Bouabid apprécient une trêve qui leur permet de reprendre des forces et de diffuser à nouveau le message socialiste dans les masses populaires. Celui-ci a d'autant plus de chances d'être entendu, estiment-ils, que les mois et les années à venir s'annoncent difficiles.

Prochain article :

QUAND LE ROI PRÊCHE LA « PAIX SOCIALE »

Un entretien avec le premier ministre

Le Maroc est l'un des rares pays du tiers-monde qui pratique le pluripartisme, nous déclare M. Osman

De notre envoyé spécial

Rabat. — Je n'aime pas beaucoup ce terme de « démocratisation », si souvent employé ces temps-ci, nous a dit le premier ministre, M. Ahmed Osman. Agé de quarante-sept ans, ayant une réputation de compétence et d'intégrité, M. Osman est très proche du roi, dont il a épousé une des sœurs, la princesse Lalla N'Zila.

Les critiques dont le régime est l'objet ne lui paraissent pas terribles. « Dois-je rappeler, nous déclare-t-il, que le Maroc est l'un des rares pays d'Afrique et du tiers-monde qui, depuis toujours, pratique le multipartisme, accepte l'existence et l'expression d'une opposition, et dispose d'une presse libre de critiquer le pouvoir ? Vous avez pu remarquer qu'elle ne s'en prive pas. Les élections font partie de notre pratique politique normale. Celles du 12 novembre ont pour but de renouveler des mandats municipaux et communaux qui étaient venus à expiration en septembre 1975. A l'époque, nous étions préoccupés par le Sahara occidental, et nous lui avons donné une totale priorité. Le « marche vert » était plus important, vous en conviendrez, que les élections municipales. »

« Si l'on veut aller plus au fond, poursuit M. Osman, le fait remonte plus loin. Lorsque le souverain m'a demandé, en novembre 1972, de constituer un gouvernement, celui-ci avait notamment pour tâche d'organiser des élections. J'avais pour ambition de réunir autour de moi une équipe jeune pour former un cabinet d'union. La chose n'a pu se faire, l'Istisqal s'étant prononcé en faveur d'un gouvernement homogène dont il revendiquait la direction. J'ai donc fait appel à des gens politiquement indépendants : certains d'entre eux étaient d'ailleurs proches de l'opposition, — et nous nous sommes attaqués aux problèmes économiques et sociaux. »

« Notre action est, dans l'ensemble, jugée favorablement par l'opinion publique. Nous avons eu la chance d'établir un plan quinquennal et de

mille candidats indépendants recensés.

« En Europe, c'est le parti ou le pouvoir qui organise les élections, nous a déclaré à ce propos le premier ministre. Je vous ai dit dans quel contexte mon cabinet avait été formé. Il n'est bâti sur aucun parti. Il y a, c'est vrai, de nombreux candidats qui se présentent sans étiquette à ces élections municipales. Vont-ils organiser ? On ne peut pas le dire. J'entends souvent affirmer qu'il y a dans ce pays une « majorité silencieuse ». Certains pensent qu'existe une certaine désaffection à l'égard des partis actuels, qu'il faudrait créer une formation nouvelle. Les élections vont permettre de faire le point à ce sujet. »

Nous voulons éviter la confrontation avec l'Algérie

Une aggravation du conflit avec l'Algérie à propos du Sahara occidental ne risquerait-elle pas, entre autres conséquences, de conduire à un report des élections législatives ? « Nos relations avec l'Algérie constituent notre grand point d'interrogation. Nous ne pouvons prévoir, savoir, ce que pensent les Algériens. Nous avons récupéré nos provinces sahariennes d'une façon conforme à nos droits, et aussi à une certaine éthique internationale. Depuis un an, nous avons enregistré de nombreux succès sur le plan diplomatique. Ce n'est pas tant la question du Sahara qui est préoccupante, mais plutôt la tension régnant dans la région. Nous voulons toujours éviter la confrontation. Nous n'y trouvons pas de motifs, surtout pour nos voisins. Nous faisons tout pour éviter l'escalade. Nous espérons qu'aucune nouvelle dégradation de la situation ne viendra retarder l'installation du Parlement en avril. Mais, de toute façon, nous entretenons avec tous les partis politiques une concertation permanente sur cette question. — D. J.

MERCI MONSIEUR SEGALOT ça c'est du meuble
PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
Nocturnes mercredi et vendredi jusqu'à 22h

L'UNI VERT DE L'ECRITURE.

Voici Ball Pentel, le premier feutre à bille : la beauté de l'encre, la commodité de la bille et la souplesse du feutre. Il écrit noir, vert, rouge ou bleu, mais il est toujours vert. C'est à ça qu'on le reconnaît. Ball Pentel de Pentel. 3 Francs.

Ball Pentel

CONTROL DATA
premier constructeur mondial de super-ordinateurs
forme, dans son Institut

PROGRAMMEURS
en 19 semaines

**ANALYSTES
FONCTIONNELS**
en 5 semaines

**TECHNICIENS
DE MAINTENANCE**
en 26 semaines

Pour conditions et dates d'interviews
Appelez dès maintenant M. Magnan
au 583.46.72 (en P.C.V. de province)
Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

INSTITUT PRIVE CONTROL DATA
46, rue Albert 75013 PARIS

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier".

Le charme du petit port de Saint-Mandrier.

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors là

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyez ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____ M 4

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier".

Le charme du petit port de Saint-Mandrier.

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors là

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyez ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____ M 4

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

GIRONDE : quand le Médoc s'industrialise

M. Aymar Achille-Fould avait dû, en janvier dernier, abandonner ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, le président de la République n'ayant pas souhaité son maintien au gouvernement à l'occasion du remaniement de l'équipe de M. Jacques Chirac. Ce départ avait surpris et navré les partisans de M. Achille-

Fould, en Aquitaine, d'autant plus que leur chef de file paraissait s'être engagé dans un processus destiné à le placer en concurrence avec M. Chaban-Delmas pour le rôle de leader du grand Sud-Ouest.

Pour reprendre en main la situation, M. Achille-Fould tente, dans un premier

temps, de reconquérir la cinquième circonscription, celle du Médoc, dont il est l'élu depuis 1962. Il se heurte à quatre représentants de la gauche et se trouve particulièrement menacé par M. Raymond Julien, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche.

De notre envoyé spécial

Lesparre-Médoc. — La circonscription législative du Médoc n'est plus seulement celle des pêcheurs et grands viticulteurs, celle du monde rural. Les communes du sud de la circonscription se transforment peu à peu en cités-dortoirs pour les salariés de Bordeaux, tandis que se développent des activités industrielles. Dans le nord un phénomène de même nature pourrait se produire si le port du Verdon et l'ensemble pétrochimique qui devait en dépendre se concrétisaient. La population du Médoc a d'ores et déjà augmenté de 20 à 25 % depuis 1968.

En 1962, M. Aymar Achille-Fould avait conquis la circonscription au détriment de M. Boris Lignard, député U.D.R., en plaçant le développement et l'implantation d'industries bien que lui-même soit viticulteur et possède les crus fameux de Chateau-Beycheville. A l'issue du scrutin son prédécesseur l'avait mis en garde en lui expliquant que si la sociologie du secteur se modifiait trop sensiblement le siège trait à la gauche et que l'application du programme qu'il préconisait entraînerait son échec politique.

M. Achille-Fould est d'ailleurs bien convaincu que la sensibilité moyenne de ses électeurs est plutôt d'opposition. Aussi, commente-t-il dans un avant-propos le rappel des nombreux services rendus, notamment lors de son passage au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications, et l'idée qu'il se situe personnellement aux frontières de la majorité dans la mouvance radicale. Il se présente d'ailleurs au nom de la « gauche réformatrice », mouvement lancé à l'origine pour attirer dans la majorité une frange des socialistes et réaffirmer la formation valoisienne, qui plus est il s'est abstenu d'inviter des membres du gouvernement à soutenir sa campagne. Moins ses électeurs l'associent à M. Valéry Giscard d'Estaing, plus M. Aymar Achille-Fould pense avoir de chances de sauver son siège. Il est en cela proche de ces députés qui sont tout à fait disposés lors des prochaines élections législatives à se passer de l'investiture présidentielle, si besoin est.

M. Achille-Fould peut d'autant plus aisément faire, comme il le

dit, du « fouldisme » et jouer sur les marges de la majorité et de l'opposition que, pour une fois, il n'a pas de souci sur sa droite. Devant le danger pressant que représente la gauche, la majorité a serré les rangs et fait taire ses divergences. En 1968 et en 1973, M. Achille-Fould avait en effet été concurrencé par les républicains indépendants représentés tour à tour par Monsieur puis Madame Jean-François Pintat. En 1968, il avait eu, en outre, un rival U.D.R., M. Dussédat, et en 1973 un concurrent du Mouve-

ment réformateur, M. Glinestet, qui en l'occurrence, agissait surtout en tant qu'adversaire du Chaban-Médoc contre le propriétaire du Chateau-Beycheville.

Depuis, les annales financières de M. Glinestet ont écarté des joutes électorales et les dernières élections cantonales ont donné à M. Achille-Fould un adversaire de Saint-Médard-en-Jalles, et Pintat, sénateur. L'un et l'autre en effet ont vu leur siège ravi par les socialistes et les radicaux de gauche.

La gauche serre les rangs

M. Alain Chénoune, employé de banque. Ce dernier avait contribué à faire progresser très sensiblement son parti en obtenant un gain de 5,33 points de pourcentage. Les dirigeants du P.G.F. espèrent consolider cette progression. Ils pourront difficilement l'accroître car, pour la première fois, cette année, le parti communiste se trouve concurrencé sur sa gauche. M. Gérard Barthélemy, qui s'était présenté à Bordeaux en 1970 et 1973 contre M. Jacques Chaban-Delmas, défend, en effet, les couleurs du mouvement trotskiste lute ouvrier.

M. Jean-Pierre Fontagnère, candidat révolutionnaire pour

l'autogestion, est soutenu par le P.S.U., la Ligue communiste révolutionnaire et le mouvement « Volonté vitre et pays ».

Reste à savoir pourquoi M. Aymar Achille-Fould a délibérément choisi, au début des conseils de M. Valéry Giscard d'Estaing, de se lancer dans une entreprise aussi périlleuse. Il est vrai que son suppléant, M. Guy Antenne, ne se sentait pas un good particular pour la fonction parlementaire et désirait pouvoir se consacrer, en prévision des élections municipales, à sa ville d'origine, dont la population a presque triplé. Il est vrai aussi que M. Achille-Fould a le goût du combat politique et qu'envisage l'échec subi par la majorité lors des élections cantonales il ne fait pas l'illusion de la gauche le temps de parfaire son implantation. Il est probable, enfin, que l'ancien secrétaire d'Etat souhaite savoir à quel point s'en va exactement sur le rapport des forces au sein de sa circonscription avant les élections municipales. Il n'est pas exclu, en effet, qu'en cas d'échec irrémédiable dans la circonscription du Médoc, M. Achille-Fould s'inscrive à la circonscription voisine d'Arcachon, plus favorable à la majorité, et qui cherche justement une personnalité ayant une audience nationale et donc capable de plaider efficacement à Paris son dossier touristique.

THIERRY FEISTER

LES OPOSSUMS DESCENDENT DANS LA RUE.



Vente opossum

2.500.

Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

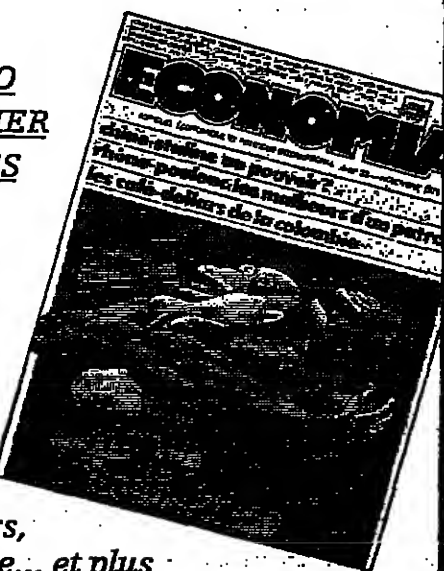
ECONOMIA Vous connaissez ?

Vous ne connaissez pas encore Economia ?
Vous serez surpris de découvrir le seul
périodique économique publié en français
qui se préoccupe vraiment de ce qui se passe
hors de France.

Vous connaissez déjà Economia ? Vous ne serez
pas surpris de trouver notamment au sommaire
du numéro de novembre :

- RHODÉSIE : COMMENT
A ÉTÉ TOURNÉ L'EMBARGO
- LES CHINOIS D'OUTRE-MER
- LES HOMMES D'AFFAIRES
AMÉRICAINS DANS LES
PAYS DE L'EST

Ainsi que des critiques de
livres américains, russes ou
allemands non publiés en
français, les pages de
conjoncture habituelles sur
le Japon, l'Afrique, l'Amérique
Latine ou les marchés financiers,
l'actualité sociale internationale... et plus
de dix autres rubriques régulières.



ECONOMIA
Mensuel économique et politique international
En vente chez votre marchand de journaux

**on en
parle..**

ETATS-UNIS

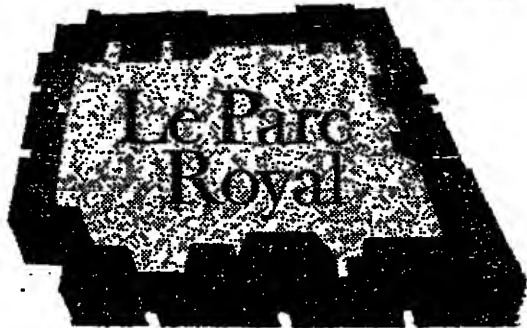
des dossiers de presse
PROBLEMES POLITIQUES
ET SOCIAUX

Le débat sur l'égalité
aux Etats-Unis
n° 292 5 F
La CIA en question
n° 285 5 F
L'affaire du Watergate et
la chute du président Nixon
n° 241 5 F
maisons de presse, librairies et
LA
DOCUMENTATION
FRANCOISE
31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

سكنا في الامم

PIERRE BATON
présente

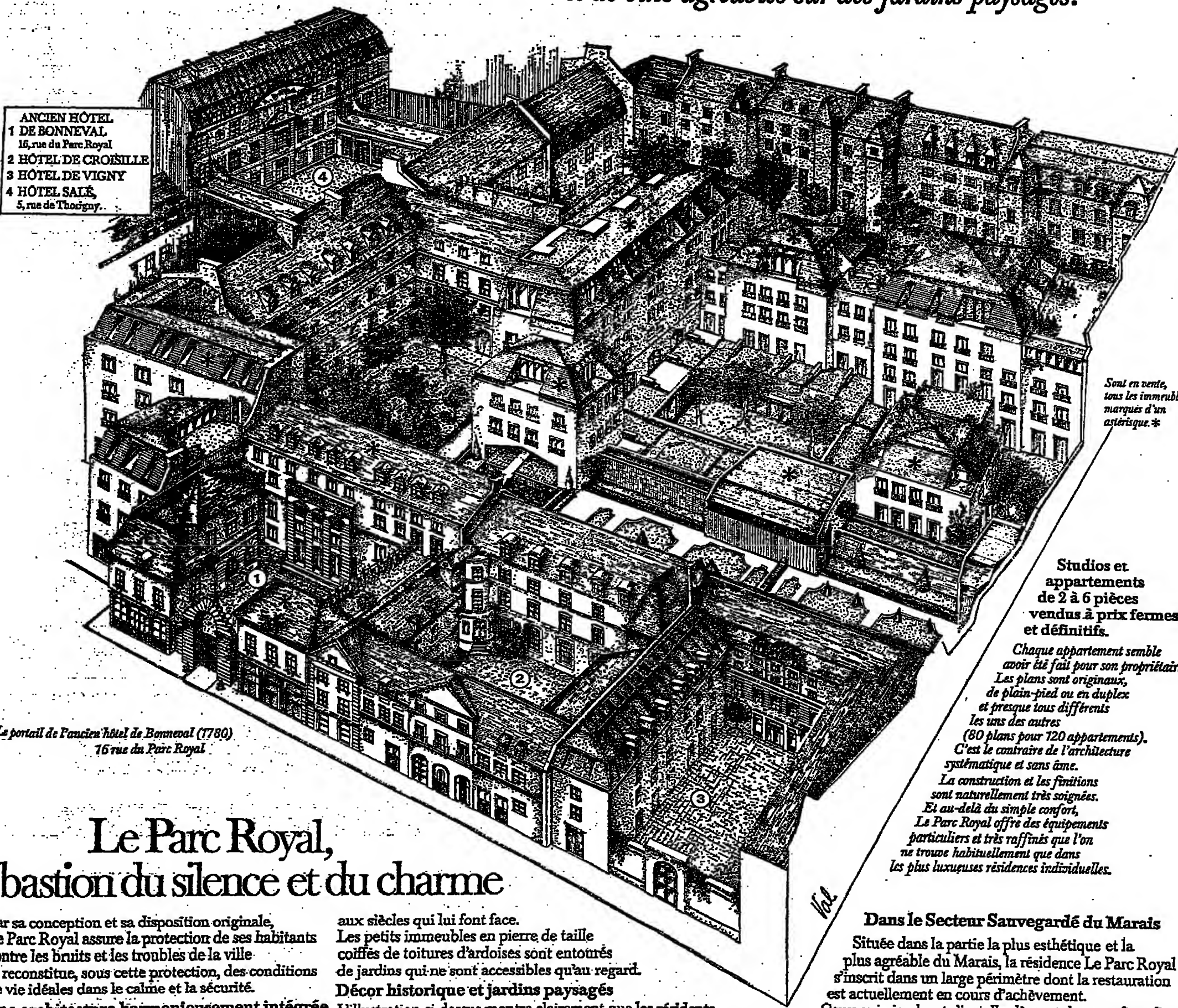
Dans le Marais



16, rue du Parc Royal, Paris 3^e

une résidence qui a pour elle: protection et environnement

*Protégés par une enceinte d'immeubles anciens et d'hôtels historiques en voie de restauration,
120 appartements hors du commun vont bénéficier d'un calme absolu
et de vues agréables sur des jardins paysagés.*



ANCIEN HÔTEL
1 DE BONNEVAL
16, rue du Parc Royal
2 HÔTEL DE CROISILLE
3 HÔTEL DE VIGNY
4 HÔTEL SALLÉ
5, rue de Thionville

Le portail de l'ancien hôtel de Bonneval (1780)
16 rue du Parc Royal

Le Parc Royal, bastion du silence et du charme

Par sa conception et sa disposition originale, Le Parc Royal assure la protection de ses habitants contre les bruits et les troubles de la ville et reconstitue, sous cette protection, des conditions de vie idéales dans le calme et la sécurité.

Une architecture harmonieusement intégrée
Ici, l'enceinte est formée par des hôtels historiques et des immeubles anciens. Elle abrite les constructions nouvelles dont l'architecture d'accompagnement s'intègre bien

aux siècles qui lui font face. Les petits immeubles en pierre de taille coiffés de toitures d'ardoises sont entourés de jardins qui ne sont accessibles qu'au regard.

Décor historique et jardins paysagés
L'illustration ci-dessus montre clairement que les résidents vont ainsi bénéficier d'un calme absolu et d'une protection totale. Ils jouiront aussi de vues agréables et dégagées sur les façades anciennes qui les entourent et représentent pour eux le plus beau décor qui se puisse rêver dans Paris.

Sont en vente,
tous les immeubles
marqués d'un
astérisque *

Studios et
appartements
de 2 à 6 pièces
vendus à prix fermes
et définitifs.

Chaque appartement semble
avoir été fait pour son propriétaire.
Les plans sont originaux,
de plain-pied ou en duplex
et presque tous différents
les uns des autres
(80 plans pour 120 appartements).
C'est le contraire de l'architecture
systématique et sans âme.
La construction et les finitions
sont naturellement très soignées.
Et au-delà du simple confort,
Le Parc Royal offre des équipements
particuliers et très raffinés que l'on
ne trouve habituellement que dans
les plus luxueuses résidences individuelles.

Dans le Secteur Sauvegardé du Marais

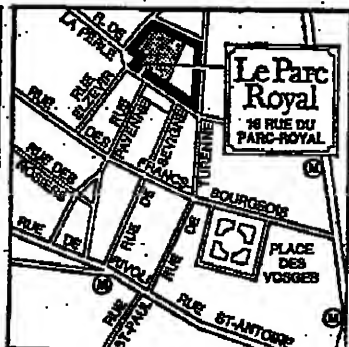
Située dans la partie la plus esthétique et la plus agréable du Marais, la résidence Le Parc Royal s'inscrit dans un large périmètre dont la restauration est actuellement en cours d'achèvement. Ceux qui viendront s'installer là vont donc profiter d'un environnement architectural particulièrement intéressant et que rien ne pourra altérer puisqu'il s'insère dans le Plan Permanent de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais.

Programme réalisé par la **SOREMA**

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE RESTAURATION DU MARAIS

Dans le cadre du Plan Permanent de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais, la réalisation d'un secteur pilote de trois hectares a été confiée à la Société d'Économie Mixte de Restauration du Marais (SOREMA), créée à cette fin. Ce premier secteur opérationnel est en voie d'achève-

ment et l'ilot dans lequel est compris Le Parc Royal en constitue la dernière phase. C'est donc avec la maîtrise que confère l'expérience que la SOREMA réalise cette résidence, qui présente de réelles garanties de sérieux, de qualité - esthétique et technique - et de juste prix.



Pour ce programme,
la SOREMA s'est assurée
le concours du
**GROUPE
PIERRE BATON SA**
21, AVENUE PAUL DOUMER
PARIS 16^e
TÉLÉPHONE
704.55.55
704.83.20

Envoyez ce bon
ou votre carte de visite
à Pierre Baton S.A.
21, Av. Paul Doumer, 75016 Paris.
Veuillez m'adresser, sans engagement de ma
part, une documentation Le Parc Royal.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Défense : 1326 millions de francs supplémentaires d'autorisations de programme

- Directeur : **PIERRE-BLOCH**
 RE vivant de paraître
PTIONNEL
AZIS A L'ŒUVRE
 LES ARTICLES DE :
 vérérend Père **RIQUET**
 grand **ROSENTHAL**
 sur les arts et les livres
 ports de la région parisienne.
 3 F.

déclarer, d'autre part, à M. Bourgeois : « Vous nous avez indiqué qu'en 1977, 1978 et 1979, nous aurions droit à 450 millions de francs de crédits dont nous n'avons besoin qu'en 1978 (sic). Nous n'avons d'abord pas bien compris ce que vous cherchiez à dire. Les crédits pour nos usines, je suppose, de 450 millions ! Nous avons payé par la suite qu'il s'agissait du paiement immédiat, par l'Allemagne fédérale, d'une somme de 450 millions de francs, nous ne sachant pas que ces crédits étaient destinés à la réglementation budgétaire de l'Allemagne et permettant à cet effet de nous verser des crédits réglementaires dans ces conditions. Nous ne savons pas si les crédits allemands viennent ainsi en secours du budget français. » M. BIGNON (U.D.R., Somme) a répondu qu'il n'y avait pas de préférences particulières des mesures prises pour

**Vous aimez la peinture.
Voici l'ouvrage permettant de mieux la comprendre.**



**Paul Robert présente
le Dictionnaire Universel de la Peinture.**
(6 volumes, 3 000 pages, 2 700 reproductions en couleurs).

Un dictionnaire qui n'existait pas.

Paul Robert vous propose une formule inédite permettant à chacun d'étendre et d'approfondir sa connaissance de la peinture.

Dans cet ouvrage d'un type nouveau, à la fois dictionnaire et livre d'art, figurent les peintres et leurs œuvres, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours : 3 500 articles classés par ordre alphabétique, 2 700 reproductions de grand format, en couleurs.

Une somme de la peinture.

Pour la première fois sous la forme d'un dictionnaire se trouvent réunis une abondante source d'informations, un traitement

original et une très riche iconographie constituant une indispensable synthèse.

Parce qu'il n'est pas d'art sans technique, ce livre initiera le lecteur aux procédés fondamentaux de la peinture : détrempe, clair-obscur, sfumato, collage, dripping... Il fera mieux comprendre comment ont évolué les techniques depuis les origines.

Un ouvrage de référence.

Un système de renvois permet de situer tout ce qui concerne l'artiste et ses œuvres et de reconstituer, à partir d'un seul article, l'histoire d'un mouvement ou d'une école.

De nombreux articles consacrés aux musées du monde en répertorient les principales richesses.

Un ouvrage contemporain.

Le Dictionnaire Universel de la Peinture ne s'arrête pas aux impressionnistes. Il analyse avec la même précision le Pop-Art, le Nouveau Réalisme ou l'Art Conceptuel. Le Dictionnaire Universel de la Peinture : pour la première fois toute la peinture du monde entier en 6 volumes.

Le Dictionnaire Universel de la Peinture a obtenu un Aigle d'Argent au Festival International du Livre de Nice.



Bon de documentation gratuite.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète et en couleurs sur le Dictionnaire Universel de la Peinture.

M., Mme, Mlle _____

Adresse _____

Découpez ou recopiez ce bon et retournez-le dès aujourd'hui, sans affranchir à :

SNL LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 Paris

Avec la sortie du Tome VI en juillet 1976, le Dictionnaire Universel de la Peinture est désormais complet.
En vente également en librairie.

مكتبة الامم

ANNIVERSAIRE

IL Y A SIX ANS MOURAIT LE GÉNÉRAL DE GAULLE

Gaullisme 76

(Suite de la première page.)
Le général de Gaulle avait de la France « une certaine idée ». Il faut entendre par là qu'il estimait que la France n'était elle-même que dans l'affirmation de sa personnalité singulière. De la maîtrise incontestée de son destin à l'affirmation d'une mission à sa mesure, à l'intérieur comme à l'extérieur du monde occidental, d'une ardeur volontaire de bien tenir son rang au constant souci d'approfondir les conditions de la dignité humaine, d'une inébranlable résolution à assurer la promotion de ses intérêts au respect des principes qui définissent les relations entre les États, la valeur de la France vient d'une conception de sa place et de son activité particulière dans la communauté des nations.

Dès lors, le devoir des Français, et au premier rang de ceux qui ont la charge de les gouverner, est de faire en sorte que les moyens de cette « certaine idée » soient rassemblés. Institutions, développement économique, unité sociale, éducation, défense, diplomatie : toute la structure de la vie nationale doit être inspirée de cette conception, en dehors de laquelle la personne France est égarée, diminuée, piétinée, car la France est entourée de voisins et de partenaires qui, tous, grands ou moins grands, ont en eux-mêmes le désir que la France conserve son particularisme, c'est-à-dire sa liberté de penser et d'agir.

Bien des hommes politiques qui font, si volontiers, de nos jours, référence au général de Gaulle ne suivent pas cette démarche. Ils considèrent, d'abord, les moyens de l'action : formations politiques, syndicats, organisations professionnelles, journaux, sans omettre les statistiques des naissances ou des investissements et le comportement quotidien des Français. Ils abaisent l'idée de la France et la conception de la politique française à l'état de ces moyens. Ils n'hésitent pas, les uns par contentement, d'autres par ignorance, d'autres encore par ambition, à déformer ou à laisser se déformer la qualité de ces moyens. Après quoi, levant les bras au ciel, ils disent : on ne peut faire mieux. Pénchés sur les sondages d'opinion avec une considération qu'ils n'accordent pas aux exigences éternelles de la nation, ils ajoutent : les Français ne nous suivent pas !

Entre les deux approches il y a un abîme. Cet abîme est approfondi selon l'appréhension que l'on porte sur l'histoire internationale de la France.

Le général de Gaulle évoquait parfois la puissance française des siècles passés. Il mesurait ce qu'il lui fallait pour faire une France qui n'aurait pas souffert de sa dégradation démographique du dix-neuvième siècle ni des pertes terribles de la première guerre mondiale. Le monde d'aujourd'hui est-il dominé par des puissances auxquelles la France ne peut comparer ses moyens ? Le monde est-il entraîné ou déchiré par des idéologies auxquelles la France demeure étrangère ? Le monde est-il inspiré par des sociétés multinationales ou des préoccupations matérielles qui ne sont pas dans la nature des choses ou des intérêts de la France ? Le patrie doit s'affirmer, marquer sa fierté, en un mot comme en cent, renforcer sa personnalité pour tout ce qui concerne son indépendance. Le réalisme du général de Gaulle, c'est-à-dire l'acceptation d'évaluations inductibles, n'avait de

sens à ses yeux que par le renforcement de la personnalité française, réalité fondamentale, réalité première.

L'autre démarche, quel que soit le vocabulaire employé, est d'une tout autre nature. Elle prend sa source dans une régression au rôle mineur de la France. Nous serions, de ce fait, condamnés au renoncement par alignement sur une grande puissance, ou par intégration dans un méli-mélo européen, à un repli sur des problèmes secondaires. Ce renoncement et ce repli laissent à d'autres le soin des grandes affaires du monde, voire notre diplomatie et notre défense, l'autonomie de notre science et de notre industrie. Considérer les forces qui exercent leur influence dans notre univers, États dominants, idéologies, sociétés multinationales, comme des puissances qui condamnent la France au rôle de servante, quelles que puissent être les bonnes intentions, est à l'opposé de la conception exprimée, et enseignée par le général de Gaulle.

La situation intérieure est difficile : la natalité baisse ; l'inflation continue ; dans tous les domaines l'empirement des tendances à sacrifier l'avenir au présent. À l'extérieur, la pression des super-puissances se fait forte, et l'idéologie de la supranationalité, mortelle pour la France, se déchaîne. Il convient de parler au Français de la France et de sa grandeur, condition de leurs libertés et de leur fierté. Voilà ce qu'il ne faut jamais oublier et que feraient bien de méditer ceux qui d'un cœur honnête font appel à la mémoire ou à l'exemple du général de Gaulle.

En vérité, qui peut en parler à l'époque où nous vivons ? Du côté de la majorité, des illusions trop longtemps maintenues et surtout une tragique hésitation à assumer l'État, c'est-à-dire la souveraineté de la nation. Du côté de l'opposition, un compromis entre idéologies discordantes qui traduisent un programme commun à moitié brisé, à moitié contraire à l'intérêt de la France. Tel et tel, une combinaison de préoccupations immédiates et de rêves impossibles — où est l'honnêteté, où est l'honneur de la politique ? La seule attitude qu'approuverait, me semble-t-il, le général de Gaulle serait de dominer les comportements actuels des partis et de leurs dirigeants afin de travailler à l'urgent salut de la République, par le retour à une certaine idée de la France, expliquée aux Français — dans leur intérêt et dans l'intérêt de leurs enfants. Que cette idée de la France appelle à un refus de la facilité et des indulgences, nous oriente vers l'effort, un immense et noble effort, qui cessait de douter ?

MICHEL DEBRÉ

La foule dans le désert

La route de ceux qui sont restés attachés aux principes de la philosophie politique du général de Gaulle a traversé de vastes solitudes. La petite caravane ne doit d'avoir survécu qu'à une foi profonde et à une obstination solide. Elle débouche aujourd'hui sur une place grouillante d'un monde en dispute de la pensée du fondateur de la V^e République.

Les baladins racontent leur voyage en jurant que, s'ils ont marché vers le nord, c'était pour aller plus étroitement vers le sud, et que, s'ils ont suivi des piliers et participé à leurs mauvais coups, c'était pour mieux leur montrer le droit chemin.

Nul doute que le général se réjouirait de constater qu'il ne s'était pas trompé en prédisant que tout Français, qui ne l'avait pas été, serait gaulliste un jour.

Malgré notre allégresse devant tant de signes réconfortants, comment oublier les combats menés contre l'entrée au gouvernement des atlantistes, pour la défense du Marché commun face à l'ingérence destructrice de la Grande-Bretagne, contre la tentative de modification de la durée du mandat présidentiel, pour la poursuite de l'effort en matière d'armement nucléaire, contre la remise au Parlement du droit de désigner les candidats à la prési-

dence de la République, pour le refus d'une évolution de nos institutions vers un régime présidentiel et, en ce moment même, contre la mise en place d'une assemblée européenne supranationale. Et comment ne pas déplorer l'immobilisme social et l'abandon du grand espoir de la participation.

Notre joie est donc légèrement ternie par une crainte : celle de retrouver certains de ces enthousiastes embusqués derrière le premier rocher du chemin.

Quoi qu'il en soit, n'est-il pas significatif que la foule se dispute aujourd'hui à qui aura le plus de titres à la fidélité ?

Plus de sept années après le départ du général de Gaulle, l'invocation de son nom est considérée comme un atout électoral ; c'est assez dire la valeur et la force de sa pensée.

À chaque anniversaire, les analystes s'interrogent, et je ne doute pas qu'ils constateront avec nous que le gaullisme a fait plus que survivre à de Gaulle : la comparaison l'a développé, le regret l'a grandi, en France, et dans le monde, il occupe une place privilégiée dans l'esprit des hommes.

PIERRE LEFRANC

Témoignages et manifestations

● M. YVES GUENNA, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à la Lettre de la Nation, organe de son mouvement : « Si aujourd'hui, six ans après sa disparition, on devait définir d'un mot ce que représente le général de Gaulle, je dirais : c'est l'espoir. L'espoir, c'est-à-dire, en ces temps difficiles, la ferme conviction que notre peuple aura, une fois encore, puiser en lui-même la volonté et le courage nécessaires pour dépasser les querelles souvent artificielles qui le divisent et voir, une fois de plus, servir l'intérêt national autour d'une certaine idée de la France ».

● M. MESSMER, ancien premier ministre, président de l'Association Présence du gaullisme, a déclaré : « En 1960, nos souvenirs, notre affection se porteront vers le général de Gaulle, et nous affirmerons notre volonté de lui rester fidèles en servant la France. C'est à bien servir la France que nous entrons ne seront pas faciles. Que nos paroles, nos actions, montrent que le gaullisme est particulièrement rigoureux dans les temps difficiles ».

● M. JOBERT, fondateur du Mouvement des démocrates, écrit dans une « tribune libre » du journal *« L'Express »* : « Le général de Gaulle est une ombre libre qui échappe aux fils et ne cessera de visiter l'attentif... Son privilège est d'ignorer souverainement les barrières, de se moquer des entraves dérisoires par lesquelles des mains infantiles et nettes voudraient la saisir, et de retrouver sa forme familière dans le regard de quiconque. N'appartenant à personne, elle appartient à tous ».

● Plusieurs manifestations sont organisées mardi 9 novembre par l'Ordre de la Libération, l'Association des Français libres et l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle. Deux messes sont célébrées dans la matinée à Colombey-les-Deux-Églises. Une messe devait être dite, à 8 heures, à Saint-Louis des Français, à l'initiative de l'Institut Charles-de-Gaulle. D'autre part, une délégation de l'Association des gaullistes de Lorraine se rend à pied de Domrémy-la-Pucelle à Colombey-les-Deux-Églises (environ 80 kilomètres).

En marge des manifestations officielles, une exposition « De Gaulle par les livres », rassemblant quelques six cents ouvrages en français et en langues étrangères, consacrés à la vie et à l'œuvre de l'ancien président de la République, est ouverte jusqu'au 10 novembre à la librairie Julliard, 229, boulevard Saint-Germain.

Robert Cresswell

éléments d'ethnologie

Bien homogène de cette discipline récente, soulignant le rapport dialectique entre théorie et exemples concrets.

ARMAND COLIN

PROFITEZ EN !!!
AVANT EPUISEMENT DES STOCKS

DES PRIX QUE VOUS NE REVERREZ PLUS

MONDIAL MOQUETTE

SUPER VELOURS

disponibles en six magnifiques coloris

29 F le M²

Gde LARGEUR

MOQUETTE BOUCLEE

15 F le M²

GRANDE LARGEUR

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE DECOREE

ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRÈS BAS

39 F le M²

IMBATTABLE à Qualité égale DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

FINS de SERIE

Gde LARGEUR

22 F le M²

STOCK LIMITE

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.

MONDIAL MOQUETTE

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-35.

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan. 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62.

PARIS 19^e : 144, bd de La Villette. M^o Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203-00-79.

COIGNIERES (N 10) : pres Trappes, route du Pont d'Aulneau. Tél. : 451-70-12.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 620-82-93.

Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77.

PARIS 18^e 114 rue DAMREMONT. Tél. : 606.05.73.

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallien. Tél. : 605-45-12.

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-45.

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès, RN 5. Tél. : 375.44.70.

OUVERT JEUDI 11 NOVEMBRE TOUTE LA JOURNÉE

Pour les problèmes de transports exceptionnels faites appel à

Tirrenia cargo

n° 1 du fret en méditerranée parce que plus que jamais les temps sont à l'économie et à la rapidité

— 5 escavatrices sur chenilles de 58 tonnes chacune, 13 m de long, 4 m de large, 4 m de haut, transportées de Marseille au sud de l'Italie.

— 2 presses pour voitures posées sur remorques spéciales l'ensemble pesant 130 tonnes. Destination : Afrique du Nord.

Ces 2 exemples vous permettront de vous faire une opinion précise des possibilités exceptionnelles offertes par TIRRENIA CARGO, numéro 1 du fret en méditerranée grâce à ses cargos Ro/Ro de très grandes capacités et son expérience peu commune acquise auprès de la sidérurgie.

« Impossible n'est pas TIRRENIA CARGO »

Recherchez-vous à faire transporter : — des poids lourds avec remorques ou containers ? — des marchandises dangereuses ? — des liquides ? — des véhicules réfrigérés ?

Nos bateaux disposent d'installations complètes et de prises de courant réparties de partout. Même si vous n'expédiez que de petits chargements, nos transitaires vous proposeront pour répondre à vos besoins des formules économiques comme celle du « service spécial Groupage ».

Le plus vaste réseau en méditerranée. Tirrenia cargo ne dessert pas moins de 21 ports-clés de la méditerranée : Alger, Arzew, Barcelona, Bari, Cagliari, Catania, Civitavecchia, Gênes, Malte, Marseille, Naples, Olbia, Palermo, Porto Torres, Reggio Calabria, Syracuse, Trapani, Trieste, Tripoli, Tunis.

Pour en savoir davantage contactez-nous à Paris 75008 - 11 rue Tronchet, tél. : 265.12.00 Tx 650244 ; à Marseille 13205 - 102 rue de la République, tél. : 91.90.15, Tx 440055. Pour tout problème de fret, nous passons le cadre habituel et exigeant des solutions urgentes, écrire à :

Délégation Tirrenia - 10 rue Vignon 75009 Paris, tél. : 742.89.29.

Société Adresse Nom du responsable Nom et adresse de votre transitaire habituel.

Perdre son âme à Broadway? Ou la retrouver à Kathmandou?

UNE SEMAINE A NEW YORK. HOTEL COMPRIS : 2220 F.

SÉJOUR DE 15 JOURS EN INDE DU NORD-NÉPAL À PARTIR DE 5480 F.

Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigeux. Pour l'hôtel Waldorf Astoria 2750 F. G.T.T. minimum 10 personnes.

Paris - Delhi - Jaipur - Agra - Khajuraho - Bénarès - Kathmandou. Et là, toute la palette des éblouissements possibles : religieux (Temple de Dakshinkali), historique (la frontière chinoise), animalier (le safari-photo du Tiger Tops), esthétique (du plus haut hôtel du monde, le plus spectaculaire point de vue sur l'Himalaya).

Pour vous décider, un agent de voyages et la brochure Vacances Fabuleuses

PAN AM.

Pan Am Paris. 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.

LES JOURNÉES SONT PEUT-ÊTRE TRISTES... mais les nuits sont gaies. Gault et Millau vous offrent rendez-vous avec les nouveaux singes de la nuit et les vieux singes. Et ils vous offrent un bon souper quand tout est fermé. Ne riez pas. Le Nouveau Guide Gault-Millau de novembre. En vente chez tous les marchands de journaux.

Opel Rekord

Essence ou Diesel

PARIS AUTO S.A. 41-43, rue de Valenciennes PARIS 10^e Tél. 251.43.00.

JUSTICE

L'attentat contre un diplomate iranien

L'avocat des inculpés pense que la police compromet le travail du magistrat

M. Guy Floch, chargé d'instruire la tentative d'assassinat du diplomate iranien M. Homayoun Keykavousi, blessé de plusieurs balles le 2 novembre devant son domicile parisien, 19, rue des Batignolles (le Monde du 4 novembre) a ordonné une expertise balistique. Celle-ci est destinée à établir si le projectile de calibre 7,65 mm qui a blessé le brigadier Jacques Cochet lors de l'agression provient de la même arme que celle qui a été utilisée lors de « deux opérations précédentes » : l'assassinat de l'ambassadeur de Bolivie à Paris, le général Joaquín Zenteno Anaya, le 11 mai 1976, et l'attentat contre le capitaine Bartholomé García Plata-Valle, attaché militaire adjoint de l'ambassade d'Espagne le 8 octobre 1975.

Un communiqué reçu par l'A.P.P. d'un groupe s'intitulant « Brigades internationales » — qui n'a évidemment aucun rapport avec les brigades qui se sont créées au moment de la guerre civile espagnole en faveur des Républicains — indique que les deux Iraniens inculpés de tentative d'assassinat volontaire, MM. Mohamed Reza Tabbiri et Nader Oskoui « sont totalement étrangers à cette entreprise ». Le communiqué affirme que ces « brigades » représentent « un groupe de révolutionnaires français ».

D'autre part, après les interpellations qui avaient été opérées dans les milieux iraniens de Paris, quatre d'entre eux ont été expulsés le 8 novembre de France vers Francfort. L'Allemagne fédérale, puis la Suisse leur ayant refusé le droit d'asile, les quatre Iraniens, trois hommes, Behrouz, Arash, étudiants à Grenoble, Pirouze Sedari, Kazem Kardevani, tous deux domiciliés à Paris, et Rohabeh Oskoui, épouse de l'un des inculpés, domiciliée à Los Angeles (Etats-Unis) ont été dirigés vers la Suède où ils se trouvent actuellement.

Ces quatre Iraniens expulsés étaient en compagnie des deux inculpés mercredi matin 3 novembre, 119, avenue Félix-Faure, à Paris-15^e, domicile de trois d'entre eux, quand ils ont été interpellés à l'aube par la police. Les avocats de MM. Reza Tabbiri et Oskoui, M^{rs} Thierry Mignon, Jean-Paul Mignard et Michèle Beauvillard, s'opposent de la rapidité avec laquelle la police a expulsé « des principaux témoins à décharge », ce qui constitue, selon eux, « une entrave au fonctionnement de la justice ». M^{rs} Mignon se demande d'autre part pourquoi ne figure pas au dossier le résultat d'un

test à la paraffine, alors que la police avait fait connaître qu'il avait été pratiqué.

Dans les milieux iraniens de la capitale, on affirme que M. Keykavousi figurait sur une liste de la Savak (police secrète iranienne) dérobée le 1^{er} juin dernier au consulat d'Iran à Genève et qui a été publiée par plusieurs journaux.

INTOXICATIONS A LA PRISON DE LA SANTÉ

Plusieurs détenus de la maison d'arrêt de la Santé à Paris ont été, depuis le 8 novembre, victimes d'une intoxication dont l'origine reste encore indéterminée. Ce mardi 9 novembre, selon les services du ministère de la Justice, une trentaine de détenus, souffrant d'accès de fièvre et de troubles digestifs, sont placés sous surveillance médicale. Six d'entre eux ont été transférés à l'hôpital des prisons de Fresnes, non qu'ils soient gravement atteints, précise-t-on, mais afin que les examens médicaux puissent être poursuivis et permettent de déceler l'origine de ces indispositions.

Déjà, des examens ont été effectués, lundi 8 novembre, par l'inspection générale de la protection sanitaire à la préfecture de police de Paris. Les médecins ont constaté que, sur les trente détenus actuellement admis à l'infirmerie, seize étaient atteints de grippe.

Selon des chiffres non officiels, une centaine d'autres détenus souffrent également, mais à un degré moindre, de troubles digestifs accompagnés de fièvre, ainsi que plusieurs fonctionnaires appartenant au personnel de surveillance.

Le tribunal de Paris ordonne la destruction d'un film pornographique autorisé par la censure

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Henon, estime qu'elle n'a pas à tenir compte des autorisations accordées par le secrétariat d'Etat à la culture sur avis de la commission de contrôle à la sortie des films.

Elle a infligé lundi 8 novembre des amendes de 5 000 à 500 francs au producteur, au distributeur, au scénariste, à la chef monteuse et

à la principale interprète du film pornographique *« Les yeux »*, dont elle a ordonné la destruction. Bien que celui-ci ait obtenu le visa ministériel le classant dans la catégorie X (projection dans les salles spécialisées, interdit aux moins de dix-huit ans, surimpression, privation de l'aide de l'Etat).

Les deux associations familiales qui avaient déposé l'action au parquet ont obtenu le franc de dommages et intérêts qu'elles réclamaient.

Le long jugement du principal rendu dans cette affaire déclare notamment : « (...) Le pouvoir législatif et la liberté d'expression n'ont rien à voir dans cet étalage désordonné de surimpressions provocantes qui constituent autant d'incitations à la dépravation et à la débâcle. Seul le profit motive, comme certains l'ont admis, la réalisation de cette opération (...) ».

Précisément, le succès de tels films ne démontre-t-il pas que ceux-ci, étant donnée l'évolution des mœurs, « n'ont rien » de plus que ceux qui fréquentent les « salles X » ? La sentence affirme : « (...) L'état de la société contemporaine ne se mesure pas seulement au nombre de fauteuils occupés dans les salles de spectacle ni aux chiffres d'affaires des sex-shops. Le public de libertins ou d'intellectuels blasés qui les fréquente pour le plus grand bénéfice des marchands sans scrupules ne saurait représenter la moyenne de la population (...) ».

Le caractère irrévocable de la décision prise est, d'une certaine façon, aussi choquant que le film avait été. Si une décision définitive devait être prise, une simple confiscation pourrait y pourvoir. Le 21 février 1972, le tribunal de Paris avait, de la même manière, ordonné la destruction d'un tableau pornographique et la confiscation de neuf autres toiles au profit de l'Etat. Mais, présumant quant à l'avenir, la cour d'Orléans, au mois de juillet suivant, avait renoncé à la destruction au profit d'une simple confiscation. — Ph. B.]

A Versailles

UN MÉDECIN EST CONDAMNÉ POUR NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER

La dixième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles, que préside Mme Jacqueline Cochard, a condamné, lundi 8 novembre, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende le docteur Roger Moles, cinquante-trois ans, poursuivi pour non-assistance à personne en danger.

De garde, dans la nuit du 11 au 12 mai 1974, le docteur Moles était absent de son cabinet, puis, enfin alerté par le fils d'un malade, avait jugé inutile de se rendre au chevet de ce dernier. Sans savoir, M. Henri Bourdin, quatre-vingt-huit ans, devait décéder d'un infarctus. Au cours de l'audience, le 25 octobre, le médecin avait expliqué que, invité à aller chez ses beaux-parents, il avait branché un répondeur automatique, mais cet appareil ne fonctionnait pas.

Alerté par téléphone par le commissariat, à qui il avait laissé son numéro, le médecin n'avait d'abord pu trouver le domicile du malade, faute d'avoir relevé correctement le nom. Finalement, il avait été accueilli dans la rue par le fils de M. Bourdin. Mais le docteur Moles avait renoncé à monter dans l'appartement pour examiner le malade. D'après les explications du fils, j'avais deviné qu'il s'agissait d'un infarctus massif et qu'il n'y avait plus rien à faire », devait dire le praticien.

De nouvelles infractions fiscales sont imputées au chanteur Charles Aznavour. Une nouvelle information a été ouverte contre M. Charles Aznavour par la section financière du parquet de Versailles, sur plainte de l'administration des finances. Le dossier a été confié à M. Freddy Fauché, doyen des juges d'instruction, qui avait déjà inculpé l'artiste le 12 avril 1975 pour infraction à la législation sur les changes et infraction douanière (la date de ce premier procès sera fixée en audience le 10 novembre. Le dossier fait apparaître que le chanteur a été en 1972 et 1973 le paiement de plus de 3 millions de francs d'impôt. Un nombre de recettes d'impôts, de plus-values immobilières et de cachets divers ne figuraient pas sur les revenus déclarés.

M. DE VATHAIRE RÉTRACTE SES ACCUSATIONS CONTRE DES FONCTIONNAIRES DES IMPÔTS

M. Hervé de Vathaire, assisté de M^{rs} Marcel Cecaldi, a été interrogé lundi 8 novembre par M. François Petot, juge d'instruction.

L'inculpé a profité de cette occasion pour rétracter les accusations qu'il avait formulées dans son manuscrit de seize pages, rédigé le 8 juillet, à l'encontre de deux fonctionnaires des impôts, MM. Marcel Tixier et Roger Pallon, à propos des fraudes fiscales imputées à M. Dassault (le Monde du 19 octobre 1976). Il aurait même ajouté que l'enquête administrative relative au comportement de ces deux fonctionnaires ferait justice de tous les soupçons pesant sur eux.

MM. Tixier et Pallon, dès que leurs noms avaient été prononcés, avaient porté plainte contre X, pour diffamation. M. Hubert Pinasseau, juge d'instruction, les avait entendus à ce sujet vendredi 5 novembre.

M. Petot, de son côté, a demandé lundi à M. de Vathaire des explications, au sujet des sommes qu'il a pu donner à Mlle Bernadette Roux, son amie, avant le 6 juillet, date à laquelle il a prêté les 8 millions sur le compte de M. Marcel Dassault.

M. Cecaldi aurait, pour sa part, l'intention de demander au magistrat de faire des vérifications sur le voyage de dix jours en Floride que son client dit avoir effectué en compagnie de sa maîtresse, de M^{rs} Jean Kay et de l'amie de celui-ci, Mlle Danièle Marquet. L'enquête n'a pas déterminé comment les quatre voyageurs, et notamment Jean Kay, ont obtenu leur visa d'entrée aux Etats-Unis, a souligné l'avocat.

(Publié)
Un livre explosif
L'imposture de l'art moderne industrialisé par la cote au mètre de signature (une fausse monnaie d'infamie). La persécution des artistes révisée par la plume Guazava contre X.
N.E.L., 1, rue Palatine - 26 FR.

Ligne 13 CAP AU SUD

Un nouvel axe Nord-Sud :

Aujourd'hui 9 novembre,

il y a du nouveau dans le métro. La ligne 13 et la ligne 14 se rejoignent entre les stations Champs-Élysées-Clémenceau et Invalides. C'est la nouvelle ligne 13.

Aujourd'hui, vous pouvez traverser Paris d'une seule traite. De Saint-Denis-Basilique (tout au nord) à Châtillon-Montrouge (tout au sud), en ligne directe. Paris est à vous.

Le métro change. Vous pouvez changer plus facilement :

La nouvelle ligne 13 est

en correspondance avec 9 autres lignes de métro.

Dès maintenant, vous pouvez choisir votre nouvel itinéraire.

Il vous évitera certains changements, il vous fera gagner du temps.

Cap au Sud :

La nouvelle ligne 13 grandit encore au sud. De 3 nouvelles stations :

Malakoff-Plateau de Vanves, Malakoff-Rue Étienne Dolet et

Châtillon-Montrouge. Avec un

simple ticket de métro (ou la carte orange

valable pour la zone 2),

vous pouvez maintenant aller

très simplement tout au sud.

Et en revenir aussi vite.

Chose due, chose faite.

Aujourd'hui,

il se passe

quelque chose

dans le métro.



RATP

Il y a du nouveau dans le métro.

صندوق من الاموال

ÉDUCATION

LES SUITES DE LA «DÉSECTORISATION» DE NANTERRE

La nouvelle U.E.R. de droit de Malakoff doit ouvrir ses portes le 15 novembre

La rentrée dans la nouvelle unité d'enseignement et de recherche de droit, créée à l'université Paris-V-René-Descartes, doit se faire le lundi 15 novembre pour les cours magistraux et à partir du lundi 22 pour les travaux dirigés et pratiques. Tous les enseignants des premier et deuxième cycles doivent reprendre avant le 15 décembre.

Quatre cents étudiants au maximum sont attendus en première année. Pour les trois années suivantes, les responsables comptent sur quatre cents transférés en provenance de Paris-X-Nanterre. La plupart des enseignants doivent avoir lieu à

Malakoff (Hauts-de-Seine), contrairement à ce qui avait été envisagé au début du mois dernier, et à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 21 octobre : seuls trois diplômes d'études approfondies (D.E.A.) (droit public, privé, des affaires) doivent se dérouler à la Sorbonne.

La polémique continue entre les enseignants qui souhaitent venir à Paris-V et ceux qui veulent rester à Nanterre. Le 14 octobre, M. Robert Mandrou, administrateur provisoire de l'U.E.R. de droit de Paris-X, avait invité les étudiants de droit à choisir aussi de quitter cet établissement à la Sorbonne.

sons : sur les dates de rentrée des deux U.E.R. Les responsables de l'association des professeurs, maîtres de conférence et maîtres-assistants de droit, qui vont à Paris-V, ont répliqué en assurant de leur compréhension les étudiants soucieux d'un travail sérieux et de diplômes de valeur qui souhaitent s'inscrire dans une autre université. Le président de l'université Paris-X, M. Jean-Maurice Verdier, a réagi contre « des propos incertains et en certains cas tendancieux » tenus pour inciter les étudiants de Nanterre à quitter cet établissement pour aller à la Sorbonne. Les assistants en droit la soutiennent, en protestant contre « les actions provocatrices d'une minorité d'enseignants », et en dénonçant même des tentatives de sabotage des examens.

Libres opinions

Pourquoi nous quittons Nanterre

par PHILIPPE ARDANT (*)

Aucun moment dans les nombreux articles consacrés aux études de droit à l'université de Paris-X-Nanterre ne s'est intéressé aux raisons qui poussent les enseignants et les étudiants en droit à quitter cette université. Pourtant la question essentielle est bien là, avant celle des modalités de ce départ et de l'accueil des partants.

Pourquoi quitte-t-on Nanterre ? La raison en est toute simple : parce qu'il est de plus en plus difficile, et qu'il devient même impossible, d'y travailler sérieusement et régulièrement. Qu'on en juge : depuis dix ans, chaque printemps a connu sa grève, qualifiée par les uns de sociologique, par les autres de folklorique, qui, pendant une quinzaine de jours ou trois semaines, parlois plus, permettait aux étudiants amateurs d'assemblées générales entières de satisfaire leur passion et aux autres d'aller tranquillement aux sports d'hiver. L'année universitaire était déjà, ainsi abrégée par rapport à d'autres universités, mais la situation n'était pas encore catastrophique.

Ces deux dernières années, les choses se sont aggravées et le travail a été compromis : en 1974-1975, la grève a occupé le quart de l'année universitaire ; l'an dernier, un semestre, soit la moitié de l'année, a été perdu. En même temps, un laxisme inquiétant est apparu lors de la délivrance des diplômes : l'université proposait, sans rière, de remplacer le contrôle continu — qui, par définition, doit chaque semaine aider l'étudiant dans son travail et vérifier les résultats — par un unique devoir écrit fait par l'étudiant chez lui ; des enseignants faisaient savoir qu'ils n'interrogeraient à l'examen que sur ce qui avait été traité avant la grève, c'est-à-dire, l'an dernier, sur moins de la moitié du programme.

Aussi le climat des relations s'est-il agité à l'intérieur de l'U.E.R. de droit : les uns s'efforçant de faire malgré tout leur métier, les autres prétendant subordonner l'enseignement et la pédagogie aux nécessités de leur action politique. Accusations et anathèmes ont pour les rapports entre les hommes, certains sont interdits de séjour à l'université et les réunions les plus anodines sont menacées de voir apparaître une bande de perturbateurs qui s'opposent pendant plusieurs heures à tout débat, comme au départ des participants. Quelle future conception de l'université et de la conscience professionnelle il faut avoir pour reprocher à des professeurs et à des étudiants de vouloir, dans ces conditions, s'en aller pour trouver enfin un endroit où travailler. Le départ ne va d'ailleurs pas sans regret chez beaucoup, qui avaient cru en Nanterre, qui pensaient que les études assez rares de son campus et les possibilités de coopération entre enseignants de spécialisations différentes, étaient les gages d'un avenir passionnant.

Mais là encore, il a fallu déchanter : les locaux se sont dégradés. Affiches, graffiti, déprédations, créent un environnement affligeant, dans lequel on se demande parfois comment de Français accepteraient de travailler. La pluridisciplinarité elle-même a tourné court : le nombre des étudiants en droit qui suivent des enseignements en lettres n'est pas plus grand qu'autrefois, et on ne peut manquer d'être sceptique sur l'intérêt de cette ouverture et sur ses mobiles quand on considère le thème des cours choisis et le niveau élevé des notes obtenues. Faut-il ajouter qu'aucun professeur de droit n'a jamais été invité à collaborer avec une U.E.R. de lettres ?

Nanterre, Nanterre-droit, tout au moins, est un échec. Il faut en tirer la leçon. Faute de pouvoir sur place reprendre le problème à la base, quatre-vingt enseignants et de nombreux étudiants, venant « contrairement à l'idée que l'on cherche à accorder », de tous les horizons sociaux et politiques, croient être fidèles à leur conception de l'université en choisissant d'aller ailleurs, là où ils auront la possibilité de travailler.

(*) Professeur de droit public à l'université de Nanterre.

Les difficultés de l'éducation physique

MÉCONTENTEMENT DANS LE VAL-D'OISE ET LES PAYS DE LOIRE

Une délegation d'enseignants et de parents d'élèves (départements de la Seine-et-Marne, de la Marne-et-la Vallée, de la Seine-et-Oise) s'est présentée à la direction régionale de la jeunesse et des sports pour réclamer le remplacement des deux professeurs d'éducation physique actuellement en congé. Il lui a été expliqué que, faute de crédits, des remplacements ne pouvaient être envisagés avant 1977.

Notre correspondant à Nantes nous indique, d'autre part, que le 8 novembre, une délégation de parents d'élèves et d'enseignants de la Loire-Atlantique, de la Sarthe et de Maine-et-Loire ont occupé les locaux de la direction régionale de la jeunesse et des sports, à Nantes, pour protester contre la suspension de service d'une douzaine de maîtres auxiliaires recrutés en septembre pour effectuer les suppléances des professeurs d'éducation physique titulaires. Faut-il dire, la direction régionale de Nantes a dû, le 19 octobre, mettre fin au service de ces enseignants.

Les effectifs des classes maternelles

SERRER AVANT DE DESSERRER

Le seul d'ouverture des classes maternelles à la rentrée 1976 a été officiellement fixé à trente-cinq élèves inscrits par une circulaire de mai dernier. La condition que les municipalités engagent le personnel de service nécessaire et que les enseignants disposent de locaux adéquats. Ce texte est alors pour effet immédiat de faire réorganiser le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) à un mois d'ordre de grève. En même temps, le ministre de l'éducation indiquait que l'application du « plan de développement » des écoles maternelles s'achèverait à la rentrée de 1979.

Une nouvelle circulaire (publiée au « Bulletin officiel » du ministère de l'éducation le 28 octobre) restreint quelque peu la partie du texte précédent, qui, est-il précisé, ne peut s'appliquer automatiquement aux classes actuellement en fonctionnement et aboutir à restreindre les capacités d'accueil.

Avant de « desserrer », on va donc continuer à serrer quelque temps encore les élèves dans les classes. L'intérêt général, ajoute la circulaire, commande, dans les écoles maternelles, d'évaluer les effectifs des classes de desserrement des effectifs pour privilégier l'accueil des enfants dont la famille demande la scolarisation. La norme de trente-cinq élèves présents (et non inscrits), nouvelle inscrite à celle qui était en vigueur avant la rentrée de 1976, doit être retenue à titre de mesure transitoire indispensable.

Compte tenu d'un taux moyen d'absentéisme de 24 % en maternelle, le nombre d'inscrits correspondant à trente-cinq présents est de quarante-cinq, contre cinquante en vigueur jusqu'en 1976. Il y a progrès, mais il est mince. — C.A.

AÉRONAUTIQUE

LA GRANDE-BRETAGNE REFUSE À CE JOUR DE FINANCER LE PROJET D'UN SUPER-CONCORDE

Londres (A.F.P.). — Le gouvernement britannique a rejeté une demande de la société aéronautique British Aircraft Corporation (co-constructeur de la cellule du Concorde) pour le lancement d'une étude d'un Super-Concorde, à révéler, lundi 8 novembre aux Communautés, M. Gerald Kaufman, ministre de l'Industrie britannique.

Selon M. Kaufman, le coût de cette étude aurait été de 500 millions de livres (4 milliards de francs). La France a, en revanche, annoncé (le Monde du 4 novembre) qu'elle consacrerait, seule, 20 millions de francs au cours des dix mois à venir à l'étude théorique d'un Concorde de la seconde génération. M. Kaufman a réaffirmé qu'aucun nouveau Concorde du modèle actuel ne serait construit avant que des commandes fermes ne soient enregistrées, et il a souligné que le maintien en activité des chaînes de production puisse être assuré sans recours au contribuable.

[C'est environ 17 milliards de francs (valeur 1976) que la France a consacré à la mise au point et à la production en série de la version actuelle de Concorde, dont seulement sept exemplaires ont été vendus à ce jour. On estime généralement que la conception d'un Concorde de seconde génération pour 1990 requerrait environ 35 milliards de francs et les industriels savent, de leur côté, surmonter certaines difficultés technologiques, notamment pour la propulsion. Avec des crédits de la NASA, qui se seraient élevés cette année à l'équivalent de 50 millions de francs, la société américaine McDonnell Douglas a préparé les plans d'un nouvel avion de transport supersonique. La France et la Grande-Bretagne n'ont jamais dissimulé qu'elles étaient favorables au lancement, en commun avec les États-Unis, d'un éventuel Super-Concorde.]

Conçu par Dassault et la SNIA

LE TRIRÉACTEUR D'AFFAIRES MYSTÈRE 50 A FAIT SON PREMIER VOL

Après son bord MM. Hervé Leprince-Ringuet et Gérard Joyeuse, respectivement pilote d'essai et ingénieur d'essai navigant à la société Dassault-Breguet, le nouveau triréacteur d'affaires à long rayon d'action Mystère-Falcon-50 a fait, dimanche 7 novembre, son premier vol depuis la piste de Bordeaux-Mérignac. Ce vol a duré 1 heure et 20 minutes.

Le Mystère-Falcon-50 a bénéficié de l'expérience acquise avec les bi-réacteurs d'affaires Mystère-Falcon-10 et Mystère-Falcon-20 vendus, à ce jour, à quatre cent soixante-quatre exemplaires dans le monde. Équipé de trois réacteurs américains Garrett TFE-731, qui développent chacun une poussée de 1 800 kilos, le nouvel avion de Dassault-Breguet devrait transporter quatre à neuf passagers sur des distances de 5 600 kilomètres. Les premières livraisons devraient intervenir à la fin de 1978. Une campagne de promotion commerciale a déjà permis d'obtenir quarante-neuf prises d'option, dont quarante-trois en provenance de clients américains.

Assemblée des lignes de Breguet à Bordeaux, le Mystère-Falcon-50 sera produit, à raison de 55 % de la charge de travail représentée par la cellule, par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) à la suite d'un accord conclu entre les deux sociétés, cette année.

Le coût du programme, aux conditions économiques de janvier 1974, date à laquelle il a été présenté aux services officiels, est estimé à près de 800 millions de francs. L'aide de l'État est approchée pour la SNIA à 210 millions pour la SNIA. Le reste des investissements est à la charge de la société privée, qui évalue le marché à plus de trois cents appareils.

HOTESSE

CONCOURS - EXPOSITIONS
TOURISME - COMMERCE
INDUSTRIE - ADMINISTRATION

Une profession dynamique pour les jeunes filles aimant les relations humaines et l'accueil.

PROCHAINES SESSIONS :
● COURS 1 OU 2 ANNÉES
Préparation B.T. Accueil, rentrée oct. 77.

● COURS ACCÉLÉRÉS :
Janvier 77 (matinée, après-midi).
Soutenance M. sur demande, ou mieux, rendez-vous visite.

ÉCOLE PARISIENNE DES HOTESSES
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
41, BOULEVARD DES CAPUCINES
75001 PARIS
TEL. : 291.58.51

Autres écoles :
ANGERS - CASABLANCA
BORDEAUX - GRENOBLE
LAUSANNE - MARSEILLE

(Publié)

Titulaires d'un
DEUG, DUES, DUEL
Licence...

Entrer dans la vie professionnelle avec un

DIPLOME UNIVERSITAIRE
DE TECHNOLOGIE
TECHNIQUES
DE COMMERCIALISATION

Obtenu en
UN AN :

Inscriptions immédiates :

I.U.T.

de Saint-Denis

2, rue de la Liberté,
93200 SAINT-DENIS.
TEL. : 343-33-01, poste 24.

Premier cours : 15 novembre 1976

le dictionnaire
toutes
disciplines
à partir de la 6^e

pluri

dictionnaire

Le PLURIDICIONNAIRE, un ouvrage vraiment marquant : univers scolaire s'élargissant de plus en plus vers les réalités du monde adulte, c'est le premier dictionnaire qui recouvre non seulement les programmes officiels d'enseignement mais aussi tous les autres domaines auxquels les élèves s'intéressent hors de la classe.

● un dictionnaire de langue :
il donne la prononciation, l'étymologie, les sens de chaque mot, les synonymes et les contraires, des exemples tirés de la langue écrite ou parlée, ainsi que les conjugaisons et les règles grammaticales.

● un dictionnaire des connaissances :
dans le prolongement des disciplines enseignées en classe, il englobe l'ensemble des données auxquelles les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés : vie économique, politique et sociale, sciences humaines, philosophie, psychanalyse, beaux-arts...

● un dictionnaire pédagogique :
il est fondé sur les orientations et les programmes pédagogiques actuels pour chaque discipline (histoire, géographie, littérature, mathématiques modernes, sciences naturelles, information, sexuelle, technologie...);
il est facile à utiliser : définitions aussi simples que possible, système de renvois qui aident à élargir le champ des connaissances, tant dans le domaine du vocabulaire que dans celui de l'information;
il est conçu pour l'animation de la classe (exposés, enquêtes individuelles ou par petits groupes, travail indépendant...); l'illustration apporte un complément de documentation : schémas, cartes, reproductions d'art...

1 volume (17,5 x 25 cm), plus de 1500 pages dont 64 hors texte en couleurs, 121 dessins, 191 cartes. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES



un dictionnaire
Larousse

Le BAIN LINGUISTIQUE

plonge les jeunes
dans la vie de
la langue choisie

Multiples formules de séjours en :
Angleterre, Allemagne, Espagne,
Irlande, Espagne, Autriche, Italie, Malte,
Japon, U.S.A.



L'Association « Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.), sans but lucratif agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64) et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de « Bain Linguistique » de toutes durées et à toutes époques de l'année : Séjours en famille ; Séjours scolaires canadiens ; Séjours indépendants avec appui local ; Séjours « Échange cordiale » avec pratique de sports en Angleterre ; Séjours au pair ; Stages rémunérés ; Échanges individuels, etc., pour jeunes scolaires, étudiants et adultes (recyclage). Possibilité cours Dual-Licence.

6.970 participants satisfaits ces trois dernières années.

S.I.L.C. est la seule Association française offrant des séjours au Japon.

Pour tout connaître, contactez cette Association qui présente toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule de Bain Linguistique qui correspond à vos désirs, demandez - tout de suite - la documentation complète et gratuite.

BON A REMPLIR ET A RETOURNER A S.I.L.C. (Service 70)
50, avenue Jules Ferry - 18000 ANGOULEME

Je désire recevoir - gratuitement - une documentation
complète sur l'Association S.I.L.C. et le choix de « Bain Linguistique » à l'étranger.

Prénom (N) : _____

Par : ☐ Jeune (je) ☐ Jeune (je) ☐ Adulte

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Pour suivre à la radio
les cours d'Anglais
de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Textes et explications en français
Abonnement 12 mois, 2 400 F
Spécimen gratuit sur demande
à ÉDITIONS-DISQUES ABCM
8, rue de Belfort - 75003 PARIS

Bureau à Paris :
Mme REINER, 62, rue Labrousse, 13615 Paris, tél. 264-71-26 avant 13 h.
Reçoit sur rendez-vous.

RELIGION

LE DOCUMENT ÉPISCOPAL :

« Révéler l'Absolu de Dieu dans l'histoire des hommes »

L'Assemblée plénière de l'épiscopat français, réunie à Lourdes, a rendu publique, le 26 octobre, une « lettre des évêques aux catholiques de France » dont nous publions de larges extraits pour compléter les citations qui figuraient dans nos éditions du 27 octobre.

I. - Notre tâche : annoncer l'Évangile

(...) Le monde actuel est écartelé. Comment l'Eglise serait-elle tranquille ? Les hommes croient difficilement à l'Évangile. Et pourtant celui-ci répond à leurs aspirations de vérité, de paix, de justice, de joie. Il donne un sens à nos vies. Il est la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ révélateur de l'amour du Père pour tous les hommes. Evêques, prêtres, religieux et religieuses, laïcs, nous sommes tous responsables de cette Annonce.

● EN SOLIDARITÉ AVEC LES HOMMES.

Dans nos villes et dans nos villages, dans les divers milieux ou autres collectivités, des chrétiens, même les plus humbles, des communautés, des mouvements se consacrent au service de l'Évangile en partageant la vie des hommes de multiples manières : accueillir l'étranger, faire le catéchisme, éduquer les enfants, soigner les malades, participer à la vie du quartier, militer dans des organisations... autant de signes qui peuvent exprimer l'amour du Christ pour l'humanité. Ils n'ont pas tous la même importance, mais ils sont tous nécessaires.

Nous demandons à tous de porter cette hantise de la mission, partout où des hommes travaillent, bâtissent, souffrent et espèrent, jusque dans les groupes humains auxquels l'Eglise est encore étrangère.

● EN TMOIGNANT DE L'ABSOLU DE DIEU.

La mission exige une présence au cœur du monde, mais pour révéler l'Absolu de Dieu dans l'histoire des hommes. Être présent, mais pas n'importe comment : en osant suivre le Christ, spécialement aux heures décisives où il faut choisir et prendre parti pour Lui. (...)

II. - Exigence de cette annonce

(...) Croire n'est pas facile dans le monde d'aujourd'hui. De nouveaux modes de vie, de nouvelles façons de penser, ont été engendrés par le développement de la technique et des sciences de l'homme. Certains se passent de Dieu. D'autres pensent le rencontrer dans l'extraordinaire ou la superstition. D'autres encore l'enferment dans la simple répétition des formules. Croire au Dieu vivant, c'est tout de même autre chose. (...)

Notre charge d'évêque est de veiller à ce que les vérités de la foi soient accessibles à tous et vécues par un peuple de croyants solidaires et confiants. Ce peuple doit être stimulé, mais non découragé par le doute systématique ni déconcerté par des hypothèses risquées en matière de doctrine ou de morale. Plus la recherche est nécessaire, plus indispensables sont les repères. Nous devons accueillir comme un don le Symbole de foi : la Trinité, l'Incarnation, la Rédemption, la Résurrection, la Présence réelle, la Virginité de Marie Mère de Dieu, notre destinée éternelle avec le Christ dans la gloire... bref, le Credo de l'Eglise, pulsé à la source divine de l'Écriture et de la Tradition. (...)

Pour les enfants, le catéchisme reste indispensable. Dans le contexte difficile de ces dix dernières années, des insuffisances ont pu se manifester. Nous orien-

Des chrétiens acceptent courageusement de s'engager dans des organisations sociales et politiques. Pour eux, cet engagement est étroitement lié à l'annonce de l'Évangile. Ils participent aux efforts et aux combats pour la libération et la justice, ce qui implique des analyses, des projets et des choix de société. En refusant de les abandonner, ces militants peuvent témoigner de l'Absolu de Dieu. L'Évangile doit les garder libres et critiques. Il est aussi dénonciation du péché, parole rupture, toujours dépassement.

Il peut y avoir, dans certaines circonstances, une rencontre des efforts et des actions, en vue d'une plus grande justice, avec des partis ou des organisations dont l'idéologie n'est pas celle de l'Évangile. Mais la reconnaissance d'un Dieu personnel, Créateur et Sauveur, qui commande le sens de l'homme et de sa destinée, ne peut s'accommoder de l'adhésion à des idéologies dans lesquelles la foi est contredite sur des points essentiels.

Nous demandons aux mouvements apostoliques de tenir fermement à leur mission spécifique qui est d'annoncer l'Évangile. Cette mission ne doit pas être confondue avec un projet politique ni utilisée à des fins partiales. S'engager dans un mouvement d'apostolat, c'est vouloir que tous les hommes aient la possibilité d'accueillir la Parole de Dieu.

Annuler l'Évangile est l'appel prioritaire adressé au peuple de Dieu, dans le respect des responsabilités de chacun. Nous maintiendrons ce cap. Nous ne reviendrons pas en arrière. Nous entendons poursuivre la tâche, mais il faut en accepter les exigences.

● PRIER, CÉLÉBRER.

(...) Célébrer l'Eucharistie, c'est accueillir le Christ vivant, celui que les premiers apôtres ont vu de leurs yeux et touché de leurs mains. Il vient à nous dans tout le réalisme de sa présence. Il se donne à nous en son vivant sacrifice, avec son corps livré, son sang versé pour l'Alliance nouvelle et éternelle. C'est lui qui nous sauve. Il fait l'Eglise et l'offre au Père, nous unit par son Esprit et nous envoie vers nos frères. Ainsi, l'évangélisation s'achève en Eucharistie. La messe n'est donc pas seulement une obligation mais un besoin vital. Elle est source jaillissante de force et de fête.

Il est donc essentiel que l'Eucharistie soit de plus en plus la prière d'un peuple qui accueille son Seigneur mort et ressuscité. La mise en œuvre du concile a déjà porté ses fruits, comme en témoigne votre participation active à la célébration.

Un effort est encore nécessaire pour la rendre plus communautaire et plus priante. (...)

Evêques et prêtres, nous portons la responsabilité inaliénable de présider l'assemblée eucharistique, de consacrer le pain et le vin au Corps et au Sang de Jésus-Christ. Cette charge comporte une double exigence :

D'une part, mettre en œuvre toutes les possibilités offertes par le missel promulgué par Paul VI. Beaucoup de célébrants y sont attendus pour assurer un meilleur lien entre la liturgie et la vie ;

D'autre part, maintenir et développer le sens de ce mystère tel que Dieu lui-même l'a révélé en Jésus-Christ. Celui qui préside n'est pas propriétaire de l'Eucharistie mais serviteur fidèle, en communion avec l'Eglise universelle. L'assemblée attend de lui qu'il suive les règles de la célébration, par-dessus tout les prières eucharistiques données à toute l'Eglise comme expression authentique de sa foi et signe visible de son unité et de son universalité. Evêques et prêtres, nous devons régler ensemble contre les abus là où ils se sont introduits.

L'effort liturgique ne doit pas seulement porter sur la célébration eucharistique :

— L'assemblée du dimanche est une nécessité, car il n'y a pas d'existence chrétienne ni d'Eglise sans rassemblement ;

— La préparation du baptême est mieux assurée avec les parents. La pratique constante et fondée de l'Eglise demande aux familles chrétiennes de faire baptiser leurs petits enfants ;

— Le sacrement de la réconciliation doit retrouver sa place, non seulement dans les formes communautaires heureusement restaurées, mais aussi dans la confession individuelle. Le chrétien se reconnaît pécheur, pénitent, se confesse, se réconcilie avec Dieu et avec son prochain. Le pardon demandé lui est donné par l'absolution du prêtre.

● CONSTRUIRE L'EGLISE ENSEMBLE.

(...) On ne saurait se résigner à la division qui dégrade le visage du Christ. Les entraves ou les obstacles, c'est pêcher gravement contre l'Esprit. (...)

C'est aussi entre catholiques que nous avons à vivre en communion. Aujourd'hui, on se condamne facilement dans l'Eglise, dans les paroisses, par des critiques non fondées. Il ne s'agit pas, certes, de rechercher une uniformité, peu respectueuse des diversités. Il s'agit d'accueillir et de vivre, au cœur même de nos conflits, cette fraternité nouvelle qui jaillit de la Croix du Christ. (...)

Consentir de faiblesse, mais plus encore de la puissance aimante de Dieu, qui leur a confié ce ministère d'unité, vos évêques veulent poursuivre leur mission en collaboration avec leurs frères prêtres. Il n'y a pas d'Eglise sans communion avec l'évêque. Notre assurance comme votre confiance sont fondées sur notre communion entre évêques et avec le pasteur universel qui est à Rome, le pape Paul VI. Dès qu'il s'agit de sauvegarder et de propager la foi, l'unité de l'Eglise, garantie par sa communion avec le pape, passe avant tout le reste. Refuser cette communion, c'est s'exclure. (...)

REVUE DE PRESSE La lettre des évêques aux catholiques de France

Coup de frein, feu clignotant ou relance ?

« L'intention des évêques n'était pas de donner un coup de frein, mais plutôt de relancer le mouvement de la vie de l'Eglise, d'inviter à avancer et d'indiquer un fléchage. Cette mise au point faite à Lourdes par le porte-parole de l'épiscopat au sujet des interprétations données par la presse de la « Lettre aux catholiques de France » (« Le Monde » du

27 octobre) n'a pas convaincu tout le monde. Dans la presse hebdomadaire, si certains organes de droite regrettent la « continuité sans changement », plus nombreux sont les observateurs à relever la « reprise en main », voire la « contre-attaque », des évêques français devant la crise déclenchée par l'affaire Lefebvre.

Robert Serrou écrit dans PARIS-MATCH : « Pour la première fois, les évêques reconnaissent publiquement la gravité de la crise que traverse l'Eglise de France. (...) »

« Aux extrémistes de tout poil, à commencer par Mgr Lefebvre, les évêques lancent une sorte d'ultimatum. L'unité de l'Eglise, garantie par sa communion avec le pape, passe avant tout le reste. Refuser cette communion, c'est s'exclure. (...) »

« La déclaration des évêques, qui est claire, mais il y a les autres traditionalistes, ceux qui n'ont jamais tout à fait accepté la concile. De ces traditionalistes, Mgr Lefebvre accepte la légitimité des doléances. Ce ne sont pas, dit-il, de simples nostalgiques, et leurs souffrances sont réelles. (...) »

« La déclaration des évêques, qui est claire, mais il y a les autres traditionalistes, ceux qui n'ont jamais tout à fait accepté la concile. De ces traditionalistes, Mgr Lefebvre accepte la légitimité des doléances. Ce ne sont pas, dit-il, de simples nostalgiques, et leurs souffrances sont réelles. (...) »

« La déclaration des évêques, qui est claire, mais il y a les autres traditionalistes, ceux qui n'ont jamais tout à fait accepté la concile. De ces traditionalistes, Mgr Lefebvre accepte la légitimité des doléances. Ce ne sont pas, dit-il, de simples nostalgiques, et leurs souffrances sont réelles. (...) »

Un souci d'unité

Pour Claude-François Julien, du NOUVEAU OBSERVATEUR, en revanche, il n'y a « ni coup de frein ni changement de cap ». « La lettre des évêques, écrit-il, ne justifie sans doute ni le triomphe de certains intégristes ni l'effacement des conciliateurs. (...) »

« En résumé, elle rappelle aux chrétiens les actes et les comportements qui constituent extérieurement, et au sein même de l'Eglise, les caractéristiques du chrétien. En réalité, cela n'avait jamais changé, mais on ne le disait plus. (...) »

« L'assemblée de Lourdes est donc, en cela, un événement : les évêques reprennent en main, sans brusquerie, la direction des affaires. Mais ils ne changent sans doute pas de cap. (...) »

Dans L'EXPRESS, Alain de Penanster souligne le souci d'unité qui anime les évêques. « La situation de Mgr Lefebvre est donc paradoxale, note-t-il,

Son groupe se raidit et s'isole. Mais si une partie de ses revendications sont devenues sans fondement, c'est parce que les évêques les ont adoptées dans un dessein d'unité. (...) »

« L'Eglise doit vivre avec le monde. Un tuteur a un rôle éducatif, mais on a vu que ça ne suffisait pas. (...) »

« Sous le titre : « Le plan de stabilisation », Jacques Duquesne écrit dans LE POINT que la lettre « éditée en quarante-huit heures », est « faite de mise, en garde uniquement adressée aux éléments les plus attachés de l'Eglise, et constitue une sorte de plan de redressement. (...) »

Chez les traditionalistes, en revanche, même s'il reste prudent, au « plan de redressement » proposé par les évêques. « Cette lettre pourrait être l'annonce d'un véritable redressement rendu nécessaire par les abus et les déviations dont le mouvement Credo, animé par M. Michel de Saint-Pierre, a commis les plus caractéristiques. (...) »

Pour sa part, Michel Fromont, dans ASPECTS DE LA FRANCE, que « l'assemblée de Lourdes n'a pas rendu droit de cité aux mainteneurs de la tradition intégrale. Mais, cela, nous pouvons toujours l'espérer d'une prochaine rencontre entre le pape Paul VI et Mgr Lefebvre. (...) »

Tandis que Michel Denis, écrivant dans FRANCE CATHOLIQUE ECCLESIA, loue la « consolidation » opérée par les évêques, rendue nécessaire par le « triomphe postconciliaire, l'impression donnée « que le » concile a été monopolisé par » certains, que l'Eglise commençait à Vatican II et donnait les conciles précédents qu'on ne nomme même plus — torsement ainsi la tradition vivante de l'Eglise. (...) »

Quant à Marcel Clément, enfin, il avoue dans son éditorial de L'HOMME NOUVEAU, éprouver un « sentiment d'insatisfaction » à la lecture de la lettre. « En premier lieu, écrit-il, il est étonnant d'y aborder, au moins au niveau des principes très généraux, ce qui, en définitive, est à l'origine de la « secousse sémantique » : la question des séminaires et celle qui lui est intimement liée, du caractère éternel du sacerdoce. (...) »

« Il ne faut pas se leurrer : l'obstination, qui semble encore intacte, à faire des séminaires où l'homme n'a rien d'humain, est un obstacle monumental et abominable à l'ouverture des âmes à Dieu est à l'origine du principal de la crise actuelle. Il est utopique de détourner les jeunes du séminaire d'Évêques tant que notre épiscopat ne leur offrira pas ce qu'ils vont y chercher légitimement : un climat dominant de recueillement, de piété, de générosité spirituelle, un engagement pour l'éternité. (...) »

« En second lieu, si la lettre des évêques de France dit bien que la mission doit être dans le monde pour révéler l'Absolu de Dieu au cœur des hommes, et que les hommes doivent se consacrer à l'Eglise et à la communauté, il y manque, à mon humble avis, le sens de l'histoire totale de chaque chrétien à Dieu, de la consécration spirituelle, personnelle et communautaire, qui est la signification même du sacerdoce royal, distinct du sacerdoce ministériel, et qui est commun aux prêtres et aux laïcs. (...) »

Le mécontentement, de gauche ou de droite, exprimé par ces différentes réactions montre bien les difficultés qu'ont les évêques pour faire l'unité dans une Eglise de plus en plus écartelée.

A. W.

DES THÉOLOGIENS ET DES SINOLOGUES PUBLIENT UNE ÉTUDE SUR « L'EXPÉRIENCE CHINOISE ET LA FOI CHRÉTIENNE »

Rome (A.F.P.). — Pour la première fois, une équipe de théologiens catholiques a réalisé, en collaboration avec des sinologues, une recherche sur le dialogue éventuel entre l'Eglise catholique et la Chine communiste. L'étude, qui vient d'être présentée à la presse et signée par quatre théologiens jésuites de l'université grégorienne de Rome, R.E. Farney, Grassi, O'Collins, Sullivan, et par deux sinologues, une Américaine d'origine chinoise, Mme Julie Ching, et un Australien, M. Ruel.

« L'expérience chinoise et la foi chrétienne, tel est le titre du livre, les auteurs cherchent à identifier les valeurs positives qui ressortent de la révolution chinoise. Ils concluent que le jour viendra où l'« homme nouveau » se posera la question du « pourquoi » de ses sacrifices et donc de l'au-delà. (...) »

« Ce sera, affirme le père Lazzarato, qui a présenté l'étude, le jour du dialogue, non entre l'Occident et l'Orient, non entre le capitalisme et le communisme mais entre la vision matérialiste de la vie — qui a montré le meilleur de soi dans la Chine de Mao — et la vision transcendantale et spiritualiste du monde qui trouve son expression la plus complète dans la religion chrétienne. (...) »

Les auteurs expriment l'espoir que le « dialogue sur la réalité de la Chine » se développera chez les chrétiens et qu'un dialogue avec ce pays, aussi utile à celui qu'à la chrétienté, sera possible un jour. (...) »

● RECTIFICATIF. — Une double coquille a été corrigée dans le texte de la fin de l'article d'André Pietre publié dans notre numéro du 29 octobre. Au lieu de « ne nous laissez pas acculer au doute », il fallait lire : « ne nous laissez pas acculer au doute. (...) »

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

- Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
 - le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
 - le texte intégral de la « Lettre numéro 9 » où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
 - le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F France) à Itinéraires, 4, rue Garancière, 75006 Paris ; chèques postaux : Paris 13.353-73.


DU NOUVEAU CHEZ GAULT-MILLAU. Primo, un guide de Paris de 20 pages, détachable, avec, de moitiés-citilles, les plus folles et les plus drôles, les restaurants à découvrir et 100 adresses de bonnes boutiques. Secundo, une grande brochure « banco d'essai » avec le test sans pitié de tous les nouveaux produits. Ne ratez pas Le Nouveau Guide Gault-Millau, de novembre. En vente chez tous les macarons de journaux.

BÈGUES rééducation rapide à tout âge Pr. M. BAUDET - 185, bd Wilson 33200 BORDEAUX



Mexico: 2990F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours AIR FRANCE



Acapulco: 4100F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours AIR FRANCE



Mexico/Merida: 4300F
(séjour combiné de 8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours AIR FRANCE

سورتن الامل

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

La gazéification souterraine peut redonner un avenir au charbon

La société des ingénieurs civils de France a récemment organisé une journée d'étude sur le charbon, matière première d'avenir. Alors que des mines ferment en France, le propos est parvenu à l'audace. Mais si l'extraction souterraine semble condamnée à terme pour des raisons économiques et sociales, il reste dans le monde de nombreux gisements exploitables à ciel ouvert. Et pour les autres la gazéification in situ paraît être la solution de l'avenir. Longtemps négligée à l'époque du pétrole abondant, elle reprend un intérêt depuis la flambée du prix des hydrocarbures.

Des procédés nouveaux sont étudiés, adaptés à l'exploitation des veines profondes encore nombreuses en Europe occidentale. L'industrialisation est possible d'ici à 1980, et la fin du siècle verra peut-être un « come back » du charbon bien imprévisible il y a seulement cinq ans.

SOURCE principale d'énergie jusqu'en 1960, le charbon a vu son importance décroître au profit des hydrocarbures. Ce n'est pourtant pas par épuisement des réserves. Si les gisements les plus exploités d'Europe occidentale sont proches de leur fin, il reste de par le monde, en réserves exploitables aux conditions économiques actuelles, autant de charbon que d'hydrocarbures de toute sorte. Les chiffres les plus pessimistes dépassent 150 milliards de tonnes. Si l'on fait entrer en ligne de compte les gisements à grande profondeur — entre 1 200 et 5 000 mètres — ils doivent probablement être multipliés par cinquante ou cent.

Le déclin du charbon a donc des causes uniquement financières et sociales. Son extraction demande des travaux souterrains importants, et une main-d'œuvre abondante qui doit fournir un travail dur, difficile et dangereux.

On pense depuis longtemps à utiliser le charbon sans l'extraire.

C'est la gazéification *in situ*, étudiée depuis plus de cinquante ans, dont on sait qu'elle est parfaitement possible; cinq installations fonctionnent actuellement en U.R.S.S. Mais elles fournissent un gaz pauvre et ne pouvaient commencer l'extraction du pétrole et du gaz jusqu'en 1973.

Depuis cette date, le prix des hydrocarbures a quadruplé. Ce qui a remis la gazéification du charbon à l'étude, et fait apparaître des perspectives nouvelles.

La gazéification telle que la pratique l'U.R.S.S. utilise un procédé par filtration. On fore deux sondes séparées par une vingtaine de mètres. De l'air sous pression est injecté dans la première, qui va d'abord élargir les fissures de la veine charbonnière et en créer d'autres. Ensuite, on amorce une combustion, entretenue par le flux d'air, qui va progresser dans la veine. L'oxyde de carbone produit et les hydrocarbures volatils qui constituent le charbon sortent par la seconde sonde. De faible pouvoir calorifique, ce gaz est converti sur place en électricité.

Le procédé soviétique, adapté à des gisements peu profonds, ne convient pas à l'Europe occidentale où les gisements de ce type sont, pour la plupart, épuisés. Mais il peut être adapté à des gisements plus profonds et les études ont montré que, loin d'être un inconvénient, la profondeur est au contraire un avantage.

Un des problèmes que pose la gazéification, comme toute autre forme d'exploitation, est l'effondrement des couches supérieures. Ces couches se fissurent, ce qui provoque des ventes d'eau, et, dans le cas de la gazéification, des fuites de gaz. Or ces deux inconvénients disparaissent vers 700 mètres. A cette profondeur, les schistes houillers acquièrent, sous l'effet de la pression, une plasticité qui leur permet de colmater les cassures produites par l'exploitation.

L'Institut national des industries extractives (INIE) de Belgique a étudié une variante du procédé par filtration, adapté aux couches profondes qui entourent la mer du Nord (1). La différence essentielle tient à l'injection d'air à haute pression : 30 à 50 atmosphères, au lieu de 2 ou 3. L'abaissement de la pression permet d'espacer les puits et améliore beaucoup le rendement utile — rapport de l'énergie électrique obtenue à l'énergie potentiellement présente dans le gisement. Il passe de 14 à 25 %. Des essais ont été faits dans le bassin de Campine, pour mettre au point le procédé.

On étudie en Allemagne un procédé plus ambitieux, où l'air injecté est remplacé par de l'hydrogène, ce qui fournit un gaz riche en méthane qui serait un véritable substitut du gaz naturel.

MAURICE ARVONNY.

(1) Les bassins charbonniers qui entourent la mer du Nord en Grande-Bretagne, France, Belgique et Allemagne se prolongent en s'enfonçant vers cette mer. Ainsi le bassin du Nord - Pas-de-Calais s'étend jusqu'aux environs de Calais.

SANTÉ ET VITALITÉ

au bout de vos doigts par la Méthode de l'Acupuncture Japonaise. Cette méthode, dérivée de l'acupuncture, elle permet de traiter sans aiguilles 118 affections courantes et de soulager la douleur et de « stress ». Traquons l'insécurité de l'ouvrage du prof. Naitohachi, qui a soigné plus de 100 000 personnes et formé 10 000 disciples. Cette méthode est d'application facile à la maison, sans drogue ni appareil.

Notice illustrée sur demande.

Un album 16 x 24 - 115 illustrations, dont 26 photos et 10 plans. Chez les libraires et aux éditions GUY LE PRAT, 5, rue des Grands-Augustins, Paris-6. C.C.P. 7715-38 Paris.

On remarquera que ce cube magique est rempli par une suite de saints identiques, interrompus par des décrochements réguliers. On suppose que le cube se reproduit, identiquement dans toutes les directions et :
— Saut général : un pas au Sud sur l'étage au-dessous ;
— Après chaque multiple de 9 : un pas vers le bas ;
— Après chaque multiple de 3 : un pas Sud-Est vers le bas.

PIERRE BERLOQUIN.

LES LIMITES DE LA MINIATURISATION DES COMPOSANTS

Une poignée d'atomes pour un transistor

Depuis que l'électronique existe, les composants n'ont pas cessé de diminuer de taille. Les lampes à vide de la première génération ont fait place aux lampes miniatures, puis aux transistors, aux circuits intégrés, enfin aux L.S.I. (Large Scale Integration). Dans une montre à quartz, on compte des centaines de transistors ou de diodes, et dans une calculatrice de poche des milliers d'éléments actifs.

La miniaturisation des composants ne s'est pas arrêtée au L.S.I. Les fabricants travaillent aujourd'hui sur des « super-L.S.I. » où les composants sont encore plus petits. Mais cette course devrait s'arrêter : le temps n'est pas loin où les techniciens se heurteront à des obstacles physiques fondamentaux. Il faut qu'il reste quelques milliers d'atomes dans un transistor.

De très nombreux facteurs poussent en effet, les fabricants à produire des circuits de plus en plus petits et ce faible encombrement n'est plus maintenant le moteur principal de cette évolution. L'emploi des hyperfréquences, le rendement de la fabrication, la diminution de la consommation électrique sont aujourd'hui les vraies raisons d'une recherche toujours plus poussée de la miniaturisation.

La fabrication d'un circuit intégré comporte de nombreuses phases. Mais toutes se ramènent à quelques tâches élémentaires, toujours les mêmes. Il s'agit soit de déposer un corps extérieur à un endroit bien précis d'une pastille de silicium, soit de faire pénétrer à l'intérieur du silicium à un endroit aussi bien défini une quantité déterminée d'impureté. Ces opérations sont répétées un grand nombre de fois jusqu'à obtention de l'ensemble complexe recherché.

Pour déposer à un endroit donné une connexion métallique ou pour faire pénétrer une impureté, les techniciens procèdent de la même manière. Ils placent à la surface de la pastille de semi-conducteur, en général du silicium, un masque en résine, percé de trous. Les impuretés qui doivent diffuser, les éléments qui doivent être déposés, passent à travers les trous du masque et se trouvent ainsi mis à la bonne place. Le problème technique de la miniaturisation revient donc, pour l'essentiel, à savoir mettre en place sur la pastille de silicium un masque de résine muni de trous assez petits aux endroits précis où ils sont nécessaires.

Ce masque est fabriqué sur place. On recouvre la pastille de silicium d'une résine photosensible (sensible à la lumière). On place sur cette résine un modèle percé de trous. On illumine l'ensemble. A l'endroit des trous du modèle, la résine est impressionnée. Il suffit de « révéler » cette résine par un procédé chimique pour avoir un trou à l'endroit prévu. La difficulté du processus tient à la petitesse des trous. Leurs dimensions se mesurent en microns (millièmes de millimètre). Dans un circuit L.S.I. moderne, on trouve des trous pour la diffusion d'impuretés qui n'ont que quatre microns de côté. Les métallisations atteignent des longueurs de dix microns et sont séparées les unes des autres par cinq microns.

Ces chiffres ne sont pas des records, même dans le domaine industriel. Les transistors à très haute fréquence comportent des parties encore plus miniaturisées. Leur largeur atteint un micron. Car en hyperfréquence, certains éléments doivent obligatoirement être très petits : plus les éléments sont petits, plus la fréquence d'utilisation est grande, donc les performances élevées.

De nombreuses raisons poussent ainsi les fabricants de semi-conducteurs à produire des éléments de plus petite dimension.

● augmentation de la fréquence de fonctionnement des transistors hyperfréquences et des lignes à retard ;
● augmentation de la rapidité des circuits logiques ;
● diminution de la consommation électrique ;
● augmentation du rendement de la fabrication : plus un circuit est petit, moins il a de chance d'être fabriqué à l'endroit d'un défaut de la pastille de silicium.

Mais les techniques actuelles, qui viennent d'être rappelées, ne permettent guère d'aller plus loin. Elles sont limitées par leur principe même.

La lumière est insuffisante

La lumière qui est utilisée pour impressionner la résine a, en effet, une longueur d'onde d'environ un demi-micron. Or la physique enseigne qu'il n'est pas possible de dessiner des figures dont les dimensions sont inférieures à la longueur d'onde : la diffraction étale la lumière sur une surface qui a au moins la dimension de cette longueur d'onde. Même avec les appareils les plus parfaits, il n'est donc pas question de tracer des détails plus fins que ceux que l'on obtient sur les transistors hyperfréquences actuels, c'est-à-dire de l'ordre du micron.

Pour aller plus loin, les techniciens ont inventé plusieurs solutions. Elles consistent à utiliser des rayonnements de plus courte longueur d'onde que la lumière visible.

● l'ultra-violet n'exige pas un véritable changement de technique. La lumière visible (longueur d'onde 0,4 à 0,7 micron) est simplement remplacée par de la lumière ultraviolette de longueur d'onde 0,1 ou 0,2 micron.

● les rayons X (de 1 centième à 1 dixième de micron de longueur d'onde) permettent un nouveau bond en avant. Mais leur technique d'emploi est beaucoup plus délicate.

● les électrons ont une longueur d'onde associée encore plus courte que les rayons X. Ils permettent de descendre au-dessous du dix-millième de micron. Mais leur emploi présente de grands inconvénients : la pastille doit être placée dans le vide, il faut prendre garde que des champs électriques ou magnétiques parasites ne dévient pas les électrons d'une manière intempestive.

Ces techniques modernes n'existent aujourd'hui qu'en laboratoire. Les chercheurs s'efforcent d'en maîtriser tous les aspects, de trouver par exemple des résines qui soient sensibles aux ultra-violets, aux rayons X ou aux électrons. Elles ont permis de battre des records inimaginables jusqu'à présent : barreaux de 1 demi-micron de largeur espacés de 0,2 micron avec les rayons ultraviolets, des circuits de 0,1 micron de dimension avec les rayons X, et même moins avec les faisceaux d'électrons.

Il est probable que l'on ne pourra jamais aller beaucoup plus loin. Certes, les longueurs d'onde utilisées sont plus courtes que les dimensions atteintes. Mais il intervient d'autres phénomènes que la diffraction pour imposer des limites. Par exemple, l'impact des rayons X sur la résine engendre des électrons secondaires qui impressionnent la résine et qui élargissent donc les détails.

Même si l'on y arrivait, le profit ne serait probablement pas grand. Les circuits ainsi fabriqués risqueraient de ne pas fonctionner. Au-delà de dimensions inférieures à 0,1 micron, la théorie des semi-conducteurs ne s'applique plus. Cette théorie est, en effet, de nature statistique. Elle suppose qu'il y a un grand nombre d'atomes en jeu. Il n'y en a plus assez sur une longueur inférieure à 0,1 micron, et de nouveaux phénomènes imprévus doivent survenir. Ils ne sont pas encore connus.

D'autre part, à ces dimensions, surviennent des phénomènes nouveaux. Le champ électrique local peut atteindre des valeurs supérieures à la tension de claquage du matériau. Ce champ peut faire migrer les éléments à l'intérieur du semi-conducteur (électro-diffusion). Les éléments deviennent et volent qu'ils s'influencent les uns les autres, etc.

Même au niveau strictement technique, les problèmes demeurent nombreux. Il ne suffit pas, par exemple, de savoir tracer des traits de 0,1 micron. Il faut les placer exactement où l'on veut. La position de la pastille doit donc être définie avec cette précision. La mécanique seule ne le permet pas. Le repérage de la position devra se faire d'une manière optique (par interférométrie laser). La position doit être maintenue tout le temps de l'opération avec cette précision. Il faudra par exemple utiliser des asservissements par matériaux piézo-électriques. Un système de repérage constate un petit déplacement. Il engendre un signal élec-

trique, qui, appliqué au matériau piézo-électrique, le fait se dilater. Le matériau piézo-électrique pousse donc la pastille sur une distance infime, exactement calculée et commandée.

Le repérage de la position des dessins sur la pastille est en lui-même particulièrement difficile. Les détails à graver arrivent à être si petits qu'ils ne sont plus visibles au microscope optique (ils sont plus petits que la longueur d'onde). Il n'est donc pas question pour l'instant de réaliser, même en laboratoire, des ensembles complexes qui exigent la superposition de plusieurs masques, comme on le fait couramment à une échelle plus grande.

Les dimensions du silicium n'ont même pas cette stabilité. Ce semi-conducteur est, en effet, soumis, au cours du processus de fabrication, à une succession de traitements thermiques où il se dilate puis se contracte. Ces traitements altèrent ses dimensions, qui ne sont plus exactement les mêmes après le traitement qu'avant, sa surface se gonfle. Il en résulte que la superposition, qui serait bonne à un endroit de la pastille, cesse de l'être à un autre. La pastille doit alors être traitée localement, morceau par morceau, ce qui prolonge beaucoup la durée de l'opération, donc son coût.

Si l'on peut passer en laboratoire des dizaines d'heures pour un masquage, un tel délai est exclu au stade de la fabrication. C'est ce qui interdit, pratiquement, l'emploi direct du faisceau électronique pour tracer des dessins précis sur la résine. Cette méthode est toutefois admissible pour la fabrication du modèle dont le masque n'est que le copie sur la pastille de silicium.

La miniaturisation n'est pas le seul domaine technique de recherche avancée dans le domaine des micro-circuits. Beaucoup de travaux concernent au contraire la production de circuits de plus grande dimension. Il y a, en effet, deux moyens d'augmenter le nombre d'éléments placés sur une pastille de silicium : soit diminuer la taille de ces éléments (ce qui a été envisagé ci-dessus), soit augmenter la taille de la pastille (et bien sûr combiner les deux progrès).

De nombreuses raisons poussent à envisager cette deuxième voie, qui, pour être moins spectaculaire que la première, n'en est pas moins efficace.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

En toute logique Trois coups de compas

PROBLÈME N° 79

La construction de la moyenne proportionnelle est une des plus classiques qui soient. Mais savez-vous la réaliser de la manière la plus économique ? Les deux longueurs à relier sont convenablement posées sur une droite, la longueur de leur moyenne proportionnelle peut être déterminée en trois coups de compas.

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLÈME 78

ÉTAGE SUPÉRIEUR

10	26	8
24	1	17
8	15	19

ÉTAGE MOYEN

23	3	16
7	14	21
12	25	5

ÉTAGE INFÉRIEUR

9	13	20
11	27	4
22	2	18

Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.

Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.

Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.

Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.

Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.

Bangkok : 9 jours chambre et petit déjeuner, 3100 F.

Rail : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

Jet tours AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

UN INSTITUT DE PROTECTION ET DE SURETÉ NUCLÉAIRE
EST CRÉÉ AU SEIN DU C.E.A.

UN Institut de protection et de sûreté nucléaire vient d'être créé au sein du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). L'arrêté a été publié au Journal officiel du 4 novembre. L'Institut groupe des unités et services, déjà présents au sein du C.E.A., qui sont spécialisés dans la protection des personnes, dans la sûreté des installations nucléaires et dans la protection et le contrôle des matériaux radioactifs. Il assure donc des études, recherches et travaux de protection et de sûreté nucléaire qui lui sont confiés par les départements ministériels et organismes intéressés, et contribue à la mise en œuvre des mesures arrêtées dans ce domaine.

Son action est définie par un comité des programmes, présidé par le haut commissaire à l'énergie atomique et comprenant, outre des membres nommés par le ministre de l'Industrie et de la recherche, des représentants des ministères qui participent au comité interministériel de sécurité nucléaire, le délégué général à l'énergie et le chef du service central de sûreté des installations nucléaires. Le directeur de l'Institut est nommé par l'administrateur général du C.E.A., après avis du secrétaire général du comité interministériel de la sécurité nucléaire.

[La création de cet Institut était attendue depuis longtemps. Jouant un grand rôle dans la conception, la construction, des centrales nucléaires, dans l'élaboration et le traitement du combustible, le C.E.A. ne peut méconnaître à cette activité industrielle ses missions de recherche et de contrôle. C'est une des raisons, et non la seule, de l'évolution des structures qui se poursuit depuis que M. André Girard dirige le C.E.A. Les activités industrielles sont transférées à des filiales, malgré l'opposition des syndicats qui y voient une volonté gouvernementale de démanteler le secteur public. Les autres activités sont regroupées en instituts à vocation précise, sans changement de la nature juridique de l'entreprise et du statut du personnel.]

À la création, il y a un an, d'un Institut de recherche fondamentale (« le Monde » du 18 octobre 1975) répondait donc maintenant la création de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, qui disposera lui aussi, au sein du C.E.A., d'une ligne budgétaire propre : pour 1977, la subvention budgétaire prévue s'élève à 324 millions de francs, auxquels pourront s'ajouter des ressources propres provenant des missions précises qui seront confiées au nouvel Institut. Il sera très vraisemblablement dirigé par M. Jean Bourgeois, qui préside actuellement le groupe permanent d'experts chargé d'examiner la sûreté des réacteurs nucléaires.]

L'Union soviétique a procédé
à une explosion nucléaire
pour créer un réservoir d'eau

Moscou (A.F.P.). — Un réservoir d'eau de 20 millions de mètres cubes a été créé en U.R.S.S. à l'aide d'une explosion nucléaire de faible puissance, a annoncé récemment la Pravda, citée par l'agence Tass. « L'explosion, précise l'organe du comité central du P.C. soviétique, a soulevé une masse de 8 millions de mètres cubes de terre, créant un cratère de 100 mètres de profondeur et de 150 mètres de diamètre. » « Quelques jours après l'explosion, ajoute le quotidien, les spécialistes soviétiques ont constaté que l'eau contenue dans le réservoir était propre à l'irrigation. » « Rapidement, ajoute le quotidien, les ingénieurs dans le lac artificiel ont été autorisés. On a pu constater en même temps la présence dans la région de champs sauvages. » Enfin, la Pravda rappelle que

l'U.R.S.S. et les États-Unis ont signé, en mai 1976, un accord sur l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques. « On peut dire, aujourd'hui, conclut le quotidien, que la solution pacifique de l'explosion nucléaire est confirmée. »

[Les États-Unis ont pratiquement renoncé à l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques; l'Union soviétique, au contraire, poursuit activement son programme dans ce domaine, essentiellement pour des travaux de génie civil. Le traité signé le 28 mai dernier par MM. Brejnev et Ford limite la puissance des engins susceptibles d'être utilisés à 150 kilotonnes (ou 150 kilotonnes dans le cas d'un « chapelet » de charges, dont aucune ne doit dépasser les 150 kilotonnes). D'après des renseignements fournis par les Soviétiques, une charge de 150 kilotonnes pourrait creuser un cratère de 180 mètres de diamètre et de 100 mètres de profondeur (« le Monde » du 18 octobre 1972).]

(PUBLCITE)

POUR CONNAÎTRE VRAIMENT L'U.R.S.S.
et suivre son évolution économique, sociale et culturelle

Abonnez-vous à :

ÉTUDES SOVIÉTIQUES
Illustrée
revue mensuelle illustrée, d'information générale
conçue par des Soviétiques.

Au sommaire du n° 344 - Novembre

● Le 50^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE.

● Le C.A.E.M. : « Soyuz-22 » - Nouvelle étape de la coopération Les industriels français à Moscou - Le Pont d'aluminium Sibérie-France - Visite de la Lettonie - La médecine à l'usine - L'autorité des syndicats - L'eau en l'an 2000 - Les fonds sociaux de consommation à Moscou : comment vivent les étudiants - Les marchés kolchoziens - L'environnement : une réserve en Extrême-Nord Une ville sportive dans les montagnes, etc.

Abonnements :
France : 1 an, 30 F ; 2 ans, 50 F - Étranger : 1 an, 30 F ; 2 ans, 55 F.
Règlements à l'ordre du C.D.L.P. - C.C.P. PARIS 46299.

CADREAU à tout nouvel abonné sur envoi de cette annonce à « Études Soviétiques », 8, rue de Prony, 75017 PARIS.

Une histoire de l'U.R.S.S., illustrée et reliée - Pour 2 ans.

Le texte de la Constitution avec schéma de la structure de l'État - pour 1 an.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - Le numéro 250 F
Spécimen gratuit sur demande.

dans les nouvelles littéraires

une enquête exclusive :

Qui sont les nouveaux écrivains français ?

en vente exceptionnellement à partir de mercredi.

BIBLIOGRAPHIE

Mathématiques
et philosophie

QUAND un philosophe et trois mathématiciens s'associent pour écrire un livre, comment qualifier le résultat ? Philosophie et Calcul de l'infini n'est ni un livre de mathématiques ni un livre de philosophie. Peut-être un livre d'histoire, celle d'une « longue liaison entre travaux mathématiques et travaux philosophiques ». En tout cas, une réussite.

L'entreprise n'était pourtant pas facile : le thème choisi par les auteurs est aride. La notion d'infini s'est lentement dégagée de celle d'indéfini et chez les auteurs grecs, la distinction n'est pas toujours évidente. Même quand cette distinction fut faite, l'utilisation en mathématiques de l'infini fit encore longtemps problème. Le livre ne traite d'ailleurs qu'en partie ce sujet, il s'attache à l'histoire du calcul infinitésimal, et se termine à l'époque où les travaux de Bolzano et Cauchy, en définissant clairement la notion de limite, ont affirmé le calcul. Mais les mathématiciens n'en avaient pas encore fini avec l'infini — le même ou un autre, — et il y aurait un autre livre à écrire sur les difficultés conceptuelles liées à l'utilisation d'ensembles infinis.

L'ouvrage est en quatre parties. La première, « La philosophie dans tous ses états », de Flaton à Hegel, retrace l'évolution de la philosophie de l'infini et éclaire son rôle ; elle montre comment la philosophie grecque a d'abord dénié la notion d'infini et donné un sens positif, mais dépassant les possibilités des mathématiques du temps, à ce qui était encore que la négation du fini. Plus tard, au dix-huitième siècle, la philosophie a « aidé les mathématiques à se passer d'un concept d'infini incontrôlable » : les mathématiciens ont pu renvoyer à la philosophie le traitement de l'infini, devenu pour un temps et légitimement extérieur à leurs propres recherches. Chez Euler et Lagrange, en effet, dans les dernières années du dix-huitième siècle, se développe une « idéologie de la rigueur » qui les conduit à se désintéresser d'une métaphysique de l'infini dont ils n'ont plus besoin : les constructions mathématiques sont devenues suffisamment solides — ou ressenties comme telles — pour que l'infini ne fasse plus problème et qu'il ne soit même plus nécessaire de l'évacuer vers une philosophie imprécise ; il n'était, au fond, qu'une « illusion idéologique ».

Un goût d'inachevé

C'est ce que percevait Hegel : et c'est l'infini à « abandonner l'infinisme philosophique » et à s'enfermer dans une direction nouvelle, et peu claire. Le commentateur jusqu'à la limpidité de Pierre Raymond devient ici quelque peu obscur, mais cela reflète la pensée de Hegel, qui cherche vainement à réserver au philosophe la formation d'un concept d'infini qu'il refuse au mathématicien. Tentative vouée à l'échec : philosophie et mathématiques vont inévitablement diverger, ces dernières échappant définitivement à un contrôle de la philosophie que Hegel ne peut maintenir.

Les trois autres parties du livre, commentaires des travaux d'Euler et de Lagrange, tranchent par leur aspect un peu sommaire sur l'étude très fouillée qui les précède. Ce qui ne les empêche pas d'aller parfois plus loin. Elles sont écrites par des mathématiciens, qui recourent avec naturel à un symbolisme mathématique simple, mais utilisent de façon quelque peu naïve le vocabulaire philosophique. Cela masque un peu la profondeur de ces études qui, en décortiquant soigneusement les écrits d'Euler et de Lagrange, mettent finalement bien en évidence comment raisonnent ces deux mathématiciens, et comment leur sens du progrès mathématique leur permet d'avancer malgré les insuffisances de leur conception de l'infini, quitte à tomber parfois dans des chausse-trappes.

La lecture de ce livre laisse pourtant une impression de décalage : philosophie et calcul de l'infini sont peut-être beaucoup plus loin l'un de l'autre que ne l'imaginaient les auteurs, et certaines liaisons paraissent artificielles. Mais Christian Houzel, Jean-Louis Ovarit, Pierre Raymond et Jean-Jacques Sansuc s'engagent en terrain à peu près vierge, et leur livre très neuf, en ne saurait reprocher un léger goût d'inachevé.

M. A.

* Philosophie et Calcul de l'infini, par Christian Houzel, Jean-Louis Ovarit, Pierre Raymond et Jean-Jacques Sansuc, éd. Maspéro (coll. Algorithmes), 254 p., 40 F.

LES COLORANTS RÉACTIFS

Des molécules qui s'accrochent aux fibres

Dans la vie des hommes, les colorants ont joué de tout temps un rôle de premier plan.

Depuis le milieu du siècle dernier jusqu'à nos jours, les chimistes ont non seulement expliqué le secret des couleurs naturelles, mais ont mis au point d'innombrables gammes de matières colorantes synthétiques correspondant à plusieurs milliers d'espèces chimiques définies. Leurs utilisations s'étendent pratiquement à tout ce qui nous entoure (industrie textile, coloration du papier, du cuir, des matières plastiques, des vernis, des peintures, des encres, des cosmétiques, des teintures, des cheveux, des produits alimentaires et

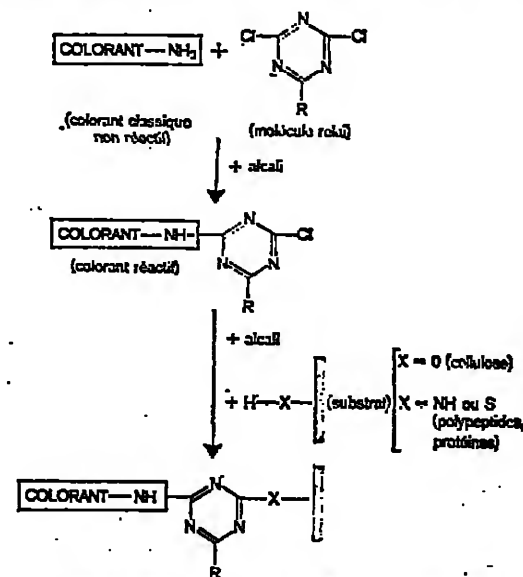
pharmaceutiques, la photographie, la biologie, le laser, etc.).

Les colorants réactifs, qui constituent la famille la plus étudiée de ces vingt dernières années, ne représentent pas simplement un groupe nouveau s'ajoutant aux séries anciennes, mais une classe tout à fait à part grâce à l'originalité de leur mode de fixation sur les supports auxquels ils sont appliqués. Fabriqués à l'échelle industrielle, ils sont destinés principalement à l'industrie textile des fibres celluloseuses, de la laine, de la soie et des polymères. Des exemples de leurs applications biologiques récentes dans l'étude de certaines protéines mettent l'accent sur leur intérêt d'ordre fondamental.

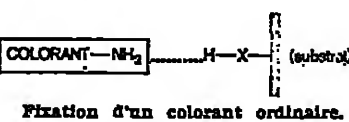
par
MIR HEDAYATULLAH (*)

La synthèse proprement dite d'un colorant réactif consiste à introduire dans la molécule d'un colorant classique (non réactif) un groupement réactif suffisamment stable vis-à-vis de l'eau et capable de réagir dans des conditions douces, préférentiellement avec le substrat plutôt qu'avec l'eau. On estime à environ trois cents le nombre actuellement connu de groupements chimiques susceptibles de réagir avec la cellulose, les fibres polypeptidiques (laine, soie naturelle), les polymères et certaines protéines. Mais, pour être intéressants, les colorants réactifs doivent posséder une stabilité suffisante dans l'eau et conduire à une liaison colorant-substrat très solide, ce qui réduit notablement le nombre des possibilités. Les groupements réactifs réellement intéressants appartiennent schématiquement aux trois catégories suivantes :

- Systèmes aliphatiques comprenant des halogénures d'alkyle et des esters sulfuriques ;
- Systèmes aromatiques tels que les halogénonitrobenzènes et les sulfonates ;
- Systèmes hétérocycliques dérivés du chlorure de cyanuryle, des



La suite de réactions conduisant à un colorant réactif.



Fixation d'un colorant ordinaire.

De l'idée de base
à la réalisation pratique

Le principe de base des colorants réactifs est relativement simple. Au lieu de faire intervenir l'adsorption physique ou la rétention mécanique, on part d'un colorant classique auquel on accroche un groupement chimiquement réactif, lequel réagit avec la fibre de telle sorte que la molécule de colorant devienne partie intégrante de celle-ci. Autrement dit, une molécule de colorant ayant réagi avec la cellulose, par exemple, fait partie de la chaîne. Il s'agit donc d'un principe de fixation idéal car, si un substrat peut être débarrassé aisément d'un colorant non réactif par des méthodes simples d'extraction au solvant, les colorants réactifs, en revanche, résistent à ce genre de traitement et ne peuvent être extraits des molécules auxquelles ils sont liés que par coupure chimique relativement brutale.

Si ce principe de base est simple, on peut se demander pourquoi un siècle s'est écoulé entre la naissance de l'industrie des matières colorantes synthétiques et l'apparition sur le marché des premiers colorants réactifs présentant un intérêt pratique réel.

La raison essentielle de cette apparition tardive (1955) est que l'on considérait la cellulose et les fibres polypeptidiques comme relativement inertes et que, par suite, on n'imaginait pas qu'il soit possible au cours d'une opération rapide de teinture en milieu aqueux de réaliser une réaction chimique sélective conduisant à un dérivé coloré de ces fibres. Un colorant possédant un groupement très réactif semblait devoir réagir avec l'eau des bains de teinture avant toute réaction avec les groupes hydroxyles de la cellulose ou les groupes amino ou thioles non aqueux ne paraissant pas possible pour des raisons d'ordre économique.

trichloro- et tétrachloropyrimidines, de la trifluorochloropyrimidine, de la dichloroquinoline, du chlorobenzotriazole, etc.

Quant au squelette chromogène du colorant classique, il peut théoriquement appartenir à n'importe quelle classe chimique, mais, en pratique, il appartient essentiellement aux séries azoïque (métales ou non), anthraquinone et phthalocyanine. Ces différentes classes de colorants ont été commercialisées sous des noms variés, dont les principaux sont : Procion, Procion (ICI) ; Cibacron, Lanaset (CIBA) ; Remazol (Hoechst) ; Levafix, Verofix (Bayer) ; Reaction, Reactofil (Geigy) ; Drimaren, Drimalan (Sandoz) ; Primazin (BASF) ; Solidazol (Cassella) ; Réstax (Francolor : P.C.U.K.).

Un exemple de colorants réactifs importants fabriqués à l'échelle industrielle est celui des « Cibacron » et « Procion », dont la synthèse est réalisée à partir de colorants classiques renfermant un groupe amine primaire libre, que l'on fait réagir, à basse température (10 °C), sur une « molécule relais » en l'occurrence le chlorure de cyanuryle ou un de ses dérivés monosubstitués. Cette réaction conduit à des colorants renfermant un ou deux atomes de chlore du groupe cyanuryle qui sont capables de réagir avec la cellulose, la laine, la soie et certaines protéines en formant des combinaisons chimiques particulièrement stables.

Une deuxième famille importante de colorants réactifs se compose des colorants « Remazol » comprenant le groupe bêta-sulfatoéthylsulfone (colorant SO₂ - CH₂ - CH₂ - O - SO₂). En présence d'un alcali, on forme un

composé vinylsulfonique (colorant SO₂ - CH₂ - CH₂ - O - cellulose), qui s'additionne facilement, sur la cellulose par exemple, pour donner un éther sulfone stable (colorant SO₂ - CH₂ - CH₂ - O - cellulose).

La fixation des colorants réactifs sur un substrat dépend, bien entendu, de nombreux facteurs, parmi lesquels on peut citer la température, l'acidité, la quantité d'électrolyte (NaCl) contenu dans le bain et l'affinité du colorant pour le substrat. À propos de ce dernier facteur, il faut signaler que, si l'on exige une grande affinité des colorants classiques pour le substrat, paradoxalement on choisit des colorants de faible affinité comme base de colorants réactifs. Il y a pour cela plusieurs raisons, dont la plus importante est la facilité avec laquelle on peut éliminer la fraction de colorant hydrolysé ou hydraté non combinée.

Les colorants classiques ont trouvé des applications biologiques fort intéressantes, notamment en histochimie, en cytochimie et en chimiothérapie. Il en est de même de certains colorants réactifs qui, récemment, ont été appliqués avec succès à des études d'intérêt fondamental.

L'emploi de colorants réactifs dichlorotriaziniques comme le « Bleu Procion Brilliant MR » dans la séparation des protéines par électrophorèse

rése sur acétate de cellulose a permis d'améliorer très nettement la reproductibilité et la précision des essais par rapport aux méthodes utilisant des colorants non réactifs tels que le Noir Amidé (Amido Black 10 B) et le Rouge Ponceau.

L'emploi du chlorure de danyle, du dinitro-2,4 fluorobenzène et de l'acide trinitro-2,4,6 benzène sulfonique a été très précieux dans la détermination des groupements terminaux des protéines. Récemment, dans des études analogues, on a montré que l'emploi de colorants réactifs comme les dichlorotriazinylaminofluorocéolines conduit à des résultats encore plus intéressants, grâce aux conditions plus douces et à la souplesse de leur mise en œuvre.

Enfin, dans l'importante technique d'analyse immunologique des anticorps fluorescents, l'emploi d'un colorant réactif renfermant le squelette de base de la fluorescéine, l'isothiocyanate de « tétraméthylrhodamine B », a permis de résoudre d'intéressants problèmes liés à l'étude des complexes antigènes-anticorps.

On peut donc dire que l'invention des colorants réactifs a été inconcevablement une belle réalisation de la chimie organique moderne. Leur grand succès industriel et leurs ramifications de plus en plus variées dans la recherche fondamentale en sont les meilleurs témoins.

Les recherches qui se poursuivent activement dans ce domaine doivent permettre, dans les années à venir, la mise au point de colorants réglant à la température ambiante (économie d'énergie) avec des taux de fixation voisins de 100 % (donc sans déchets qui polluent).

(*) Maître de recherches au C.N.R.S.

سورة الفاتحة

ACTUALITÉ MÉDICALE

APRÈS L'INCULPATION DE TROIS MÉDECINS POUR HOMICIDE INVOLONTAIRE

Anesthésie locale et surveillance du réveil

L'inculpation du professeur Lortat-Jacob, président du conseil national de l'Ordre des médecins ; du professeur Jean Labayle, oto-rhino-laryngologiste, et du professeur Solange Clot, médecin-anesthésiste, à la suite du décès de Alain Farjat, survenu en 1973, après l'ablation des amygdales (le Monde daté 7-8 novembre), suscite de multiples prises de position.

Le professeur Labayle, qui avait pratiqué l'opération et avait quitté la clinique Péronnet (92 Neuilly-sur-Seine) lors de l'arrêt cardiaque du jeune homme, rappelle que ce dernier n'avait subi qu'une anesthésie locale « sous prémédication », et considère qu'en l'absence d'autopsie, tout porte à penser qu'il peut être décédé à la suite de l'aggravation subite d'une affection pré-existante.

Bien que l'anesthésie pratiquée ait été « locale », un médecin-anesthésiste, le docteur Clot, responsable de la prémédication et du réveil, se trouve elle aussi inculpée.

Enfin, le professeur Lortat-Jacob — inculpé parce qu'il porte le titre de « directeur médical » de la clinique en question, — évoque le fait que ce titre n'implique nullement, de sa part, une participation quelconque à la gestion de la clinique.

Un communiqué de la Fédération syndicale des établissements hospitaliers privés rappelle d'ailleurs que cette notion de « directeur médical » n'existe que pour les maternités.

Il serait plus exact de préciser qu'elle n'existe pour toutes les cliniques — chirurgicales ou autres — du département de la Seine, et ce depuis vingt ans. Elle est toujours valable pour Paris, mais ne l'est plus à Neuilly (où se trouve la clinique Péronnet) depuis le découpage de la région parisienne.

On peut dès lors se demander si l'inculpation du

président de l'Ordre ne repose pas sur une confusion juridique.

Si des reproches devaient être adressés à la clinique Péronnet (c'est-à-dire à son personnel régulier et salarié ou à son équipement), c'est en effet le directeur administratif de cette clinique qui devrait en répondre.

Depuis la circulaire du 30 avril 1974 conçue par M. Poniatowski, alors ministre de la santé, et « relative à la sécurité des malades anesthésiés », des exigences particulières concernent la surveillance de ces malades.

Le procès intenté au docteur Paul Tessier, dont une malade, opérée elle aussi sous anesthésie locale, est décédée à Nantes le 14 octobre 1973, et dont le jugement doit être rendu le 10 novembre, montre bien que ces normes de sécurité sont loin d'être appliquées partout. Le docteur Tessier s'en prend en effet aux insuffisances de la clinique où il opérait.

Enfin, l'organisation même de l'anesthésiologie laisse sérieusement à désirer tant dans les hôpitaux publics que dans les cliniques privées. Le ministère de la santé se préoccupe de cette situation.

Mais il est frappant de constater que les deux « affaires » qui viennent d'attirer l'attention de l'opinion publique concernent des accidents mortels survenus après anesthésie locale et prémédication. L'extension de ces procédés (qui permettent de se passer au besoin des services des anesthésistes) semble devoir appeler une action vigoureuse d'information tant auprès des chirurgiens que dans le cadre des études médicales. Ils ne sont, en effet, pas dépourvus de risques, et l'attention portée, lors du réveil, à des malades anesthésiés par les drogues devrait, certes, être aussi vigilante que pour une anesthésie générale.

D. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LE PROFESSEUR LORTAT-JACOB :

Aucun reproche ne peut être fait aux dirigeants de la clinique

Inculpé en tant que « directeur médical » de la clinique Péronnet, le professeur Lortat-Jacob précise pour sa part :

— Que la fonction administrative de directeur médical de la

clinique dont il s'agit — fonction qu'il a acceptée il y a une vingtaine d'années — ne lui donne aucune autorité ou droit de surveillance sur les chirurgiens, qui, plus ou moins fréquemment, ont l'habitude d'opérer leurs malades, dans une totale indépendance professionnelle.

— Qu'elle lui impose simplement de veiller à ce que la clinique auprès de laquelle il remplit cette mission dispose des équipements et installations nécessaires, aucun reproche, à son sens, ne paraissant pouvoir être fait à cet égard aux dirigeants de cette maison de santé ;

— Que, d'autre part, il n'est en aucune façon intéressé à la marche financière de l'établissement, dont il ne détient aucune participation et dont il ne perçoit aucune rémunération.

■ Qu'il est nécessaire de rappeler qu'une inculpation ne constitue qu'une interprétation officielle de faits qui pourraient éventuellement être reprochés à une personne déterminée, laquelle est ainsi à même de s'en expliquer, connaissance prise du dossier de l'instruction.

■ Et qu'il déplore, dès lors, que la large diffusion de cet épisode d'une instruction judiciaire, dont il fait rappeler qu'elle est couverte par le secret — puisse laisser à penser dans l'opinion publique que sa responsabilité professionnelle ou morale est mise à présent en cause — alors qu'il appartient à la justice de l'appeler sans que, dans l'état actuel de cette instruction, il soit possible à quiconque de la considérer comme établie.

LA FÉDÉRATION DE L'HOSPITALISATION : PRIVÉE : une confusion sur le terme « directeur médical ».

Le docteur Lescour, président de la Fédération inter-syndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), rappelle, dans un communiqué, que les cliniques et autres établissements privés « sont directement responsables, selon le droit commun, vis-à-vis de leurs malades. Leur responsabilité n'est aucunement diluée. A l'inverse, à l'hôpital, la responsabilité de l'administration est toujours engagée en première ligne (...).

Le communiqué précise également la position de la F.I.E.H.P. en ce qui concerne le terme « directeur médical » et affirme, à ce sujet, qu'une telle notion ne s'applique qu'aux maternités et qu'elle n'existe pas dans les cliniques chirurgicales.

C'est vraisemblablement sur cette confusion que repose l'inculpation du professeur Lortat-Jacob. Cela ne veut pas dire pour autant que personne ne soit responsable. Au contraire, c'est de plain foot, sur chaque cas, que s'exerce la responsabilité, et non pas sur l'un d'eux à la place de tous les autres. »

BIBLIOGRAPHIE

« MÉDECIN DU BATEAU IVRE »

« L'homme est le remède de l'homme. » C'est sur ce proverbe africain que le docteur Jean Tessier, le livre émuant qu'il consacre au « continent noir », à « l'île des ténèbres dans la cité », qu'est l'alcoolisme.

Le « Communiqué fraternel » qu'a su créer l'auteur, qui vit quotidiennement avec les alcooliques, lui donne une compétence et une expérience tout à fait exceptionnelles.

L'alcoolisme, souligne-t-il tout au long de son livre, est un « pont » entre la médecine, organique et la psychiatrie.

Les connaissances sur ce comportement ne sont encore que fragmentaires et l'approche de ces maladies n'est possible que si les cloisons tombent entre médecins du travail, de ville, services hospitaliers, services sociaux, psychiatres, psychologues et spécialistes de diverses disciplines.

Mais, conduire « la société à reconnaître ses enfants naturels victimes de ses drogues et de ses artifices », et à amener les malades à considérer qu'ils sont des hommes comme les autres et à réfléchir sur leur destin », constitue déjà un départ nécessaire vers une prévention ou un traitement dont dépend l'avenir de deux à trois millions de Français.

Le service de désintoxication qu'aime depuis vingt ans, dans un grand hôpital de la région parisienne, le docteur Blass, son « grand cirque » mensuel où débattent les motivations des uns et des autres, revient dans ces pages complètes et chaleureuses, l'intérêt humain est au moins aussi grand que l'information médicale. — Dr E.-L.

★ Médecin du bateau ivre, par le docteur Raymond-Michel Blass. Grasset, 218 pages, 42 F.

■ L'Amour en plus, par Laure Charpentier. Stock éditeur, collection « Elles-mêmes », 214 p., 35 F.

Témoignage d'une jeune femme, ancienne étudiante en médecine, qui, à moins de trente ans, avait subi dans l'alcoolisme. Elle raconte sa lutte contre l'alcoolisme — et contre elle-même — et sa « remontée » vers une vie normale. — Docteur E.-L.

Les intoxications par les moules

Une centaine de personnes ont été hospitalisées la semaine passée dans divers pays d'Europe — dont la France — après avoir absorbé des moules d'origine espagnole qui se sont révélées toxiques (« le Monde » du 2 novembre).

L'épidémie soulevée par cette affaire conduit à une méfiance généralisée du public envers toutes les moules, quelle que soit leur origine, méfiance non justifiée.

Les docteurs R. Garnier, F. Conso, G. Riboulet et M. L. Ethymiou (tous attachés au service du professeur Gaultier, centre anti-poisons, hôpital Fernand-Widal de Paris) expliquent ici le mécanisme de ces curieuses intoxications, qui frappent le système nerveux, et montrent que la prévention de telles épidémies est sans doute possible.

Un certain nombre d'épidémies semblables, indiquant les quatre médecins, ont déjà été observées dans la région de San-Francisco (1927), au Japon, au Portugal (1936), dans le Northumberland en Angleterre (1938), en Afrique du Sud, dans la région de Rabat au Maroc (1975). D'autres coquillages que les moules peuvent être en cause : coques, palourdes, clovisses, coquilles Saint-Jacques.

Les symptômes apparaissent de trente minutes à quelques heures après l'ingestion (jusqu'à trente-six heures). Les signes sont avant tout neurologiques :

— Les manifestations sensibles sont les plus précoces et les plus constantes : fourmillements, picotements, brûlures, sensation de froid, douleurs autour de la bouche, ou au niveau des doigts, des mains ou des pieds ;

— Une sensation de malaise, une fatigue intense, sont habituelles ;

— Des vertiges, une mauvaise coordination, un déficit moteur touchant surtout les membres inférieurs, sont très fréquents ;

— Les troubles respiratoires font toute la gravité de l'intoxication et sont responsables des évènements mortels. Ils sont restés discrets dans l'épidémie actuelle.

Ces signes neurologiques peuvent s'accompagner de troubles digestifs modérés : nausées et vomissements abdominaux leur sont très fréquemment associées.

L'évolution est, en règle générale, favorable. Les signes régressent spontanément en quelques heures ou en quelques jours. Le traitement est essentiellement symptomatique et ne nécessite le recours aux méthodes de réanimation qu'en cas d'atteinte respiratoire.

La « marée rouge »

Les troubles observés sont dus à une toxine neurotrope : la mytilotoxine (Paralyse Shellfish Poison), sécrétée par certains protozoaires dinoflagellés, constituant habituels du plancton. Dans certaines circonstances, ces micro-organismes prolifèrent extrêmement rapidement, donnant à la mer une coloration rougeâtre (red tide). Les moules filtrent une énorme quantité d'eau et de ce fait recueillent un grand nombre de dinoflagellés, sans en être incommodés, car elles sont insensibles à la toxine.

Il n'existe aucun moyen de reconnaître les coquillages conta-

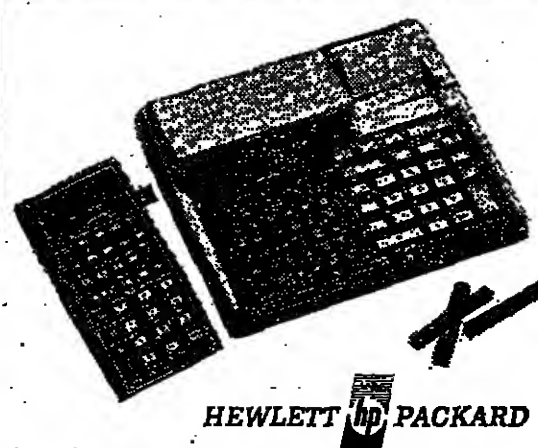
minés, en dehors du dosage délicat de la mytilotoxine. Lorsque les moules ont été cueillies, l'eau de cuisson est toujours très riche en toxine ; d'autre part, il y a une relation directe entre la gravité des symptômes observés et la quantité de toxine ingérée : cela explique sans doute la diversité des tableaux cliniques chez les convives d'un même repas.

Au début du mois d'octobre 1976, une « marée rouge » a été observée au large des côtes atlantiques de l'Espagne. Les enquêtes menées par les centres anti-poisons pour chacun des cas d'intoxication ont permis d'incriminer chaque fois des moules d'Espagne, provenant de la région de Vigo, et d'en déterminer les circuits de distribution.

Grâce à l'intervention immédiate et concertée des centres anti-poisons — qui ont ainsi rempli leur fonction de toxicovigilance, — l'épidémie toxique alimentaire a pu être jugulée en moins de trois jours par blocage des ventes par les services officiels alertés.

Reste le problème de la prévention d'une nouvelle épidémie éventuelle par recherche systématique, dans les coquillages, de la toxine neurotrope.

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !



Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimante, le HP-97.

Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

unidess
tables à dessiner **unic**
164 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly.
Tél. 747 46 00.
108 boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.
Tél. 805 63-80.

LE PROFESSEUR LABAYLE : une accusation relevant de la malveillance.

« La présentation des faits nous a déclaré le professeur Labayle est tendancieuse et tronquée, apparaissant « fait de nature à tromper l'opinion publique. Il est inexact, en ce sens, que l'acte de surveillance médicale, lors du réveil du malade opéré, une intervention n'a pu être pratiquée immédiatement et que, finalement, la coquille de cette malveillance a été le décès du malade. Cette version appelle le démenti suivant : premièrement, le malade, qui n'avait pas subi d'anesthésie générale, est surveillé après l'opération jusqu'à sa reprise complète de conscience ; il a été l'objet d'une réanimation et tout a été fait pour tenter de le sauver ; deuxièmement, contrairement à la règle médico-légale, aucune autopsie n'a été demandée ni pratiquée, et cette lacune fondamentale a permis la fuite de la malveillance et le refus de déterminer la cause du décès. Faute de connaître les résultats qu'on nous a fournis l'autopsie, les accusations portées sont dénuées de fondement et relèvent de la simple malveillance. »

AU COLLOQUE DE MARSEILLE

Vers une organisation régionale de la prévention médicale

Durant deux jours s'est tenu à Marseille — à l'initiative du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur — un colloque organisé par l'Union régionale de la mutualité sur le thème de « la prévention ».

Pour la première fois à cette échelle, médecins, sociologues, psychologues, économistes, ont pu échanger leurs expériences et réfléchir sur les objectifs prioritaires en matière de prévention de la maladie et des actions spécifiques qui peuvent être menées à l'échelon d'une région.

Les participants se sont — en préambule et avant d'entreprendre un travail en commissions — efforcés d'éclaircir la définition du mot prévention, en matière de santé, trop souvent réduit au synonyme de « vaccination » ou de « médecine du travail ». Le professeur Tarnaud, dont l'œuvre est dans son sens la plus vaste, a été en bonne santé et l'un des éléments fondamentaux de l'épanouissement humain. Il s'agit de remettre en cause une médecine tournée davantage vers la maladie que vers le maintien préventif de la santé.

Une prévention bien comprise devrait — ce fut l'un des axes de conclusion de ces journées — non seulement éviter l'apparition, le développement et la reproduction des maladies, mais limiter l'accroissement social — de son coût social. Donc, maîtriser des objectifs à la fois sanitaires et économiques. La prévention, précise le docteur Poulhac, directeur du centre de médecine de Nancy-Vandœuvre, centre pilote —

pour l'instant unique — n'est pas une discipline nouvelle et séparée, mais une médecine « qui prend en charge la santé elle-même d'une manière de rendre la médecine plus efficace ».

An terme des travaux des quatre commissions ayant pris pour sujet de réflexion la prévention et le milieu professionnel, le milieu social et familial, la pratique médicale et la place de la prévention dans le système global de santé, il apparaît que la prévention suppose la réalisation de conditions matérielles favorables à son extension et à son efficacité. Notamment : la mise en œuvre d'un système d'information permettant de connaître les caractéristiques socio-économiques de la région et de ses besoins sanitaires. L'ouverture vers d'autres disciplines, les sciences humaines, entre autres, dans la mesure où nombre de facteurs de risques sortent du domaine médical et relèvent de l'environnement socio-économique, enfin, l'instauration de nouveaux rapports entre l'individu et le système sanitaire. Ces trois impératifs sont apparus comme les axes de la prévention régionale d'informations sociales, dont la vocation sera d'assurer l'amélioration du fonctionnement des structures existantes, en faisant circuler l'information, et d'être un outil pouvant servir de base à la mise en place d'équipements nouveaux destinés à agir d'une manière efficace dans l'amélioration de la prévention.

JEAN CONTRUCCI.

Logabax: l'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant — quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax: 32 pages de faits concrets, de cas observés, en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon d'information à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Persire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

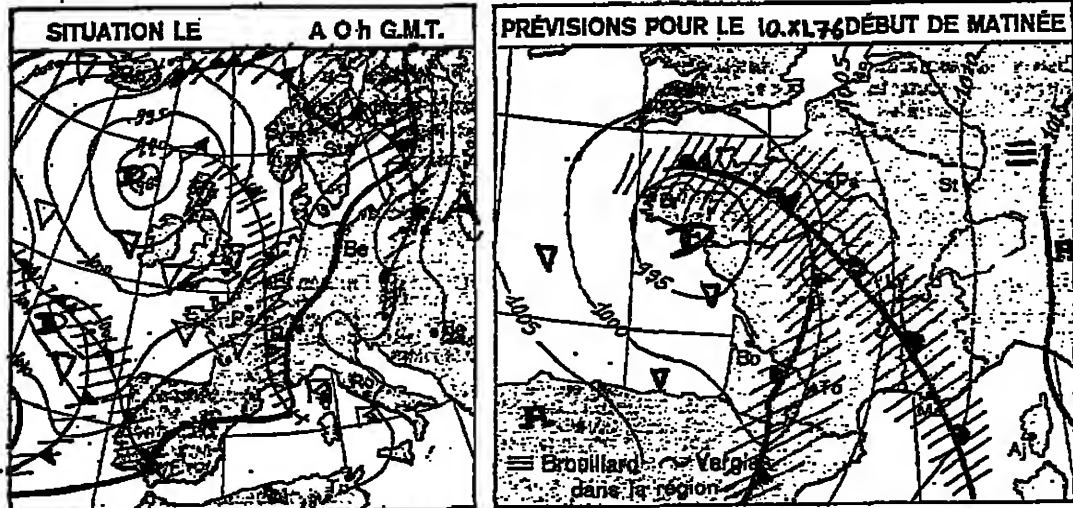
Logabax informatique

Logabax

informatique

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 9 novembre à 0 heure et le mercredi 10 novembre à 24 heures :

Un courant perturbé persiste de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale, autour de la zone dépressionnaire quasi stationnaire du nord-ouest de l'Europe. Dans ce courant, la perturbation du nord-

ouest de la péninsule ibérique pénétrera à travers la France en y apportant de nouvelles pluies, parfois abondantes, et un renforcement sensible des vents.

Après le passage de cette perturbation, un temps un peu plus variable, mais encore assez nuageux, s'installe de la Bretagne aux Pyrénées avec des averses.

Les services ouverts et fermés le 11 novembre

• **PRESSE.** — Les quotidiens paraîtront normalement le jeudi 11 novembre.

• **BANQUES.** — Fermées le 11 novembre.

• **P.T.T.** — Les bureaux de poste seront fermés le jeudi 11 novembre. Seront ouverts toutefois ceux qui le sont habituellement le dimanche.

• **GRANDS MAGASINS.** — Les grands magasins parisiens seront tous fermés le jeudi 11 novembre.

• **R.A.T.P.** — Service réduit des dimanches et jours fériés.

• **S.N.C.F.** — La S.N.C.F. mettra en service 376 trains express et rapides, dont 63 supplémentaires au départ de Paris, le mercredi 10 et jeudi 11 novembre.

• **ALLOCATIONS FAMILIALES.** — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communique que ses guichets et services d'accueil situés 10-12 et 18, rue Viala (Paris-19^e), 9, rue de Liège (Paris-8^e), 66-68, rue du Desport (Paris-14^e), 78, avenue du Général-de-Gaulle (Maisons-Alfort), pour ouest centre Paris-Pleyel (Saint-Denis).

• **SECURITE SOCIALE.** — Les guichets seront fermés du mercredi 10, à 14 heures, au vendredi 12 au matin.

• **MUSEES.** — Les musées nationaux suivants seront ouverts le

jeudi 11 novembre : musée de Cluny et des Thermes, Musée national des arts et traditions populaires, musée Gustave-Morvan, Musée des arts africains et océaniques, musée Eugène-Delaune, Musée des monuments français, Musée national du château de Fontainebleau, musée de Saint-François, musée de la Ville de Paris, musée de la Ville de Paris, musée de la Ville de Paris.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

Le musée de la Ville de Paris sera ouvert le 11 novembre.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

L'ARIÈGE EN COLÈRE

Au fond, cette « guerre des Damoiseaux », en Ariège, personne ne sait au juste ce que c'était. Quand on leur en parle, les vieux — les jeunes, il n'y en a plus — hochent la tête de cet air distrait qu'on prend à l'évocation de vieilles histoires de famille entrecoupées par une orsille, sordide de l'autre. Ça se pourrait bien en effet... C'est qu'à l'époque... Et on les voit partir à la recherche du temps, non pas perdu, égaré là, pas loin à portée de la main dans le fouillis inexploré des promesses non tenues et des vexations supérieures.

Aujourd'hui, c'est hier. Et c'est peut-être ce qu'il y avait de plus frappant dans cet essai de « télé-spectacle », dans une « télé-drame », celui-ci, dire organisé, non, proposé par Gérard Guillaume et Jeanne Labruna, à ceux, à celles, de Buzens et des hautes vallées alentours : 1830-1870, une

constante : la montagne, les forêts, c'est à tout le monde. Ces paysans, ces montagnards en chemises, barbouillées de suie, qui ont joué à la nuit tombée pendant quarante ans aux gendarmes et aux voleurs avec les charbonniers et leurs gardes forestiers, on a vraiment l'impression que pour un oui, pour un non, on peut les voir resurgir à tout moment du côté de Selx, de Sentin, de Foix ou de Saint-Gaudens.

C'est qu'on n'est pas content, pas content d'utout, des ukases pris en haut lieu, à Paris : les aspiens, venus remplacer un à un les héros séculaires (comme si les chèvres se nourrissaient d'argiles), la création d'un parc national (« Avant de protéger les ours et les tigres, dit un berger, on pourrait songer aux vaches, aux cochons et aux fermiers, espèce en voie de disparition »). On pourrait surtout donner le pouvoir de décision aux régions.

Le droit à l'auto-administration, voilà ce que réclament, avec une véhémence rythmée par le ronron de la caméra, ces Ariégeois en colère. Colère battue, montée en neige, c'était assez étonnant, par la foule des « chaque-promises ». Enquête à trois, à quatre dimensions sur le passé, sur le présent, sur le futur, sur le subconscient collectif, sur les rapports entre les autochtones et les communautés hippos d'implantation récente.

C'est en formulant leurs réponses aux questions des reporters que ce facteur, cet ouvrier, cet agriculteur, arraché à leur milieu bougonnant, prononcent le mot de leur rassemblement. Dimanche et lundi soir, la parole était à l'Ariège sur nos antennes. Elle a parlé haut et fort. Un véritable cri d'alarme. Sora-t-il entendu ? Il n'est pas de pire sourd, hélas !

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 9 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Documentaire : Des autos et des hommes... (le match Renault-Citroën 1930-1936), de H. de Turenne et A. Barret. réal. C. Savarit. 21 h. 30. Chronique : Ces années-là (1870). de M. Droit. 22 h. 25. Concert : « V. Symphonie de Schubert, par l'Orchestre national de Radio-France, dir. E. Krivine. 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

Pour améliorer la qualité de l'endroit où vous vivez, la CAECL lance des emprunts.

Actuellement Emprunt Automne 1976 taux de rendement actuariel brut 11%

Vous souscrivez dans les Banques, les Bureaux de poste, les Caisses d'épargne et chez les Comptables du Trésor.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran... Téléfilm :

« Les Enfants de la guerre », de R. Gimbel, réal. G. Schaefer.

Priz du Festival international de Montecarlo en 1972, comment l'unité entre deux familles d'Irlande du Nord, l'une catholique, l'autre protestante, finit par devenir impossible.

Débat : L'Irlande. Avec la participation de Anne Florence Mac Cormick, protestante, et Betty Williams, catholique, membres du Mouvement des femmes pour la paix, Hugues Debussche, journaliste au « Figaro », et M. Franck Card, du Sinn Féin. André Gaudy, de l'UDA (Ulster Defence Association), journaliste, et Richard Deutsch, correspondant du « Monde » à Belfast.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R). Western films policiers aventuriers : Le monde lui appartient - de R. Walsh (1952) avec G. Peck A. Blvth A. Quinn. J. McIntire.

Vers 1850, un marin américain, chasseur de phoques en Alaska, affronte un prince russe pour l'amour d'une belle comtesse française, contre son gré, à celui-ci. Le vent du roman-roman.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Dialogues franco-allemands : nouvelles de la psychanalyse, avec T. Held et A. Gré. 21 h. 15. Musique de notre temps, 22 h. 30 (R). Enregistrement de R. Queneau, 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Echanges internationaux : Radio-France, le Quatuor Barot. 21 h. 30 (R). Entrées avec R. Queneau, 22 h. 30. Poésie.

MERCREDI 10 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi).

20 h. 30. Téléfilm : « Le Milliardaire », de M. de Saint-Pierre avec R. Mary, O. Versois. C. Tifre.

Les affres de la solitude pour un milliardaire qui s'est occupé de sa femme (décorée), de son fils (pauvre), de sa fille (mourir), de son ami (fou) et de son chien.

22 h. Essai sociologique : L'opinion publique, de J. Moussieu, réal. B. Guillon, 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50. Un sur cinq).

20 h. 30. Série : Kojak, 21 h. 25. Magazine : C'est à dire, 23 h. Variétés : Pour adultes.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : « Le Jour le plus long », de D. F. Zanuck K. Annakin A. Martin. B. Wicki (1962), avec J. Demick Bourvil, J.-L. Barrault, Arietty J. Wayne, R. Mitchum, H. Fonde C. Jurgens (N.).

Reconstitution des 4, 5 et 6 juin 1944. Préparation et exécution du débarquement des armées alliées sur la côte normande. L'histoire à grand spectacle.

23 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. La musique et les hommes : musique et arts plastiques, avec F. Miroglio, 22 h. 30 (R). Entrées avec R. Queneau, 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct de l'Auditorium 104 : « Oreste » (Eschyle, adaptation Claude, Milhaud), par le Nouvel Orchestre symphonique, chœurs et maîtres de Radio-France, direction M. Abravanel, avec C. Herzig, L. Guillon, L. Dourian, D. Barraud, 23 h. 30. Hommages, 0 h. 5. Europe de l'Est.

M. BARRE : LA TÉLÉVISION N'EST PAS UN INSTRUMENT DE GOUVERNEMENT

« La télévision doit conserver « un caractère de service public », a déclaré M. Raymond Barre dans un entretien accordé à « Télé-Sept Jour ». Le premier ministre a ajouté qu'elle « ne saurait être un instrument de gouvernement ». Il estime d'autre part que « la télévision peut soutenir la lutte contre l'inflation entreprise par le gouvernement » et souhaite que les questions économiques soient traitées plus abondamment et avec plus d'ob-

jectivité. Enfin, M. Raymond Barre estime « souhaitable d'encourager la création d'œuvres d'auteurs ou de réalisateurs français » et, pour cette raison, a décidé de ne pas remettre en cause l'augmentation de 4 % du taux de la redevance.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 9 NOVEMBRE

« L'Institut Charles-de-Gaulle dispose de la tribune libre de FR 3, à 18 h. 40.

« L'Irlande est le sujet du débat des « Dossiers de l'écran » sur Antenne 2, vers 22 heures.

« M. Jean Royer, député d'Indre-et-Loire (non inscrit), est maire de Tours, répond à dix

MERCREDI 10 NOVEMBRE

MM. Aymar Achille-Fould (C.D.S.), et Raymond Fula (M.R.G.), candidats à l'élection partielle de la Gironde, débattent sur Radio-Monte-Carlo, à 13 h. 15.

« Le parti communiste s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

« M. François Mitterrand, président, est invité du magazine « C'est à dire » sur Antenne 2, à 21 h. 20.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 08
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
—
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
88 F 115 F 232 F 334 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE AÉRIENNE
188 F 355 F 522 F 690 F

ÉTRANGER
(par messageries)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
125 F 230 F 335 F 440 F

II. — TUNISIE
163 F 385 F 448 F 590 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savagnot.

Imprimerie du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 8 et 9 novembre 1976 :

UN DÉCRET
• relatif aux établissements privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier.

UN ARRÊTÉ
• relatif à l'enrichissement du vocabulaire en usage au ministère de la défense (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement publié en fascicule séparé.

Congrès

• Le congrès national des fédérations des officiers et des sous-officiers de réserve républicains aura lieu du 11 au 14 novembre, à Sète.

Éducation

• Les prochaines conférences de l'École des parents et des éducateurs seront consacrées à « L'enfant et l'imaginaire ». Sur ce thème, quatre séances sont prévues : 17 novembre, « L'enfant et le langage poétique » ; 24 novembre, « Le dessin, l'enfant et l'imaginaire » ; 1^{er} décembre, « L'inconscient et le jeu » ; 8 décembre, « Le rêve des enfants aux mains des adultes ».

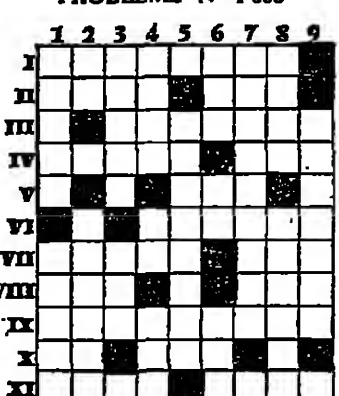
• Les conférences ont lieu, à 20 h. 30, au C.H.U. Pitié-Salpêtrière, amphithéâtre D, 41, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris. Participation aux frais : 10 F.

• Le Centre d'information sur les techniques d'enseignement (CITE), département audio-visuel de l'Institut catholique de Paris, organise tous les mardis, de 17 heures à 19 heures, un séminaire sur le thème : « Théorie des systèmes représentatifs : théâtre, peinture, cinéma. Le regard et le spectacle ».

CITE, 5, quai aux Fleurs, 75004 Paris. Tél. : 033-80-35.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1608



HORIZONTALEMENT

I. De quoi se faire des cheveux ! — II. Lieu de rangement ; auxiliaire. — III. Avec elle, il est préférable d'être sur la bonne pente ; Démonstre. — IV. On y fait et on y fera encore l'andouille ! ; Pronom. Demi-ratton. — V. Voient au régime sec. — VI. A tortori, est préférable à jamais ; Préfixe ; Sans confusion possible. — VII. Donnerait de belles couleurs. — VIII. N'arrête pas de fumer ; Chaudes dépolluées. — IX. En somme, permettent de passer de bons moments.

VERTICALEMENT

1. Ne cherchez pas, c'est ici ! ; Moins solide quand il est petit. — 2. Ne prie pas (épelle) ; D'un auxiliaire. — 3. Avec elle, il est préférable d'être sur la bonne pente ; Démonstre. — 4. On y fait et on y fera encore l'andouille ! ; Pronom. Demi-ratton. — 5. Voient au régime sec. — 6. A tortori, est préférable à jamais ; Préfixe ; Sans confusion possible. — 7. Donnerait de belles couleurs. — 8. N'arrête pas de fumer ; Chaudes dépolluées. — 9. En somme, permettent de passer de bons moments.

Solution du problème n° 1607

Horizontalement
I. Chaprin. — II. Hule ; Naga. — III. Bétion ; Ou. — IV. In. — V. Attente. — VI. Pou ; O6 ; Ca. — VII. Ordurier. — VIII. Item. — IX. Se ; Ecot. — X. Usé. — XI. Entre ; Soc.

Verticalement
1. Ciel ; Poisse. — 2. Huel ; Corie. — 3. Altiheur ; Un. — 4. Geint ; Une. — 5. BOR. — 6. Tuel. — 7. Na ; Ut. — 8. Gai ; Ecran. — 9. Feux ; As ; Toc.

GUY BROUTY.

La couleur au bout du fil :

LOCATEL 758 12 00

Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

مركز الإعلام

LUXEMBOURG
STUDIO GUY LE COEUR

"moi, pierre riviére, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."

un film de **rené allio**

"Une date dans l'histoire du cinéma..."

NOUVEL OBSERVATEUR

BARRY LYNDON

un film de **STANLEY KUBRICK**

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VI
GAUMONT SUB VI
HAUTEFEUILLE I VO
14 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30
HAUTEFEUILLE II VO
13 h 30 • 17 h 10 • 20 h 30

CONCORDE • MARIGNAN
LE FRANÇAIS • MONTMARTRE 85
CLICHY-PATHÉ • QUINTE
CINÉVOG • ATHÉNA

Robert Raymond HAKIM

LA MARGE

PRIX CONCOURS

Sylvia Kristel est aussi belle que dans Emmanuelle

J. de Baronecelli

Puisqu'érotisme il y a faites confiance à Mandiargues et Borowczyk. Le leur est de qualité.

R. Forlani

Un des plus beaux films de l'année.

Th. O. Curtis
Interdit aux mineurs

MERCREDI

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES VO - PARAMOUNT ODÉON VO
STUDIO ALPHA VO - PARAMOUNT OPÉRA VI
CAPRI Gds Boulevards VI - PARAMOUNT MONTMARTRE VI
PARAMOUNT GALAXIE VI - PARAMOUNT MAILLOT VI
BUXY Val d'Yver - PUBLICIS Défense
PARAMOUNT Grly - PARAMOUNT La Varenne
PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 Cds St-Cloud - CARREFOUR Pantin

Lorsque
Eileen Brennan, Truman Capote, James Coco,
Peter Falk, Alec Guinness, Elsa Lanchester,
David Niven, Peter Sellers, Maggie Smith,
Nancy Walker et Estelle Winwood,
les plus grands détectives
du monde dînent ensemble, ils découvrent...

Un cadavre au dessert

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio (salle réservée).
Châtelet, 20 h. 30 : Elisabeth ou la Reine de France.
Le Grand Théâtre, 20 h. 30 : Solitude.
Odéon, 20 h. 30 : N. Campello.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Téâtre, 20 h. 30 : Dialogues d'adultes.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Les Femmes.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Zouze.
20 h. 30 : L'Échange.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monstres chassés.
Athénée, 21 h. : le Séquoia.
Bibliothèque-Océan, 21 h. : la Servante.
Comédie-Carnegie, 21 h. 10 : Boël-Boël.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain.
Dauphin, 21 h. : le Portrait de Dorian Gray.
Edmond-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Cinéma.
Galerie 55, 21 h. : Volpone.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une aspirine pour deux.
Hachette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve.
La Scène, 21 h. : Pour 100 briques, pas plus rien maintenant.
Madelaine, 20 h. 30 : Petit de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même place.
Mouffetard, 20 h. : la Moustache.
Nouveautés, 21 h. : le Jardin d'été.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Odeon, 21 h. 45 : le Scénario.
Palais, 21 h. : les Troubadours.
Petite salle, 19 h. : Paris c'est grand.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Piaf, 20 h. 30 : « Il » sont là.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la sage-femme.
Régence, 20 h. 45 : Tout contre un petit bol.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le boucher.
Studio-Théâtre, 14 h. 21 h. : le Médicament.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : la Femme de Socrate.
Théâtre des Arts, 20 h. 45 : le Jardin de crête.
Théâtre de la Cité internationale, 14 h. 21 h. : Raz de marée.
La Rénouée, 21 h. : Pasolini.
Grand Théâtre, 21 h. : la Viande et les Étoiles.
Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Notes.
22 b. Vierge, 20 h. 30 : Notes.
Les Caprices de Marianne.
Théâtre du Marais, 18 h. 30 : la Vitromagie.
Théâtre du Marais, 21 h. : la Créole.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 9 novembre

opéra : 22 h. 30 : Histoire d'amour.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 21 h. : les Salviati.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Antoine et Cléopâtre.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Oracula.
Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : la Métaphysique d'un veau à deux têtes.
Variétés, 20 h. 30 : la Veuve russe.

Les théâtres de banlieue

Soloigne, T.B.B. 20 h. 30 : Signé Boris Vian.
Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais, 21 h. : les Salviati.
Saint-Denis, Théâtre d'Orsay-Philippe, 19 h. 30 : Mère Courage.
Versailles, Théâtre Montanier, 21 h. : Voulez-vous jouer avec moi ?

Les concerts

Palais des congrès, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.
Palais de la Culture, 18 h. 30 : Quatuor Bernoldi et Quatuor Patras.

Jazz

American Center, 21 h. : Duo Mas-Casari.

La danse

Palais des congrès, 20 h. 45 : le Ballet Molislet.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Post Modern Americana.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 30 : Georges Brassens.
Théâtre du Marais, 18 h. 30 : la Vitromagie.
Théâtre du Marais, 21 h. : la Créole.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 10 au 16 novembre)

Cirque à l'ancienne au Nouveau Carré, square Emile-Chautemps (277-85-40), mer. sam. et dim. 15 h. 30.
Cirque d'été, 14 h. et 16 h. : le Médicament.
Cirque de Paris, Champ-de-Mars (207-71-64), mer. jeudi et dim. 14 h. 30 et 16 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.
Cirque de Moscou, Palais des sports (202-41-25), mer. 15 h. : sam. 17 h. 30.

MERCREDI

ALFONSO BOGARDY

ROMY SCHNEIDER
PHILIPPE NORET
VICTOR LANGEUX
LIVIA ORSINI

Une Femme à sa fenêtre

PIERRE GRANIER DÉFERRE

Attention Jeudi 11 séances spéciales à 10 h. 45 au Grand Rex et à 10 h. à Versailles - Prix spéciaux



PREMIÈRES RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE

LES PREMIÈRES RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE

sont organisées par

- LE SERVICE D'ÉTUDE DE RÉALISATION ET DE DIFFUSION DE DOCUMENTS AUDIO-VISUELS (SERDDAV) DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

avec le soutien des organismes suivants :

- LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (DGRST),
- LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE FRANÇAISE (C.N.C.),
- L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE CINÉMATOGRAFIE SCIENTIFIQUE (A.I.C.S.),
- LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION (C.I.C.T.),
- LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL AUDIO-VISUEL SANTÉ (A.V.S.),
- LE CENTRE NATIONAL POUR L'ANIMATION AUDIO-VISUELLE (C.N.A.A.V.),

LE CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE (C.N.D.P.)

LE CENTRE AUDIO-VISUEL DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE SAINT-CLOUD
LES CENTRES AUDIO-VISUELS DES UNIVERSITÉS
LE COMITÉ DU FILM ÉTHNOGRAPHIQUE (C.F.E.)
L'INSTITUT DE CINÉMATOGRAFIE SCIENTIFIQUE (I.C.S.)
L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIO-VISUEL (I.N.A.)
LE SERVICE DU FILM DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (S.F.R.S.)
PHYSIOLOGIE DU POSTUS (G.M.S.)

COLLOQUE INTERNATIONAL : « AUDIO-VISUEL ET CONNAISSANCE DE LA SCIENCE »

Salle des conférences du C.N.R.S. 15, quai Anatole-France, Paris (7^e). (9 h.-12 h. 30 et 15 h.-18 h.).

Mardi 9 novembre : L'INFORMATION SCIENTIFIQUE À LA TÉLÉVISION.

MARS : PLANÈTE OU LA VIE EXISTE PEUT-ÊTRE.

Mardi 10 novembre : MARS : PLANÈTE OU LA VIE EXISTE PEUT-ÊTRE. (France).

Vendredi 12 novembre : FONCTIONS, MÉTHODES ET PRODUITS DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT EN FRANCE.

PREMIER FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

Salle des conférences du C.N.R.S. 15, quai Anatole-France, Paris (7^e).
Projections publiques.
Séances gratuites.
Mardi 9 novembre : 18 h 30
RENDS (France).
UN GÉOLOGUE SUR LA LUNE (Grande-Bretagne).
L'ÉPLORATION DES Océans (France).

Mardi 10 novembre : 18 h 30
DERMATOLOGIE (France).
LES MOUCHES (Belgique).
LE RESTAURANT DE MOUCHES (Grande-Bretagne).

Jeudi 11 novembre : 18 h 30
L'HOMOPATHIE (Belgique).

JOURNÉES INTERNATIONALES DU FILM SCIENTIFIQUE

Salle des conférences du C.N.R.S. 15, quai Anatole-France, Paris (7^e).
Projections publiques.
Séances gratuites.
Mardi 9 novembre : 21 h. SCIENCES DE LA VIE (médecine et physiologie).
Mercredi 10 novembre : 21 h. SCIENCES HUMAINES.
Jeudi 11 novembre : 21 h. SCIENCES DE LA VIE - SCIENCES NATURELLES.
Vendredi 12 novembre : 21 h. MATIÈRE ET RAYONNEMENT COSMIQUES.
Samedi 13 novembre : 15 h. SCIENCES DE LA TERRE, DE L'Océan ET DE L'ESPACE.

Pays participants : ALGERIE, BELGIQUE, CANADA, DANEMARK, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, HONGRIE, ISLANDE, ITALIE, JAPON, NOUVELLE-GUINÉE, PAYS-BAS, POLOGNE, R.F.A., U.S.A.

RÉTROSPECTIVE : CENT ANS DE CINÉMA SCIENTIFIQUE

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e.
organisée par l'Institut de Cinématographie Scientifique, avec la collaboration de l'Association Internationale du Cinéma Scientifique et de la Cinématographie Scientifique Internationale.
Projections publiques.
Séances gratuites.
Samedi 13 novembre : 21 h. Films de A. ZOURIDI, J. LECLERC, P. COUDREAU, Docteur TALLER, H. SIELMANN, Docteur VALLANCIER, S. CHERIGLE, A. STINGER, E. HAANDT.
Dimanche 14 novembre : 14 h. 30 Films de G. WEIDEL, J. DRAGOSCO, J. DURDEN, H. KASSO, CHE. T. ONUMA, M. SUGIYAMA, P. EARLOW, R. ZIMMERMAN, A. ANGLICOT, P. DE NOR-MANVILLE, J. CALABRO, A. KOLLANTY.

L'IMAGE AU SERVICE DE LA SCIENCE

Cinéma de la France
Musée du Cinéma
Palais de Chaillot
avenue Albert-de-Mum.

Séances publiques.

Projections gratuites.

Programmes de films proposés par :

- (mardi 9 novembre : 17 h.) LES SERVICES AUDIO-VISUELS DES UNIVERSITÉS
- (mercredi 10 novembre : 17 h.) LE CENTRE AUDIO-VISUEL DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE SAINT-CLOUD (C.A.V.)
- (jeudi 11 novembre : 17 h.) LE COMITÉ DU FILM ÉTHNOGRAPHIQUE (C.F.E.)
- (vendredi 12 novembre : 17 h.) LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL AUDIO-VISUEL - SANTÉ (A.V.S.)
- (samedi 13 novembre : 17 h.) LE SERVICE DU FILM DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (S.F.R.S.)
- Dimanche 14 novembre : 17 h. : Projection des émissions primées au PREMIER FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION.

سورة من القرآن

UNESCO

LE TIERS-MONDE SERA MIEUX REPRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF

Nairobi (A.F.P.). — La conférence générale de l'UNESCO, réunie dans la capitale du Kenya, a décidé lundi 8 novembre de porter de quarante à quarante-cinq le nombre des membres du conseil exécutif de l'organisation. Le vote a été acquis par 185 voix, il y a eu 8 abstentions, dont l'Union soviétique. Sous les États-Unis ont voté contre. Les cinq nouveaux sièges seront affectés à des représentants de l'Afrique (trois), de l'Asie (un) et de l'Amérique latine (un). D'autre part, de passage à Nairobi, le sénateur américain Dick Clark, président du sous-comité pour les affaires africaines de la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré que les États-Unis, tirant les enseignements de la «modération» manifestée par la conférence générale, notamment à propos de l'information et du problème posé par l'adhésion d'Israël au groupe Europe, pourraient décider de s'engager complètement, y compris financièrement, pour l'UNESCO.

SPORTS

CYCLISME

DOPAGE : L'ÉPREUVE DE FORCE

Réunis en assemblée générale lundi 8 novembre à Paris, les membres de l'Union nationale des coureurs professionnels (U.N.C.P.) ont décidé à l'unanimité de se soumettre à des contrôles médicaux tant qu'une rencontre avec les dirigeants fédéraux n'aura pas été provoquée dans le but d'obtenir la révision de l'actuelle réglementation antidopage et son application à toutes les disciplines. Ils informent la Fédération française de cyclisme (F.F.C.) que, faute de parvenir à un accord, ils n'acquiesceront pas le prix de leur licence. Cette décision est motivée, selon le porte-parole de l'U.N.C.P., par «la discrimination inadmissible dont font l'objet les cyclistes en matière de lutte antidopage».

VOILE

«X 4» L'AGENT SPÉCIAL DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE

Le X 4 ne sera pas le nom d'un agent secret mais celui d'un dériveur que la Fédération française lance dans l'intention de populariser la voile. Inspiré du Laser, le X 4 est un dériveur à l'architecture Christian Mauzy, à qui l'on devait déjà le 420.

Facilement transportable, le «bateau fédéral» ne pèse, en effet, que 60 kilogrammes pour une longueur de 4,20 mètres et une largeur de 1,35 mètre. Son mâle se démonte en deux parties et sa voile à fourreau a une superficie de 7,70 mètres carrés.

Au début de cette année, la Fédération française de voile avait annoncé son intention de concurrencer le Laser dans le prix (5 450 F) d'un dériveur pour un monotype de ce genre. Il reste à savoir si le fait de ne valoir que 5 650 F suffira à justifier les espoirs qu'on lui fait naître le lancement du projet X 4.

PRESSE

● M. Robert Eckert vient d'être nommé directeur du quotidien américain International Herald Tribune, publié à Paris. Il remplacera, à compter du 1^{er} janvier 1977, M. Robert McDonald, en poste depuis dix ans, démissionnaire.

M. Eckert, qui est âgé de cinquante-six ans, est actuellement président-directeur général du Sun Bulletin et de l'Evening and Sunday Press de Birmingham (Etat de New-York).

● Deux journalistes de France-Soir, qui viennent de donner leur démission de ce journal — MM. Eugène Mannoni et Claude Sales — viennent d'être engagés par l'hebdomadaire le Point. Notre confrère Eugène Mannoni, ancien collaborateur du Monde (1954-1963), entre en qualité de grand reporter, tandis que M. Claude Sales — ancien chef adjoint du service étranger de France-Soir — devient chef d'enquête au service nation du Point.

CARNET

Fénelon. — On nous prie d'annoncer la dédicace de la nouvelle édition de l'ouvrage de M. Jean-Marie Guezennec, «Le monde de Fénelon», paru chez Fayard. L'ouvrage, qui a été révisé et complété, est paru chez Fayard.

Décès. — M. Donbès, et Marie-France Donbès. M. Jean-Marie Guezennec, ancien directeur de l'enseignement supérieur, est décédé le 7 novembre 1976, à Paris, à l'âge de 72 ans.

M. Jacques BOUR. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. René-Louis. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).

M. Jean DUPIN. — Les obsèques auront lieu le mardi 9 novembre 1976, à 15 heures, en l'église Saint-Roch, 10 rue de la Harpe, Paris (5^e).



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	26,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
"Double insertion"	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	22,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois régionaux

EXPANSIAL

Recherche pour Société de Travaux Publics et de Bâtiment

- DIRECTEURS DE TRAVAUX**
 - Ouvrages d'arts REF. 1536 M
 - Travaux industriels REF. 1549 M
- INGENIEURS DIPLOMES**
 - Méthodes, chargés de créer et de développer un service de méthodes REF. 1503 M
 - Etudes de Béton armé et Béton précontraint REF. 1502 M
 - V.R.D. REF. 1537 M
 - Préfabrication lourde pour Bâtiment REF. 1514 M
- COORDONATEURS**
 - Jours corps d'Etat REF. 1514 M
- CONDUCTEURS DE TRAVAUX**
 - hautelement qualifiés en :
 - Constructions traditionnelles REF. 1504 M
 - Bâtiments préfabriqués REF. 1518 M
 - Travaux V.R.D. REF. 1506 M
 - Ouvrages d'arts
- CHEFS METREURS T.P. ET BATIMENT** REF. 1515 M
- GEOMETRE TOPOGRAPHE** REF. 1561 M
- PROJETEURS**
 - Calculateurs béton armé REF. 1548 M
 - V.R.D. REF. 1518 M

Pour l'ensemble de ces postes, il est nécessaire de posséder une solide formation de base, une expérience professionnelle de plus de 5 années.

Il est offert :

- Une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable)
- Un logement meublé
- La scolarisation des enfants est assurée.

Adresser C.V. détaillé et photo sous référence correspondante à : EXPANSIAL : 6 rue Halévy, 75009 PARIS.

La clinique des Charmettes SA à LAUSANNE (Suisse) établie, privé spécialisée en obstétrique et en gynécologie, cherche une

SAGE-FEMME diplômée, ayant quelques années de pratique — Clinicienne de travail agressive — Bonne réputation — Prestations sociales — Logement à disposition. Expérience de suite ou à convenir. Faire off. manusc. à l'adresse de la clinique, chemin de Morand 19-CH-1001 LAUSANNE.

Important Groupe d'experts comptables recherche pour séjour prolongé au SÉNÉGAL, CÔTE-D'IVOIRE, CAMEROUN ou GABON

EXPERTS COMPTABLES MEMORIALISTES ayant obligatoirement plusieurs années d'expérience Cabinet et plus précisément de missions d'Audit. Ecrire avec C.V. et photo S.O.F.A. 65 rue de la Victoire, PARIS-9.

YALE UNIVERSITY Département de français Poste vacant à partir de l'automne 1977. Associate Professor with tenure (maître de conférences titulaire). Spécialisation recherchée : littérature de la Renaissance ou théorie de la littérature, ou combinaison des deux. Seules sont encouragées les candidatures reposant sur une expérience de l'enseignement et des travaux de premier ordre. Adr. C.V., principales publications et toute autre correspondance à : Chairman, French Department, Yale University, New Haven, Connecticut 06520, Etats-Unis d'Amérique.

Pour FASIE

SUPERVISEUR GENIE CIVIL pour contrôle études et travaux (ponts et bâtiments) Envoyer C.V. détaillé, à A.T. 25, av. de Friedland 75008 PARIS

ASSISTANT CONTROLLER

Automotive components division of large U.S. Group is looking for frenchman, 27 min., good degree, audit or accounting experience in contact with industry, to receive 2 years training in us prior to high level assignment in european subsidiary.

Fluent english required. F.F. 100.000 P.A. + car and housing allowance, moving expenses reimbursed.

Send C.V., photo to Pierre Lichau S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 réf.2285 who will forward.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ENGINEERING EN PLEINE EXPANSION

Siège Central Athènes - Grèce

RECHERCHE

- DES INGÉNIEURS CIVILS** électro-mécaniques ayant 2 à 12 années d'expérience, soit dans le domaine des études et dans la surveillance ainsi que l'exécution de travaux en bâtiments. V.R.D.
- DES TECHNICIENS QUALIFIÉS** niveau TS et STI en surveillance de chantiers, mécanique du sol (forage, laboratoire et essai). Conditions intéressantes et postes d'avenir. La résidence du personnel choisi sera répartie entre les pays du Golfe Arabe, l'Algérie et la Nigérie. La préférence sera donnée aux ingénieurs arabophones, connaissant de l'anglais est absolument nécessaire.

Les candidats intéressés doivent envoyer lettres et C.V. à l'adresse suivante : Département Personnel AICE International - 314, av. Syngrou, Athènes (GRÈCE). Démentis s'abstenir.

PS Conseil

ASSISTANT (E) FONCTION PERSONNEL

RÉGION AUXERRE

Une importante société alimentaire française dont le siège administratif et les usines (600 personnes) sont situées dans l'Yonne, recherche un jeune cadre (homme ou femme) pour participer à la mise en place et au développement de la fonction personnel. Sous l'autorité du Secrétaire Général, et en étroite collaboration avec lui, la personne retenue se verra confier un certain nombre de missions et d'études concernant : l'embauche, l'accueil, le suivi, la formation et l'intégration des ouvriers et employés, ainsi que des agents de maîtrise. Il s'agit dans sa conception même d'une fonction plus sociale qu'administrative, bien qu'elle implique des tâches administratives : gestion des effectifs, dossiers sociaux, paye... Ce poste conviendrait à une femme ou à un homme, en début de carrière, de formation supérieure - licence lettres, psychologie, sociologie, ayant si possible une première expérience dans une fonction similaire ou dans la formation permanente mais étant, en tout état de cause, très motivé (e) par un travail dans une société industrielle. La rémunération annuelle sera liée aux compétences et à l'expérience acquise.

Adresser C.V. sous réf. A/2474 M à : PS CONSEIL 8, rue Bellini 75782 Paris Cedex 16 Direction auxerre

comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines 2 400 personnes

Une des sociétés du groupe COMEX recherche

Cadres de gestion

- niveau études supérieures économiques et comptables (E.S.S.E.C., E.S.C.P., H.E.C.)
- 3/4 ans expérience finance administration dans société multinationale,
- pratique courante de l'anglais.

L'ASSIGNATION : Responsabilité du contrôle de gestion d'une division du groupe (contrôle budgétaire - études économiques - organisation comptable - prévisions - mise en place et évolution des systèmes de gestion).

Le poste est à pourvoir rapidement. Lieu de travail : MARSEILLE. Déplacements de courte durée à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 2/76.540 à COMEX - Service Recrutement 13275 MARSEILLE CEDEX 2

TRÈS IMPORTANTE STÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION DE TRACTEURS ET MACHINES AGRICOLES

recherche pour son réseau commercial région PROVENCE-LANGUEDOC

DIRECTEUR DES VENTES

Il devra prendre la responsabilité de :

- animation réseau vente et organisation commerciale,
- promotion vente,
- études commerciales nouveaux produits,
- achats,
- gestion stocks,
- travaux clients (clients fournisseurs),
- livraisons et après vente.

Ce poste conviendrait parfaitement à candidat ambuleux et dynamique de 35 ans et plus, ayant exercé dans poste similaire ou chef de vente.

Il devra allier une excellente expérience du terrain, des produits et de l'animation des hommes à une bonne connaissance des méthodes actuelles de marketing, gestion par objectif et contrôle budgétaire.

Rémunération de départ : 90/120 000 F. Évolution possible vers poste de direction d'une unité de vente après quelques années. Résidence dans ville universitaire.

Envoyer en enveloppe C.V. et photo à M. 93077, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er} qui transmettra.

La région NANTUA d'une importante industrie de la région Rhône-Alpes, recherche pour ses activités sur chantiers à l'échelon national

jeune ingénieur coordonnateur service travaux

Le poste correspondrait à un ingénieur possédant une première expérience industrielle ou dans la coordination de travaux et possédant des connaissances d'architecture et de particulier orientées sur la réalisation de chantiers.

La fonction, très ouverte sur l'extérieur, suppose de nombreux déplacements sur toute la France. Salaires avantageux dans la région NANTUA - OYONNAX (01).

Envoyer C.V. sous réf. 253-42 à notre Conseil

algie
Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils
Route de Champagne, 69730 ECULLY.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques/publicité.	<input type="checkbox"/> Comptabilité.
<input type="checkbox"/> Informations.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Production études.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
5 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
25 semaines	70	136	199	259	315	363	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Battoirs, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du "Le Monde" ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ETRAMER : Droit de vision : + 7 francs par fonction et par semaine

Une société internationale de construction propose le poste de

Directeur de bureau d'études

à un ingénieur formation grande école.

Nous confions à un candidat âgé d'au moins 40 ans la direction, depuis Bruxelles, d'un bureau d'études au sein duquel il sera chargé de la conception et de la réalisation de ports en haute mer.

Compte tenu des fonctions qui lui seront confiées, une expérience professionnelle certaine dans ce domaine d'activité semble indispensable. La connaissance de l'anglais d'autre part est nécessaire.

Des déplacements réguliers mais de courte durée sont prévus et les conditions de salaires liées au poste sont tout à fait exceptionnelles.

Nous vous prions d'adresser un C.V. détaillé s/réf. 2286 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

ENGINEERING FRANCAIS

de renommée internationale recherche

RESPONSABLE DE MISE EN ROUTE au plus haut niveau

Ce responsable :

- dirigera l'équipe d'assistance technique
- assurera la gestion contractuelle du démarrage d'un important complexe pétrochimique en EXTREME-ORIENT

Ce poste exige la connaissance de l'anglais parlé.

Expérience de mise en route ou d'exploitation d'ensemble d'unités pétrochimiques indispensables.

Niveau de rémunération pouvant atteindre 800.000 F en fonction du niveau de compétence.

Adresser C.V. photo et lettre manuscrite s/réf. 15.749 M à :

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'ANNONCEUR	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	25,00	32,69
Double insertion	34,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

vallourec
1er Transformateur d'Acier,
recherche pour une de ses Activités de
Parachèvement sur Tubes

**ingénieur AM
ou équivalent**

Quelques années d'expérience, soit en bureau d'études soit en fabrication ou entretien, vous ont permis d'acquérir de bonnes connaissances en métallurgie, hydraulique, mécanique et électricité.

L'activité Parachèvement sur Tubes, située dans le Nord, vous propose, avec la responsabilité des études et travaux neufs, méthodes, outillages, dans le cadre d'un plan global d'actions d'améliorations, de prendre part à la politique de développement et de diversification de son activité de forgeage.

Chargé de la mise au point des fabrications nouvelles, vous aurez des contacts avec les clients potentiels en France et à l'étranger (anglais indispensable et allemand souhaité).

Ce poste débouchera ultérieurement sur une responsabilité de fabrication.

Adresser CV + lettre man. + photo, sous réf. 18-78/A à Madame Varène, Vallourec 7, Place du Chancelier Adenauer 75764 PARIS CEDEX 16

Fonction personnel

CHARLEVILLE-MEZIERES

anglais courant

Nous sommes une importante Société Multinationale de construction de matériels de T.P.

Nous recherchons pour notre Centre de Production Ardennaise (1100 employés) un jeune cadre qui, sous l'autorité du responsable local du personnel, sera appelé à participer aux multiples domaines de cette fonction dans le cadre d'une politique de gestion prévisionnelle avec l'assistance des spécialistes de la direction centrale du personnel de notre siège parisien.

Ce poste, particulièrement formateur, dans un cadre de travail dynamique, nécessite un candidat :

- de formation supérieure
- justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans de la fonction
- possédant les qualités d'un "leader"
- pratiquant couramment la langue anglaise.

Les candidats sont invités à adresser leur curriculum vitae, photo et prétentions à No 83714, COTASSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmet.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche pour l'une de ses directions régionales à Lille

Ingénieur

RATIMENT T.P.

Mission :

- Il assistera le technicien des opérations d'aménagement, il sera amené à s'intéresser au suivi de ces opérations.

Profil recherché :

- Connaissance pratique de 3 ans minimum des problèmes de Bâtiment acquis soit en entreprises soit en B.E.
- Connaissances V.R.D. appréciées.
- Ouverture à des problèmes très variés qui pourraient même toucher à la gestion.

Envoyer curriculum vitae, photo et salaire actuel, sous réf. AUBR (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE MÉCANIQUE OCCUPANT LE PREMIER RANG DANS SA BRANCHE EN FRANCE ET L'UN DES PREMIERS EN EUROPE

CRÉE DANS L'UNE DE SES USINES (500 personnes) SITUÉE DANS VILLE IMPORTANTE À 150 KM SUD DE PARIS UN POSTE DE

CHIEF DES SERVICES TECHNIQUES

et recherche pour ce poste

INGÉNIEUR A.M., ECAM, ICAM, INSA, MÉCANICIEN CONFIRMÉ

ayant 5 à 15 ans d'expérience industrielle de fabrications de grandes séries, de préférence dans la fonction Méthodes et industrialisation.

Le candidat retenu aura pour missions de diriger et coordonner : le Bureau d'Études, les Méthodes, l'Outillage, les Travaux Neufs et le Contrôle Qualité.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 121 F 882 30, rue de Mogador 75009 PARIS.

Centre de Psychologie Appliquée

ANIMATEUR CADRE DE VIE

Pratiques ARTS PLASTIQUES.
— Expérience pédagogique et d'animation indispensable.
— Responsabilité de son secteur.

Transmettre dossier candidature C.D.A.C. 20, av. Sarraute, 92000 BOULOGNE.

Importance 500 km de Paris recherche pr serv. informatique

CHIEF D'EXPLOITATION

sur ordinateur 31 génération. Qualités requises : méthode et logique, sans du commandement et des responsabilités.

Adresser C.V. détaillé et prêt à 30 221 AL REGIE-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Ode Banque Régionale de l'Ouest de la France avec siège à NANTES

FISCALISTE

ayant formation et expérience en fiscalité des entreprises, seniors et lettre manuscrite explicite les motivations de la candidature.

M. le Directeur général HUARD-U.C.F.S.C.M., Les Vauxelles, 44110 CHATEAUBRIANT.

— Organisme spécialisé recherche pour MARSILLE collaborateurs niveau D.E.C.S. bonne conn. gestion hospitalière.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à C.O.F.R.E.P.H. 18 bis, rue d'Anjou 75008 Paris.

arc

7, RUE DU PONT-GUILHEMERY
31 TOULOUSE - Tél. (61) 62.66.89

Importante Entreprise Sud-Ouest spécialisée dans la fabrication d'appareillage électrique B.T.

recherche

2 INGÉNIEURS ÉTUDES
(BAC. ING/ES)

1 INGÉNIEUR LABORATOIRE
(BAC. ING/LAB)

- Diplômé Ecole d'ingénieurs (ENSI).
- Spécialité Electro-technique ;
- Expérience indispensable en Bureau d'Études ou en Laboratoire (2 ans minimum) ;
- Connaissance approfondie de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.

Les candidatures de débutants seront aussi examinées.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence à l'attention de Gilles Santucci.

ANNONCE MAG

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉE EN PRODUITS FRAIS, RÉGION VENDEE

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

- 35 ans minimum ; de formation ESSET ou équivalente,
- Responsable du contrôle budgétaire, des prix de revient, de la réalisation des prévisions et programmes établis en relation avec l'information.

(Réf. 1)

DIRECTEUR COMMERCIAL

- 40 ans minimum ; formation Ecole de Commerce,
- Responsable de la politique commerciale, de son application et de la gestion administrative de son département.
- Il doit avoir une expérience étendue des produits alimentaires et en particulier des produits frais ainsi que des circuits de distribution ; ce doit être un homme de terrain.

(Réf. 2)

Pour ces postes écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence correspondante à :

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINCY

Distributeur ELECTRO-MENAGER
G.A.Z. - QUINCALLES
recherche

INSPECTEUR DES VENTES

Homme de terrain, il sera chargé d'animer sur la Gironde une équipe de 12 collaborateurs et participera à l'élaboration de la politique commerciale de la Société.

- expérience similaire indispensable ;
- Age minimum 35 ans ;
- résidence BORDEAUX à prévoir.

Adresser candidature, curriculum vitae manuscrit photo (retournée) et prétentions à :

2, place de la Bourne,
33076 BORDEAUX CEDEX.

CIPPE

un chef du personnel

Le Président d'une entreprise de fabrication de biens d'équipements (chaudronnerie, mécanique, mécano-soudure) cherche pour son usine (400 collaborateurs) à DIJON (21)

Placé sous son autorité, il met en place et prend en charge la fonction complète :

- emploi et gestion des ressources humaines,
- administration et statuts,
- relations sociales.

C'est un cadre de 35 ans min., de formation supérieure (Droit), ayant plusieurs années d'expérience de la fonction en usine.

Écrire à G. BARDOU sous réf. 3089 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Très important
Groupe Textile
confierait à
Jeune Diplômé
Grandes Ecoles
(SCIENTIFIQUES ou COMMERCIALES)
DEBUTANT,
ou possédant de 1 à 2 ans d'expérience,
le poste de

Chef de Marché Sportswear

pour l'une de ses Divisions.

Directement rattaché au Directeur de la Division, il sera chargé :

- d'étudier le marché à ses différents stades (Tisseurs, Teinturiers, Confectionneurs, Distributeurs...).
- de définir une politique commerciale ambitieuse,
- et de la mettre en application sur le terrain (clients existants et à prospecter), en ayant la responsabilité complète du C.A. et de la rentabilité par produits.

Cette activité de mise au point et de vente d'un Service Industriel, directement lié à la mode, doit permettre à un candidat dynamique et imaginatif de s'affirmer et d'évoluer au sein du groupe.

Résidence petite ville agréable des Vosges.

Les dossiers de candidatures
— sous Réf. M.1237 à préciser sur l'enveloppe —
seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

INGÉNIEUR AM, ECAM, ICAM :
à 35 ans minimum, votre expérience de B.E. et de fabrication en mécanique générale, chaudronnerie fine, mécano-soudure et en électronique vous permet de devenir après le temps de formation nécessaire

directeur technique

d'une entreprise en plein développement pour prendre en charge l'étude et la fabrication de matériels pour l'industrie alimentaire en France et à l'étranger.

Ce poste prépare aux fonctions de directeur d'usine (250 collaborateurs) qui est à pourvoir dans trois ans. Résidence à Bordeaux.

Écrire à G. BARDOU sous réf. 3113 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES DE L'ADMINISTRATION
recherche un

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour prendre la direction du groupe Bétons - Aciers ouvrages d'art.

Le candidat devra posséder d'une école d'ingénieurs spécialisée, complétée par un stage au centre des hautes études en béton armé et précontraint.

Une expérience professionnelle en laboratoire et sur chantier de 5 ans minimum est requise dans la spécialité.

Une bonne connaissance de la gestion des normes est également nécessaire.

Le lieu de travail se situe dans la banlieue d'Orléans, mais le poste implique de fréquents déplacements dans la région Nord - Pas-de-Calais.

Faire demande manuscrite avec C.V. détaillé et références professionnelles à Ag. HAVAS, 59023 LILLE CEDEX, sous réf. AT 4471/71.

Pour former une NOUVELLE ÉQUIPE
Établissement Financier
recherche

INSPECTEURS

- Grande mobilité.
- Susceptibles former et animer Agents - Correspondants et suivre clientèle.
- Postes pourront écouler sur responsabilités régionales.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous le numéro T 056.128 M. Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

offres d'emploi

SOCAMETT
Société de caution mutuelle, nouvellement créée, recherche pour renforcer son équipe

2 Inspecteurs

Totalement responsables des dossiers dont ils auront la charge, ces 2 inspecteurs devront :

- dans un 1er temps, préparer les dossiers d'admission :
- analyses financières,
- contrôle du respect des règles sociales et professionnelles,
- conclusion sur la recevabilité de la demande d'adhésion et la délivrance d'une caution,
- et dans un 2ème temps, en assurer la maintenance :
- suivi des informations périodiques,
- contrôle sur place,
- révision annuelle des cautions,
- statistiques,
- suspension de garantie.

De formation nécessairement complète et financière, les candidats auront de bonnes connaissances en législation sociale et une première expérience en cabinet d'audit par exemple.

DES DÉPLACEMENTS DE COURTE DURÉE SONT À PRÉVOIR

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. J. HOUDAYER
SOCAMETT 87 Rue Saint-Lazare
75009 PARIS

filtres numériques

Très importante Société spécialisée dans l'électronique, recherche

INGÉNIEUR RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT FILTRES NUMÉRIQUES

- Vous lui offrez la responsabilité d'une petite équipe pour l'étude, la simulation, la conception, l'application, et la réalisation de filtres numériques à haute reproductibilité, faibles délais de mise au point.
- Vous lui demandez des connaissances approfondies en automatique (traitement des signaux numériques, intégrales de Fourier, transformée en Z...), en informatique (Fortran), en circuits logiques et si possible en communication, l'usage des microprocesseurs serait un atout supplémentaire.

Ce poste devrait conduire à un ingénieur de Grande Ecole (Généraliste, Télécom, Sup.élec...) avec une expérience dans le domaine de TRAITEMENT DES SIGNAUX NUMÉRIQUES ou ayant effectué des recherches sur le même sujet dans le cadre d'une spécialité universitaire.

Lieu de travail : Bégin Parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec référence 8811/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

HOECHST FRANCE

recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE

UN CADRE
DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

Responsable du service
« MÉTHODES COMMERCIALES »

Il animera une équipe fonctionnelle travaillant en étroite liaison avec les services opérationnels et les services administratifs et participera à l'élaboration des objectifs commerciaux.

Le poste nécessite une très bonne connaissance de l'allemand et une expérience d'au moins 3 ans si possible dans la vente.

L'expérience acquise dans cette fonction pourra permettre une évolution vers des responsabilités commerciales opérationnelles importantes.

Adresser C.V. et niveau rémunération, Département du Personnel - Tour Zeussel Nobel - Cedex 3, 62080 PARIS-LA DEFENSE.

Association Internationale (Paris 8e)
recherche une

responsable communications - F -

Elle sera chargée :

- de l'organisation complète des congrès, conférences, réunions, etc.,
- d'aider à la rédaction, à la préparation et à la diffusion de publications régulières de l'association à ses membres et aux relations externes et internes y compris avec la presse.

Nous souhaitons :

- parfaitement bilingue anglais-français
- 30 ans minimum - formation supérieure
- bonne capacité de rédaction
- expérience des relations publiques et internationales

Adresser C.V. détaillé ou téléphoner à
CARRIÈRES SERVICES
19, rue de la Paix - 75002 Paris
073.21.05

السلامة والجمال

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TR.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX DU	9,00	10,33
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne J.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	58,00	62,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Le Chef du Service comptabilité clients

d'une très importante société industrielle recherche son
adjoint

- Ce sera un homme de 35 ans minimum,
 - de formation de type DECS ou Ecole Supérieure de Commerce (option finances/comptabilité),
 - ayant déjà l'habitude de diriger du personnel (un groupe d'une dizaine de personnes par exemple),
 - qui pourra faire valoir une expérience d'au moins 5 ans dans un service similaire.
- Soules les personnes réunissant ces critères pourront voir leur candidature favorablement examinée.
- Ecrire avec C.V. sous référence 11 402
PLEIN EMPLOI
156, Boulevard Haussmann, 75008-PARIS.

etap

GRUPE INDUSTRIEL (5.000 PERSONNES)
SECTEUR TERTIAIRE - METTANT EN ŒUVRE
IMPORTANTES MOYENS EN MATÉRIELS ET
PERSONNELS, OFFRE DANS LE CADRE D'UN
FORT DÉVELOPPEMENT POSTES DE

RESPONSABLES DE MARKETING

Formation supérieure, ayant 2 à 3 ans d'expérience commerciale ou marketing de préférence au sein d'entreprises. Ils seront chargés d'activités d'études, promotion, relations publiques dans un secteur en fort développement.

Postes villes de province. Une certaine mobilité géographique est possible.

Ecrire sous référence ZK 246 CM.

GRUPE MULTINATIONAL BIENS D'ÉQUIPEMENTS - BANLIEUE NORD-EST PARIS - RENFORCE SES STRUCTURES COMMERCIALES ET OFFRE SITUATION ET RESPONSABILITÉS IMPORTANTES A

CHEF DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS POIDS LOURDS

Ce poste peut convenir à un ingénieur confirmé, ECF, AM ou équivalent, ayant 8 à 10 ans d'expérience professionnelle, des connaissances du milieu Poids Lourds, l'habitude des contacts commerciaux et de la gestion.

Responsable d'un C.A. important et d'une équipe étendue, il aura une activité large et variée : participation à l'élaboration de la politique commerciale, prévisions, réalisations, gestion, contacts avec sociétés sources, collaboration avec les B.E. pour les nouveaux produits, etc.

Anglais courant indispensable. Connaissance de l'allemand appréciée.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION
120.000 F +

Ecrire sous référence MB 248 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DESIREUSE DE RENFORCER LE POTENTIEL TECHNIQUE DE SES SERVICES COMPTABLES

offre, à LAUNES, un poste intéressant et évolutif de

JEUNE CADRE COMPTABLE

DECS mini, débutant ou ayant acquis 1 ou 2 ans d'expérience au sein d'une direction financière et comptable.

Ce poste offre la possibilité de se former à des activités diversifiées et d'assumer une fonction d'encadrement, tout en intervenant aux méthodes de gestion et à l'informatique est souhaitée.

Ecrire sous référence YG 245 AM.

SOCIÉTÉ EN FORT EXPANSION (SECTEUR ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE)
1.500 PERSONNES - AFFILIÉE A IMPORTANT GROUPE
banlieue immédiate SUD PARIS
OFFRE SITUATION D'

ATTACHÉ DE DIRECTION DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure (ES - LIC. DROIT - INGENIEUR ou équivalent...) ayant au moins 5 ans d'expérience dans des fonctions de personnel. Il sera spécialement chargé de la gestion des ressources humaines (prévisions d'effectifs - recrutements - formation - suivi de carrières...)

SITUATION INTÉRESSANTE POUR CANDIDAT RÉALISTE, D'EXCELLENT CONTACT ET MÉTHODIQUE.

Ecrire sous référence XY 245 CM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (10 USINES) PARIS-LA DEFENSE, RECHERCHE

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ

HEC, ESSEC, ESCP + DIPLOME EXPERT COMPTABLE

POSTE DE PREMIER PLAN

- pour candidat 35 ans mini disposant d'une expérience confirmée en comptabilité, fiscalité, contrôle de gestion ;
- ayant des qualités d'animateur et le sens du travail en équipe.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION
150.000 F +

Ecrire sous référence TE 241 AM

FIRME INDUSTRIELLE FRANÇAISE LIÉE A PUISSANT GROUPE EUROPÉEN (EQUIPEMENT ÉLECTRIQUE POUR AUTOMOBILES) PARIS - RECHERCHE

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

32 ans mini ayant formation complémentaire marketing pour poste à créer d'

ADJOINT MARKETING DU DIRECTEUR COMMERCIAL

capable assurer, à partir d'une étude permanente du marché et de contacts directs avec les grands clients de la firme, l'élaboration et la mise en œuvre :
- d'une politique des produits,
- d'une stratégie de distribution.

IL S'AGIT D'UN POSTE D'AVENIR PERMETTANT A TERME RAPPROCHÉ L'ACCESSION A DES FONCTIONS DE RESPONSABILITÉS IMPORTANTES

Une solide expérience du marketing de produits industriels, une bonne connaissance de l'allemand (ou la possibilité de la perfectionner) sont indispensables. Le traitement annuel ne sera pas inférieur à

120.000 F

Ecrire sous référence UF 242 AM.

etap

4 rue Massénet
75016 PARIS
discrétion absolue

ingénieur chef de projet

100 000 F

Dans le cadre de la structuration de sa division industrielle, la filiale d'un groupe Américain crée le poste de chef de projet.
Ce collaborateur aura pour mission de préparer et gérer les plans d'investissements, d'améliorer les méthodes et les procédures.
Le poste conviendrait à un ingénieur (Arts et Métiers...) possédant environ 5 ans d'expérience acquise dans l'industrie pharmaceutique, la cosmétologie ou la grande consommation, à un poste tel que responsable entretien ou équivalent. Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 1021/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

PARIS - LYON - MARSEILLE DIRECTEURS AGENCES

MISSIONS DE HAUT NIVEAU

Expérience commerciale et technique en électricité, mécanique et thermique. Spécialisation donnée par entreprise.

Grandes capacités indispensables pour animer, organiser, contrôler la vente, le montage et l'après-vente de nouveaux systèmes de chauffage domestiques et industriels.

Cand. man., C.V. prêt., à Sud Marketing, sous le numéro 12.109. 248, av. R.-Salengro, 13015 Marseille.

ingénieurs en organisation industrielle

analystes, consultants, ou
chefs de projets.

Selon leur expérience, ils auront à intervenir auprès de nos clients sur des contrats de longue durée. Déplacements intensifs.

- Formation technique supérieure et expérience vécue de l'entreprise indispensables.
- Rémunération fixe et évolutive. • Anglais parlé souhaité.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone de lundi au vendredi.

Information Carrière
SVP-1111
un rendez-vous aux candidats concernés.

On peut également envoyer son dossier. Réf. 814
65, avenue de Wagram
75017 Paris

CONTROLEUR DE GESTION

80.000/100.000 F

C'est un poste qui débouche assez largement le simple contrôle de gestion. Nous aurons pu l'appeler Chef du Département Administratif et Financier ou Contrôleur Financier.

En effet, l'essentiel de la fonction consiste à prendre en charge : la comptabilité générale et analytique, les fonctions administratives, l'administration du personnel et l'assistance financière au niveau de la Direction Générale.

Nous recherchons donc un jeune ESC, ayant une formation comptable et financière et environ 3 à 5 ans d'expérience dans l'audit, l'assistance d'une Direction Financière ou toute autre fonction lui permettant de prendre ce nouveau poste.

Enfin cette position est évolutive à terme.

Merci d'envoyer votre cur. vitae sous réf. 3.270 A

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, avenue de Massins
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

banque

Nous sommes une banque internationale. Nous recherchons pour nos structures en France et à l'étranger des

CADRES CLASSE V et VI

ayant une expérience de 5 à 8 ans dans les domaines de Crédit, de l'Administration et/ou du Contrôle.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme, capable de :

- le rôle des institutions, des connaissances techniques, des services, • un suivi constant de l'information et de l'entretien de leur équipe.

Les candidats sont très intéressés par des éléments dynamiques.

Les appointements sont à la hauteur des exigences de notre établissement.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 5784-M à I.C.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75001 - PARIS

SOCIÉTÉ BATIMENT YVELINES recherche

CHEF BUREAU D'ÉTUDES

connaissant parfaitement agencements (méthodes modernes de fabrication) bois, métal et tous corps de métier nécessaires à l'agencement. Poss. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme, capable de beaucoup d'initiatives et posséder à fond son métier. Salaire à débattre.

Adres. C.V. + photo + prétentions sous réf. 3104 :
Sé. r. Servient
95003

sepi lyon

Entreprise exerçant son activité dans le domaine de la Construction de Bâtiment et Travaux Publics affiliée à un Groupe Industriel très important recherche

POUR SA DIRECTION REGIONALE

PARIS CENTRE

DIRECTEUR TECHNIQUE

(COLLABORATEUR DIRECT DU P.-D.G.)

Formation grandes écoles

(X. Centrale, P. et C. T.P. A.M. ou niveau équiv.).

Expérience bâtiment travaux publics indispensable :

- ouvert aux techniques nouvelles ;
- excellentes contacts humains.

Envoyer cur. vitae détaillé, références, photo et prétentions sous le n° 51.851 A :
38, rue de l'Arade
PARIS (89) qui transmettra.

J.R.P. (Discrétion assurée.)

PARIS CENTRE
Organisme de Prévoyance
équipé d'un IBM 370/138 + TP
nous confie la recherche de

PROGRAMMEURS

Les candidats que nous souhaitons engager devront posséder une expérience de 2 à 5 ans du langage FORTRAN.

Ils travailleront à la mise en œuvre d'applications de gestion en étroite collaboration avec un analyste.

Rémunération : 50-55.000 F-AN.

Faire acte de candidature sous réf. 5.467 M à :

Jean POIRACCHIA

conseil en recrutement

49, rue SAINT-HONORE 75001 PARIS

DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE MAX. 300 000 F.

Un important groupe pharmaceutique recrute son Directeur de la Recherche et du Développement au plan international. Siège à Paris. Il aura la responsabilité complète de la recherche scientifique, des essais cliniques et de la gestion correspondante, impliquant plusieurs centaines de personnes et la liaison avec les fonctions Production et Marketing. Ce poste concerne un dirigeant dynamique assumant un poste comparable ou un universitaire expérimenté, pratiquant la recherche pharmaceutique. L'âge minimum sera de 35 ans, la nationalité est indifférente mais la français doit être courant et l'anglais est souhaitable.

Ecrire confidentiellement sous référence DRD avec curriculum vitae détaillé, adresse et téléphone privé précisant la rémunération actuelle. Discrétion absolue : garantie par un important Conseil International assurant cette recherche. Aucune information ne sera communiquée à notre client sans l'accord préalable de l'intéressé et seulement après entretien personnel.

P. Lichieu S.A. - 10, rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

DIEBOLD - FRANCE S.A.

recherche pour faire face à son expansion.

INGÉNIEURS CONSEILS EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Désireux de s'intégrer dans une équipe de grande qualité pour effectuer des interventions très diverses mais toujours de haut niveau.

Notre choix se portera sur deux types de candidats :

- D'un part des hommes d'une grande maturité pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire acquise soit dans une entreprise industrielle, soit dans un constructeur d'équipements, soit dans un cabinet de conseil.

- D'autre part de jeunes ingénieurs (25 ans minimum), issus de grandes écoles (X, ECP, ...), ayant au moins 2 ans d'expérience dans une entreprise et un bon bagage informatique.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
DIEBOLD FRANCE, 63, r. La Boétie 75008 Paris

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance internationale.
Notre Direction Administrative et Financière recherche son

chef du département juridique et fiscal

Âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide formation de base en matière juridique et fiscale et une expérience de plusieurs années dans une Société Industrielle importante ou un Cabinet Juridique, ayant en outre une certaine connaissance des législations et réglementations étrangères et une bonne pratique de l'anglais ou de l'allemand.

Sa mission sera d'élaborer et de contrôler l'ensemble des contrats : droit commercial, des transports, du travail, droit commercial, brevets, marques. De plus, il sera à l'origine des constitutions de sociétés et prises de participation, du suivi de la vie juridique de la société, et des principaux dossiers contentieux.

Dans l'exécution de sa mission, il sera en contact avec les différentes Directions de la Société, et pourra être assisté par les filiales pour des problèmes identiques. Il disposera de l'assistance de cabinets extérieurs spécialisés.

LOCALISATION : PARIS-LA DEFENSE.

RECRUTEMENT : sera intéressante en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 507/M, 25, rue de Harcourt, 75004 Paris.

PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,68
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,57
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

La Direction Générale d'une importante Société située à Paris (8000 personnes) appartenant à un grand groupe industriel recherche pour étudier ses structures fonctionnelles

jeune cadre de gestion

ADMINISTRATIVE et FINANCIERE

afin de lui confier diverses missions juridiques, administratives et de gestion financière et comptable.
Les candidats âgés de 25 ans au minimum auront une formation supérieure (ESSEC, ESC, Sciences Eco ou équivalent) et posséderont quelques années d'expérience acquise si possible en Entreprise.

Env. CV, photo et prêt. sous réf. 2844

Cabinet Jean-Claude MAURICE
42, rue Legendre - 75017 Paris

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE grande banlieue Nord Paris recherche pour tenir le rôle de

Correspondant Informatique

dans une équipe de calcul de structure sur ordinateur

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calcul de structure par l'intermédiaire d'un système C.D.C. 7600 en télétransmission, il sera chargé de :
— définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes ;
— définir les procédures d'utilisation des matériels existants ;
— assurer la maintenance des programmes existants ;
— assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthode des éléments finis, dessin automatique) et en informatique (programmation Fortran et Assembler, bonne connaissance de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man. av. C.V., photo et prêt. ss n° 83.620, CONTEXTE Publ., 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

développement produits nouveaux

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur INA, ENSIA, IBANA, ayant acquis une solide expérience du développement de produits nouveaux dans l'industrie alimentaire, de préférence dans le domaine boulangerie-pâtisserie industrielle.

Au sein d'une équipe chargée de développer des activités nouvelles, il participera à la définition des projets, coordonnera la mise au point des nouveaux produits, coordonnera l'amélioration des produits existants et de leurs procédés, contrôlera la qualité des produits dont il aura la responsabilité.

Langue : Anglais courant.
Lieu du poste : Levallois-Perret.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 19 M, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone 126-130 rue Jules-Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

Nous sommes une société internationale réputée dans le domaine de l'outillage à air comprimé et nous recherchons :

UN DIRECTEUR DE MARKETING

dynamique pour diriger et contrôler notre Division Marketing française.

Les candidats, âgés d'au moins 35 ans, devront avoir une connaissance parfaite de l'anglais et être compétents pour établir des rapports financiers et prévisionnels, selon l'usage dans les sociétés américaines.

Les qualifications professionnelles pourront être d'ordre technique ou commercial, mais l'expérience de la vente et du marketing sera essentielle. La société est basée dans la région parisienne. Nous offrons une rémunération intéressante, avec avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, sous le numéro 83.558, à BIEU PUBLICITE, 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES, qui transm.

IMPORTANT CABINET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

— RÉVISEURS

titulaires au minimum du D.E.C.S. Sup de Co appréciés, de préférence 2 années d'expérience. La connaissance de l'anglais sera appréciée. Les déplacements seront fréquents.

Envoyer curriculum vitae et présentations à n° 7.839, «le Monde» Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Nous sommes la filiale française d'un GROUPE INTERNATIONAL, puissant, spécialisé en RÉGULATION et ROBINETTERIE CHAUFFAGE.

Ayant établi notre position en régulation, nous voulons développer en France nos ventes de ROBINETTERIE : robinets thermostatiques, robinetterie monotube, vannes d'équilibrage, vannes d'arrêt, etc.

Nous recherchons :

UN CHEF DE PRODUITS ROBINETTERIE

Rendant compte au Directeur Commercial, il aura pour mission :
— d'identifier les secteurs Produits/Marchés à attaquer en priorité ;
— de maintenir et développer personnellement les contacts avec les clients importants : Constructeurs, Distributeurs, Bureaux d'études, etc.
Il sera responsable de réaliser, en liaison avec les ingénieurs technico-commerciaux multi-produits, les objectifs de vente à la définition desquels il aura participé.
Age : 32 ans minimum.

Expérience de la Vente et/ou du Marketing de produits similaires indispensables.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et présentations au n° 7.798, «LE MONDE» Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9).

POSTE A CREER HAUTS-DE-SEINE

UN ou UNE SPÉCIALISTE du MARKETING - VENTE PAR CORRESPONDANCE

Société Leader dans la prestation de services intellectuels diversifiés, destinés aux entreprises, nous recherchons un — ou une — diplômé(e) d'études supérieures, ayant une formation «marketing» large et une expérience effective de la vente par correspondance de produits intellectuels auprès d'entreprises ou de professionnels.

Nous lui demandons de :
— piloter l'implémentation progressive de notre système actuel de V.P.C. en vue d'une adaptation fine aux segments de marchés à identifier ;
— mener les études nécessaires pour conseiller les divers secteurs opérationnels des entreprises dans le lancement de leurs produits.

La connaissance de l'outil «informatique» est nécessaire.

Les personnes intéressées par cette offre de situation adresseront leur C.V. sous la réf. 530.010/M à : Régie Presse, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

ETAP 25, rue Pierre-Curie, 91200 AVOIR-MONNE
IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE TAILLE INTERNATIONALE D'APPAREILS D'ÉCLAIRAGE recherche dans le cadre du développement de son siège de Paris

MEMBRE DU SERVICE COMMERCIAL

RESPONSABLE DE VENTE DE HAUT NIVEAU

pour la promotion d'un produit de qualité et de haute technicité auprès architectes, B.E., promoteurs, clientèle industrielle. Ce poste implique une part importante de contacts personnels et de négociations. Il peut convenir à un candidat ayant des aptitudes technico-commerciales prononcées, la possibilité de travailler à des niveaux élevés. Situation de responsabilité et d'avenir pour candidat désireux de participer pleinement au travail d'une équipe jeune et dynamique.

Prévoir adresser un curr. vitae manuscrit et détaillé à l'adresse indiquée ci-dessus.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS recherche d'urgence

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

diplômé MIAGE ou équivalent dépourvu des obligations militaires pour participer à l'étude, la réalisation technique et la mise en place d'applications de gestion sur mini-ordinateur.

Poste à pourvoir à PARIS.

Discretisation assurée.

Envoyer C.V. à No 84053 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

IMPT GROUPE INTERNATIONAL - PARIS recherche

pour sa DIRECTION FINANCIERE

DEUX FISCALISTES

Au sein du Service Fiscal du Groupe, ils auront pour mission d'informer, de conseiller et d'assister les services opérationnels des différents établissements et sociétés (S.A., Société à responsabilité limitée, T.V.A.), contrôler les impositions, maintenir des contacts suivis avec l'Administration et intervenir à l'occasion des vérifications et contentieux fiscaux.

En collaboration notamment avec les Services Financiers et Juridiques, ils participeront également à des études générales en vue d'optimiser l'application de la législation fiscale au niveau du Groupe.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant acquis à travers une activité exercée dans l'Administration des impôts, un Cabinet juridique et fiscal ou une Société, une bonne expérience de la fiscalité des entreprises.

Le Groupe offre de réelles perspectives d'évolution. Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adr. lettre man. C.V., photo et prêt. à n° 84.199 CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

nodet gougis

Important constructeur français de machines agricoles. Leader européen dans sa branche. Fort taux d'expansion et de pénétration au niveau du marché mondial (35 pays).

JEUNE CADRE EXPORT

Diplômé d'une Ecole supérieure de commerce ou d'agriculture.

Minimum 3 ans d'expérience dans la branche exportation.

Sera chargé, sous les directives du Chef du Service Export :

— d'animer et développer le réseau existant ;

— de prospecter et organiser de nouveaux marchés ;

— de suivre les résultats par rapport aux objectifs de la politique définie.

Connaissances parfaites de l'anglais + espagnol ou allemand.

Déplacements entre 50 et 60%.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V., photo et présentations au Chef du Personnel, 5 Boulevard Mal Leclerc 77130 MONTEREAU.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROTECTION ÉLECTRIQUE LEADER MONDIAL DE LA SÉCURITÉ RECHERCHE POUR PARIS

VENDEURS CONFIRMES

— Age minimum 25 ans ;

— Dynamiques, capables d'assurer le développement de ses produits ;

— Pourront justifier d'excellents résultats dans la vente ;

— Expérience souhaitée : assurances, équipement de bureaux (machines) ;

— Excellente présentation ;

— Voiture personnelle ;

— Libre rapidement.

NOUS OFFRONS :

— Rémunération importante garantie pendant la période de formation indispensable à la connaissance de nos produits (pas inférieure à 32.000 F annuels) ;

— Intéressement lié aux résultats ;

— Indemnité voiture.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement.

Envoyer curr. vitae, présentations, référ., photos à : DAREP Publicité (n° 1233 D) 120, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS, qui transm.

Pour promouvoir les réactifs auprès des Laboratoires de la Région Parisienne

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES recherche

de formation : CHIMIE - BIOCHIMIE (matières, L.U.T., B.T.S., etc.)

Résidence : PARIS.

Env. C.V., photo et prêt. sous numéro 48.882, HAVAS CONTACT, 156, bd Hausmann, 75008 Paris.

RESPONSABLE LOGISTIQUE d'un important groupe de distribution alimentaire, recherche

son ADJOINT de Formation Supérieure

Il sera chargé d'études relatives à la distribution payante :

— entreposage ;

— manutention ;

— transport ;

— dispatching.

● Connaissance de l'outil informatique en distribution souhaitée.

Adressez C.V. et présentations, à J.-P. THARUY, 24, rue A.-Chabrière - 75737 Paris, Cédex 15.

CONCESSIONNAIRE CITROËN (1000 V.N.) région OUEST de PARIS recherche

CHEF DE VENTE

PLUSIEURS ANNÉES D'EXPÉRIENCE ET SÉRIEUSES RÉFÉRENCES EXIGÉES.

Env. avec C.V., ss réf. 6233, à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS - CEDEX 02, qui tr.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE À VOCATION MULTINATIONALE effectif 5.500 recherche

pour Siège Social PARIS

INGÉNIEUR CHIMISTE TECHNICO-COMMERCIAL

(E.N.S.I.C. Nancy, I.G.C. Tonlois ou équivalent)

FONCTIONS :

● établissement des offres Techniques et Commerciales ;

● appui à la force de vente ;

● suivi des affaires.

Ce poste peut convenir à candidat ayant le goût des responsabilités et disponible pour déplacements occasionnels à l'étranger.

— ANGLAIS indispensable.

— ALLEMAND très souhaitable.

Une expérience de 3 à 4 ans dans domaine Génie Chimique est nécessaire (thermique, process, engineering, B.E. ou fabrication d'équipement...).

POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION à des fonctions plus larges par la suite.

Env. C.V., photo et prêt. sous la réf. 418 à : SPERAR, 12, rue J.-Jaurès, 92067 Puteaux, qui tr.

Entière discrétion assurée

Un groupe industriel dynamique, leader dans sa branche pour la France, recherche un

jeune COMMERÇANT ENTREPRENANT

ayant le sens du travail sur le terrain, pour relations avec de GRANDES ENTREPRISES.

Ses interlocuteurs : les Services Achats.

Son environnement : une équipe commerciale jeune.

Son expérience : l'aura de préférence familiarisée avec les ventes à caractère technique et les relations avec des industries de production en grande série (type automobile ou équivalent).

Position : CADRE. Rémunération et possibilités d'évolution à la mesure du candidat.

Résidence région parisienne.

Envoyer C.V. et photo à Cie INDUSTRIELLE DE MECANISMES, B.P. 168 - 92203 Neuilly-sur-Seine.

Importante Société d'ingénierie et de construction nucléaire, nous recherchons pour notre service « Travaux »

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU RESPONSABLES DE CHANTIER

Une expérience des travaux de montage et de mise en service de grandes installations électro-mécaniques est nécessaire.

Les hommes que nous recherchons doivent être issus de Grandes Ecoles d'ingénieurs (AM, ECP...).

Ces postes sont évolutifs et doivent permettre d'accéder à la fonction de directeur de chantier.

Ecrire No 84.198 ConTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris CEDEX 01 qui transmettra.

FIILAE GROUPE AMÉRICAIN 800 personnes, industrie mécanique recherche pour son Siège Social à PARIS

RESPONSABLE CRÉDIT

(Crédit and Collection Manager)

Il aura la responsabilité, pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, de la définition des conditions de paiement et de crédit, de la surveillance des règlements, de la mise au point des financements et garanties.

Expérience préalable de la fonction et pratique courante de l'anglais indispensables.

Adressez C.V. et présentations, sous référence 8.030, à

organisation et publicité 2, rue IMPERIO - 75001 PARIS qui transmettra

UN GROUPE BANCAIRE DE DIMENSION INTERNATIONALE propose à Paris et pour son département d'études financières un poste d'

ANALYSTE FINANCIER CONFIRME

Outre une bonne formation théorique (type HEC, ESSEC, ESCP, ESC etc...) le candidat idéal justifiera d'une expérience professionnelle de 3/4 ans dans cette fonction.

Il manifestera d'autre part un goût certain pour les études et les contacts. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitable. Des déplacements de courte durée sont possibles tant en France qu'à l'étranger.

Larges possibilités de carrière.

Adres. C.V., photo et présentations/réf. 3406 M à

PL. Pierre Lichat 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra

مكتبة الامم المتحدة

Les régions

CONFLIT

Archéologues contre promoteurs

SEPT IMMEUBLES SAUVAGES SUR LA COLLINE DE FOURVIÈRE

Le tribunal administratif de Lyon a annulé, il y a quelques jours, pour excès de pouvoir, le permis de construire déposé par la Société civile immobilière de la rue des Farges pour la construction de sept immeubles (soixante-quatre appartements) sur la colline de Fourvière. L'annulation avait été demandée le 24 mars dernier par l'association Sauvegarde et embellissement de Lyon, que préside M. Georges Cohendy.

Pourtant, la construction des deux premiers immeubles de cet ensemble continue à un rythme soutenu. Le ministre de l'équipement aurait-il des raisons de ne pas faire exécuter ce jugement ? De ne pas presser les promoteurs — la Société lyonnaise de construction (S.L.C.) et la banque La Hénin — d'interrompre une construction menée désormais illégalement ? Il est possible de lutter contre l'urbanisme dérogatoire. Un exemple : au moment où était rendu le jugement de Lyon, la direction départementale de l'équipement de la Savoie contraignait deux sociétés de Chambéry à raser un étage qui avait été ajouté, « par erreur », à leur projet initial. Pour-

quoi la direction du Rhône laisse-t-elle sans effet une décision qui a force de loi et est exécutoire immédiatement ? Dans ces conditions, l'association Sauvegarde et embellissement de Lyon, qui ne peut se prévaloir d'un préjudice particulier, a été réduite à saisir par lettre le 2 novembre le procureur de la République.

Ce ne sont pas évidemment les promoteurs qui se plaignent de la passivité de l'administration. Déjà ceux-ci, au début de l'année, avaient

tiré de la procédure le moyen de faire échec à la décision de « suris à exécution », prononcée le 21 juin par le même tribunal. Saisissant la section du contentieux du Conseil d'Etat, ils avaient obtenu, dès le 8 juillet, une ordonnance — rendue non contradictoirement — les autorisant à poursuivre les travaux. Les résultats n'ont pas tardé : en trois mois, deux immeubles sont sortis de terre, dont celui qui concentre les trois dérogations objet de la contestation.

Quant à la ville de Lyon, elle n'a attribué aucune aide. Selon M. Desbat, « elle est totalement allergique à ce type de folies ». Surtout, serait-on tenté d'écrire, depuis qu'elle s'est donné bonne conscience en investissant 21,43 millions de francs dans un prestigieux musée gallo-

romain. Dans ces conditions, on voit mal comment les archéologues, « fournis », qui, depuis des années, grètent, tamisent, mesurent, photographient, sans relâche, pour ainsi dire, les temps aux bulldozers des promoteurs. Déjà, une partie des vestiges a été ensevelie. Le reste est appelé à disparaître au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Sauf, en principe, les thermes et, à l'autre extrémité du chantier, un « bassin public » dans lequel les fosses de la résidence élévatoire peuvent être un jour des poisons rouges.

« Nous devons admettre que nous n'avons jamais eu sur un chantier des conditions de fouilles aussi bonnes », observe M. Desbat. Mais le problème du sauvetage des sites archéologiques reste entièrement posé. « Pour les responsables de l'association Sauvegarde et embellissement de Lyon, l'idéal aurait été que soit aménagée, rue des Farges, une sorte de jardin public, où les vestiges examinés auraient été mis en valeur dans un cadre de verdure, avec pelouses et massifs.

A long terme, on pouvait envisager de réunir ce site aux grands équipements publics, théâtre, odéon, existant à proximité. Les rares Lyonnais qui ont eu l'occasion de visiter les fouilles auraient-ils été d'accord avec un tel projet ? Outre mille d'entrées s'étaient tout de même précipités, lorsque les archéologues organisèrent une opération « portes ouvertes » de deux journées, en septembre 1975.

De leur côté, les promoteurs supportent mal ces critiques de construire en rond que sont à leurs yeux les amateurs d'antiquité. Car-

POLÉMIQUE

Les Orléanais ne veulent pas cloître leur cathédrale

Pendant dix jours viennent d'être exposés à Orléans les projets conçus par six architectes parisiens appelés par le secrétariat d'Etat à la culture au « chœur » de la cathédrale (le Monde du 13 octobre). Plusieurs bâtiments sont prévus aux abords immédiats du monument : annexe de la mairie et musée municipal d'un côté, bureaux et salles de réunion pour la préfecture et les assemblées régionales de l'autre.

Ces projets suscitent évidemment des commentaires passionnés. Le ton a été donné par le maire lui-même, M. René Thinet (radical), qui, dès l'ouverture de l'exposition, n'a pas caché sa préférence pour le projet des architectes Luc et Xavier Arsène-Henry, qui proposent deux bâtiments monumentaux de 30 mètres de haut, de chaque côté de la cathédrale. Le maire a souhaité néanmoins qu'une collaboration s'instaure avec l'auteur d'un autre projet, M. Christian Langlois, qui, « sans faire du pastiche », déclare M. Thinet, apporte un style plus en rapport avec les constructions de la place Sainte-Croix que les frères Arsène-Henry. Un projet commun Arsène-Henry-Langlois semble donc s'esquisser : il aurait d'ailleurs reçu l'accord de principe de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture.

A quel donc va servir la consultation que l'on nous propose, se demandent alors certains Orléanais. Des détails les ont quelque peu agacés : par exemple, le parti battu dans l'exposition aux frères Arsène-Henry, dont les plans couvrent la moitié des panneaux mis à la disposition des six exposants.

Ce coup de pouce d'ailleurs était-il nécessaire ? Bon nombre de visiteurs, si l'on se réfère aux critiques formulées sur le registre de l'exposition, se rallient aux projets Arsène-Henry et Langlois ou à un compromis entre les deux. La première raison est une certaine méfiance, discutable bien sûr, envers les projets qui avaient retenu l'attention de la commission des abords, à Paris, notamment ceux de M. Jean-Pierre

Butti et de Paul Chemetov, parce qu'« ils ont le défaut d'être trop modernes et qu'on ne peut concilier le moderne et l'ancien ».

La seconde raison est que le souhait du secrétariat d'Etat à la culture de réduire la surface du parvis de la cathédrale risque de déranger l'ordonnement immuable des fêtes de Jeanne d'Arc du 8 mai : une foule immense se presse aux abords de la cathédrale ; or le projet des frères Arsène-Henry, qui garde une certaine distance avec l'édifice, limite cet inconfort.

Le parti socialiste, pour sa part, remet en cause plus particulièrement les deux postulats architecturaux du resserrament du parvis et celui de la symétrie, qu'il juge « discutable ». « Dire aujourd'hui qu'il faut resserrer pour retrouver l'esprit du Moyen Age, c'est dire une absurdité. Si les maîtres bâtisseurs édifiant leurs châteaux de milieu des maisons, c'est parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, à une époque où la cité devait s'abriter tout entière derrière des remparts et où le sol était chichement mesuré. Quant à la symétrie, pourquoi l'établir partout ? Il faut conserver une fonction d'habitation à la partie sud de la place, qui communique avec la vieille cité.

Cette opinion est partagée par ceux qui craignent que la cathédrale ne soit « encerclée par les bureaux ». Comme ce vétéran s'exclame en partant : « On met le bâtiment préfectoral à la Source, la cité nouvelle. L'ancien curé de la cathédrale, Mgr Brun, propose que les rez-de-chaussée des nouveaux immeubles soient attribués à des commerces, mais « de qualité ».

On le voit, les Orléanais boudent le resserrament du parvis : ce n'est pas pour eux une simple question d'architecture. La vie du centre de leur ville et son animation sont en jeu. « Pitié pour notre cathédrale, écrit un autre visiteur, Bourges et Reims desserrent l'église, nous nous en sommes allés contre-courant ? Le débat n'est pas clos.

RÉGIS GUYOTAT.

loterie nationale

chaque mois la tranche du

ZODIAQUE

prix du billet 44 F
le 1/10 5 F

GROS LOT DE 1 MILLION ET DEMI DE F
Tirage le 10 Novembre

LABORATOIRES DE LANGUES PHILIPS

Collèges • Lycées • Enseignement Privé
• Universités et Grandes Ecoles
• Administrations • Ministères • Associations et
Chambres de Commerce • Banques • Industries

PHILIPS

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE
BP 131, 92154 Suresnes Cedex. Tél. 506.82.40 - Poste 988

Pour tous projets, demandes de documentation ou liste de références nous contacter en retournant la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom _____
Adresse _____

DÉBAT

LA LORRAINE FACE AU LUXEMBOURG

Pour une géographie volontaire

APRÈS le point de vue de M. Jules Stieffels publié dans le Monde du 1^{er} septembre sous le titre « La Lorraine face au Luxembourg », M. Jean Feit, membre de la commission exécutive du parti de Meurthe-et-Moselle nous écrit :

La population de l'arrondissement de Briey et de l'arrondissement de Thionville réunis dépasse très largement la population du Grand-Duché de Luxembourg sur le plan quantitatif. Le potentiel économique de ces deux arrondissements est très sensiblement équivalent à celui du Grand-Duché.

La différence essentielle réside dans le fait que, comme le dit fort justement l'auteur de l'article, le Grand-Duché de Luxembourg a pratiqué une politique de diversification industrielle qui le soumet d'ailleurs très largement à des décisions d'investissement extérieures à son pouvoir politique et une politique d'attraction en matière financière qui résulte du fait que son niveau européen ne lui a pas permis de mener une législation fiscale cohérente. Le Grand-Duché en a tiré bénéfice ; pour combien de temps ? Seul l'avenir le dira.

Il n'en reste pas moins que le nord du département de Meurthe-et-Moselle se trouve confronté à des difficultés qui sont la conséquence d'une domination quasi exclusive pendant près d'un siècle du patronat de la sidérurgie. L'arrêt d'une partie de la production a entraîné la présence de gisements de minerai de fer importants, le patronat de la sidérurgie s'est employé à éviter l'installation de tout type d'industrie concurrente au niveau des salaires ou entraînant une diversification industrielle qui lui aurait pu être, à terme, fait perdre sa situation prédominante. Il y a pratiqué une forme de colonialisme qui a coûté fort cher au nord du département de Meurthe-et-Moselle.

En fait, l'arrondissement de Briey est très largement victime d'une absence de volonté d'aménagement du territoire. On peut en trouver l'illustration dans le rejet, par le gouvernement français en 1967, d'une recommandation de la Commission du Marché commun tendant à favoriser la coopération entre le nord de la

Lorraine et le sud du Luxembourg. Il faut ajouter à la vérité que les responsables politiques de la province du Luxembourg belge craignaient les conséquences politiques d'une industrialisation trop marquée de leur province. Le Grand-Duché de Luxembourg était soigneusement tenu à l'écart de tous les projets de coopération.

Il est vrai, et c'est ce qui rend encore plus fautive la position du patronat français, qu'un Grand-Duché de Luxembourg y compris dans le secteur de la sidérurgie, les rémunérations des travailleurs sont de loin supérieures à celles

qui sont appliquées en Lorraine, alors même que, quoi qu'on en dise dans certains milieux français — les avantages sociaux n'y sont pas inférieurs. Il y a donc là une carence supplémentaire du côté français, qui explique que ceux qui ne trouvent pas de travail en Lorraine préfèrent franchir la frontière pour trouver des salaires un peu plus élevés, dont la chute activerait de la valeur du franc soulève encore l'intérêt.

Croire que la construction d'une centrale nucléaire à Cattenom améliorerait singulièrement la situation semble un peu utopique. (...) La centrale nucléaire de

Cattenom suscite, au même titre que celle de Remerschen au Grand-Duché de Luxembourg, une hostilité déclarée de la part de la population locale. Sur le plan technologique, il n'est pas sûr d'ailleurs qu'elle répondent toutes les deux aux besoins de la région : sur le plan écologique elles présentent suffisamment de dangers pour que leur construction suscite des réserves les plus expresses. Le débat actuel à la Moselle montre à l'évidence que les investissements dans la construction de ces deux centrales nucléaires pourraient bien être purement gratuits.

En fait le nord de la Lorraine a besoin d'une géographie volontaire du développement. A ce jour elle n'existe pas.

Faut-il faire le jeu des multinationales ?

D'ESON côté, M. Antoine Porcu, conseiller général, secrétaire de la Fédération de Meurthe-et-Moselle-Nord du P.C.F., nous écrit :

Nous ne pouvons suivre M. Stieffels lorsqu'il attribue à une évolution « fatale » de la sidérurgie le démantèlement du potentiel de production et lorsqu'il propose comme panacée l'installation d'un « modèle luxembourgeois » dans le cadre d'une « grande région par-dessus les frontières ». Car il est maintenant évident que la stratégie des multinationales multinationales de la sidérurgie vise à liquider d'ici quinze à vingt ans toute l'industrie sidérurgique et minière du Pays-Haut.

Est-il évident que le Luxembourg soit le havre de prospérité économique et de paix sociale que décrit M. Stieffels, alors que la sidérurgie luxembourgeoise a elle aussi connu le chômage partiel, que l'ARBED a supprimé près de mille cinq cents emplois en 1975 et que cette société fait partie du fameux cartel germano-belgo-luxembourgeois de l'acier, constitué en 1976 pour restructurer et rationaliser le potentiel de production des sociétés participantes. Est-ce un signe d'indépendance que la domination des grandes multinationales américaines sur les activités non sidérurgiques du Grand-Duché ?

Est-il de l'intérêt de la Lorraine et de la France d'intégrer l'économie lorraine dans la grande région « Sar-lor-lux », que

préconise l'ITRI (Institut multinational officiellement présidé par le P.D.G. des Houillères de Lorraine) ? Est-il sûr que les Français des travailleurs et de la France d'accentuer la domination qu'exercent les sociétés allemandes en Lorraine et de transformer, comme le souhaite l'ITRI, la région entre Moselle et Meuse en « zone verte de vacances et de loisirs » pour concentrer les activités productives sur l'axe Nancy-Sarrebruck et la vallée de la Moselle ?

Faut-il attribuer la non-diversification industrielle à un soi-disant manque d'énergie électrique (prétendu pour liquider le charbon au profit du nucléaire), alors que le préfet de Meurthe-et-Moselle lui-même (dans une interview au *Républicain lorrain*) est obligé, pour dédouaner son gouvernement, de rappeler au président de l'Union de la métallurgie de Longwy que les maîtres de forges se sont toujours opposés, dans le passé à l'implantation d'activités susceptibles de « brasser » dans leur chasse gardée sur le marché de la main-d'œuvre ?

Peut-on décharger de leurs responsabilités les gouvernements qui se sont succédés depuis 1962, alors que les cadeaux financiers qu'ils ont consentis aux monopoles leur ont permis de poursuivre l'accumulation du capital tout en liquidant les appareils de production qu'ils jugeaient les moins rentables et qu'ils avaient depuis longtemps amortis ?

Peut-on accorder quelque crédit aux hommes « providentiels » parachutés par la droite à chaque élection, à ces notables locaux qui tentent aujourd'hui par quelques déclarations affolées et quelques inaugurations de zones industrielles à peu près vides, de faire oublier leurs complicités passées, leurs promesses non tenues et les abandons qu'ils se préparent à cautionner ?

Faut-il accepter la liquidation du Bassin Minier lorrain dont les sociétés sidérurgiques ne comptent extraire que 1,5 milliard de tonnes, alors que les réserves prouvées atteignent 5 milliards de tonnes et peuvent donc alimenter en minerai de fer pendant plus de quatre-vingts ans une sidérurgie lorraine assumant au moins 50 % de la production française ?

Faut-il se résigner à ce que la production sidérurgique française suffise à peine à satisfaire la consommation nationale d'acier, puisque, calculée sur la période 1967-1974, la balance commerciale en tonnage est à peine équilibrée et que le solde positif de la balance des paiements pour la branche « sidérurgie mines de fer » est passé de 2 224 millions de francs en 1969 à 279 millions de francs en 1972 ?

Faut-il soustraire cette industrie vitale pour le développement économique de la France aux trois groupes qui la dominent et refuser son intégration dans les structures supranationales dominées par la R.F.A. ?

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde THE TIMES Europa
LA STAMPA DIE WELT

L'industrie britannique peut déplorer sa faible productivité

La Grande-Bretagne s'est engagée à fond dans l'examen masochiste, mais que l'on espère salutaire, des causes de sa faible productivité industrielle au cours de ces dernières années. Elle se livre ainsi à des comparaisons qui ne sont pas sans intérêt pour d'autres pays industrialisés. Le département d'économie appliquée de l'université de Cambridge vient notamment de publier une étude de Mr C.F. Pratten comparant la productivité de la main-d'œuvre dans l'industrie occidentale, en attendant une autre étude sur la productivité des sociétés suédoises et britanniques. Etant donné le grand nombre de variables, aucune comparaison ne peut être exacte, mais, comme l'indiquent d'autres estimations, le livre de Mr Pratten montre que la Grande-Bretagne est largement en queue de peloton dans la Communauté européenne.

Viennent ensuite l'Italie, la France et l'Allemagne, se situant loin derrière l'Amérique du Nord. Cette étude fait suite à une autre, de l'Agence nationale du développement économique (National Economic Development Office, NEDO), organisation financée par le gouvernement mais

gérée de façon autonome, qui a comparé les structures et les rendements de l'industrie britannique et allemande de 1954 à 1972. Celle-ci montrait que, dans la période considérée, le taux de croissance annuelle du produit intérieur brut s'est élevé en moyenne à 2,6 % au Royaume-Uni et à 5,3 % en Allemagne fédérale, alors que l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre industrielle atteignait en moyenne 2,8 % au Royaume-Uni et 4,8 % en Allemagne.

Pour sa part, M. Pratten s'intéresse surtout à la situation actuelle (ou plutôt à celle de 1972). Il a questionné deux cent cinquante sociétés ayant des usines en Grande-Bretagne et dans d'autres pays pour leur demander des informations sur leurs niveaux de productivité et sur les raisons des différences observées. Une centaine d'entre elles ont répondu, dont les méthodes de comparaison sont très différentes : les résultats ne peuvent donc être qu'indicatifs. Sur la base de ces calculs toutefois, le tableau ci-contre indique les pourcentages de productivité supplémentaires de la main-d'œuvre d'Amérique du Nord et des principaux

pays membres de la Communauté, par rapport à celle de la Grande-Bretagne, la dernière colonne ayant été corrigée pour tenir compte des affectés des entreprises britanniques concernées.

PAYS COMPARÉS AU ROYAUME-UNI	MOYENNE NON CORRIGÉE	MOYENNE CORRIGÉE D'APRÈS LES EFFETIFS
Amérique du Nord	+ 50 %	+ 58 %
Allemagne	+ 27 %	+ 35 %
France	+ 15 %	+ 28 %
Italie	+ 16 %	+ 19 %

Pour expliquer les différences, le professeur de l'université de Cambridge se réfère à des causes économiques (comprenant les variations du rendement de la production et des équipements) et à des causes relevant du comportement de la main-d'œuvre (comme l'incidence des grèves et des principales pratiques restrictives, ou les différences entre les taux d'encadrement et d'efficacité). Il montre ainsi que près de la moitié du surcroît de productivité de l'Allemagne, 12 %, relève du comportement de la main-d'œuvre : 3,5 % venant du nombre moindre des conflits sociaux et de la faiblesse des pratiques restrictives du travail, et 8,5 % d'une efficacité accrue. En France les différences dues à des raisons économiques sont plus importantes que les différences relevant des comportements de la main-d'œuvre. L'activité des ouvriers n'est pas meilleure en France qu'en Grande-Bretagne, mais elle gagne plus de 20 % grâce à de meilleurs rendements et à des séries plus longues.

Dans ces trois pays le surcroît de productivité provenant de meilleures installations et d'un meilleur équipement est plus élevé de 5 % par rapport à ce qu'il est en Grande-Bretagne. Ce taux est légèrement plus élevé en Amérique et bien davantage encore (8 %) en Allemagne, pour des raisons tenant à un meilleur encadrement et à une plus grande efficacité.

Si l'on examine les causes du déclin britannique c'est, bien sûr, pour trouver les moyens de l'enrayer. La multiplicité des raisons qui expliquent les différences de productivité ne permet pas d'isoler une solution unique. Le rapport qui doit paraître sur la construction mécanique désignera certainement comme principal coupable les mauvaises relations entre partenaires sociaux, mais il mentionnera aussi d'autres facteurs. Il faut pourtant chercher une cause principale et c'est dans les attitudes et les politiques suivies par le pays qu'elle se trouve.

Le principal économiste de l'Agence nationale du développement économique, M. M. Pantic, a souligné qu'il n'existe pas un seul facteur important de l'industrie anglaise qui se soit mieux comporté qu'en Allemagne, au cours des deux dernières décennies. Il en conclut que les ressources limitées du pays nécessitent le choix de priorités, ces dernières devant refléter une stratégie globale visant à éliminer la « maladie britannique », épidémie qui, a-t-il dit, a fait rage pendant ces vingt dernières années. Il n'a cependant pas dit quelle devrait être cette stratégie.

Mr Pratten a moins de retenue. Il propose une longue liste de mesures individuelles, grâce auxquelles les directeurs des entreprises, les syndicats et les gouvernements pourraient contribuer à améliorer la productivité. Et il examine les avan-

tages et les inconvénients de deux changements plus radicaux. L'un consisterait à exposer l'industrie britannique à une concurrence internationale encore plus aigüe, tout en réduisant les tarifs douaniers et en utilisant la menace d'un taux de chômage encore plus élevé, afin de contraindre les employés à mieux coopérer. L'autre consisterait à nationaliser une grande partie de l'industrie... « Au taux de change actuel, le haut niveau des salaires dans d'autres pays ne va pas entièrement de pair avec une productivité plus élevée, compte tenu du fait que la productivité de la main-d'œuvre est plus faible au Royaume-Uni, notamment en raison des différences de comportement, elles-mêmes reflètes de l'organisation sociale, écrit-il. Le taux de change relativement bas de la monnaie britannique constitue un ajustement réaliste et contribue en temps voulu à faire disparaître quelques-unes des difficultés de la gestion de l'économie. » Y a-t-il vraiment de quoi se consoler ?

ERIC WIGHAM
(The Times).

M. Denis Healey : le plan de soutien de la livre ne relève pas de la Communauté

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Neuf réunis lundi à Bruxelles se sont entretenus durant un déjeuner tenu à huis clos des mesures éventuelles à envisager pour contribuer à la stabilisation de la livre sterling. De ces entretiens, il ressort que le gouvernement britannique est convaincu que ce n'est pas auprès de la Communauté — dont la moitié des Etats membres se trouvent eux-mêmes en difficulté — qu'on peut espérer trouver ou même rechercher une aide décisive.

Le Royaume-Uni pour parvenir à rétablir l'équilibre de ses comptes extérieurs négocie actuellement un « emprunt » de 25 milliards de dollars auprès du F.M.I. M. Healey, le chancelier de l'Echiquier, a expliqué à ses collègues qu'il convenait de mener cette partie de l'opération sous le terme avant d'envisager d'autres démarches. Quand les pourparlers avec le F.M.I. seront achevés, il sera temps d'examiner si la Communauté peut participer à un concours supplémentaire en faveur du Royaume-Uni.

M. Healey a noté que l'ensemble des pays partenaires avait exprimé la volonté et la capacité d'appuyer son pays. Une fois les difficultés immédiates surmontées, l'aide internationale sera nécessaire pour aider le gouvernement britannique à éliminer progressivement les « balances sterling ». La encore le chancelier de l'Echiquier a fait valoir que la Communauté ne consti-

Un exemple de transfert de technologie

Des centres de recherche privés s'associent avec des pays en voie de développement

Les transferts de technologie figurent en bonne place dans la longue liste du contenu des accords de coopération technologique entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Si personne ne s'élève — officiellement — contre le principe et la nécessité de tels transferts, il reste qu'au stade des réalisations bien peu a été fait. Depuis près d'un an, une des commissions du « dialogue Nord-Sud » de Paris se penche sur la question. Sans grand résultat.

Dans ce contexte, on suivra avec beaucoup d'intérêt une expérience de coopération technologique en cours. Des entreprises privées françaises, spécialisées dans la recherche et la mise au point de procédés visant à améliorer les techniques de production, viennent de s'associer avec plusieurs gouvernements de pays en voie de développement, à travers une société commune : l'Omanum d'entreprises à haute technologie (O.E.H.T.). Les actionnaires en sont pour le moment : M. Michel Lefebvre, P.D.G. du groupe OPT (1), O.P.I.N.N.O.V.A. et SOPROPLUS (société d'innovation créée par d'anciens élèves des grandes écoles d'ingénieurs) pour 51 %, et les gouvernements de Côte-d'Ivoire, du Togo, de Haute-Volta, du Niger, du Dahomey et du Bénin pour 49 %. Le capital de 15 millions de francs sera porté en 1977 à 20 millions par l'entrée d'autres pays en voie de développement dans l'O.E.H.T.

L'objectif de cet omium est d'offrir à ses participants une gamme élargie de technologies adaptées à leurs besoins techniques complets. Son action va s'orienter dans cinq grandes directions :

• Prises de participation dans des centres de recherche privés un peu partout dans le monde. D'ores et déjà, l'O.E.H.T. détient 15 % du groupe OPT 15 % de Technilog et 10 % d'Orfiter (spécialiste dans les technologies d'impression). Au cours des prochains mois, il est prévu des prises de participation dans des centres américains, japonais et britanniques.

• Constitution d'une banque de données scientifiques et techniques accessibles à tous les actionnaires et à tous les centres de recherche dans lesquels l'omium détient une participation.

• Organisation de la formation scientifique des élites des pays en voie de développement, actionnaires de l'omium, en liaison avec l'université de technologie de Compiegne.

• Coordination des études des différents centres afin de résoudre certains problèmes spécifiques aux « pays du Sud ». Par exemple, les engrais produits actuellement en fonction des conditions climatiques du Nord sont souvent inopérants dans les pays africains. Il faut donc trouver des engrais différents.

• Enfin, amélioration de la rentabilité de la recherche grâce à une équipe de négociateurs spécialisés dans la valorisation industrielle des découvertes. — J.-M. Q.

(1) L'Omanum de prospective industrielle a été créé en avril 1969 par Michel Lefebvre. C'est un centre de recherche privé qui est devenu, grâce à une valorisation intensive, une activité à groupe industriel (OPT) prend notamment des participations dans les entreprises exploitant ses brevets.

PHILIPPE LEMAITRE.

En Grande-Bretagne

LES PRIX DE GROS ONT AUGMENTÉ DE 1,5 % EN OCTOBRE

Les prix de gros ont augmenté en Grande-Bretagne de 1,5 % en octobre, contre 1,25 % en septembre. Pour le quatrième mois consécutif, la hausse annuelle de ces prix s'est accélérée, atteignant 16,5 % en octobre contre 16 % en septembre, 15,5 % en août, 14,75 % en juillet et 14,5 % en juin. L'indice s'est établi à 228 (base 1970). Les coûts des matières premières, quant à eux, ont progressé de 4,25 % en octobre contre 3,25 % en septembre.

• En Italie, les prix à la consommation ont augmenté de 1,70 % en septembre. En un an, la hausse s'élevait à 18 %.

• En Allemagne fédérale, le coût de la vie n'a augmenté, comme il avait été annoncé, que de 0,1 % en octobre et de 3,8 % en septembre.

• Le Conseil national du patronat français estime, à la suite de l'instauration par l'Italie d'une surtaxe sur les achats de devises, que « les ventes françaises se trouvent une nouvelle fois pénalisées, alors que dans le même temps la sous-évaluation de la lire place plusieurs secteurs de l'industrie française dans une situation insupportable ». Avant la réunion, le 3 novembre, du conseil des ministres de la C.E.E., le C.N.P.F. estime qu'il serait dangereux d'accepter telles quelles les nouvelles mesures restrictives italiennes et qu'il conviendrait de les modifier ou, au moins, de les limiter plus strictement dans le temps.

• En Allemagne fédérale le chômage a de nouveau augmenté en octobre atteignant 943 000 personnes, soit 45 000 de plus qu'en septembre. Ce nombre représente 4,1 % de la population active, contre 3,9 % le mois précédent. — (A.F.P.)

Défense du Franc...

offrez du CHAMPAGNE !
toutes marques chez KIATOU
SIEGE : 44, rue du Boc et
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

Société Financière en Suisse
Offre co-propriété immobilière anonyme à non-résidents français*.
Revenu garanti par situation exceptionnelle.
Grandes banques internationales.
Régime fiscal en Suisse ou au Canada, (monnaie convertible).
Discretion absolue. *Tel que défini par la réglementation française des changes.
Ecrire sous chiffre: 18-115430. Publicitas - Genève.

Dans le centre de NICE, au cœur du Quartier des Musiciens, une résidence aussi belle qu'une symphonie

Le Parnasse
30-32, boulevard Victor Hugo - Nice



Du studio au 5 Pièces 1ère tranche Rue Rossini / Av. Baquis

Renseignements au Bureau d'Accueil sur place
Téléphone : (93) 87.25.44
Réalisation : Ulster Properties Limited
Gestion : Jacques Perdu (Bateco S.A.)

Je désire recevoir votre documentation sans engagement de ma part
Je suis intéressé par un appartement de : pièces

Mr. Mme Melle
Adresse
Tél.
Le Parnasse 30-32, Bd Victor Hugo 06000 NICE MB 1

Pacer



STATION-WAGON
American Motors
Jean-Charles
28, rue CLÉMENTINE PARIS 16° Tél: 288-23-46

(PUBLICITE)
IMPORTANT
INSTITUT DE RECHERCHE
situé à Rome (Italie)

recherche des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du docteur.

Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées.

La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.

Adressez le curriculum vitae à E.P. 10807, 00100 ROME.

Si vous partez demain à Tokyo sans connaître un mot de japonais, mieux vaut partir avec nous.

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



JAPAN AIR LINES

صكنا في الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POLITIQUE CONTRACTUELLE

Les syndicats accentuent leur pression contre le blocage du pouvoir d'achat en 1977

Loin d'atténuer les inquiétudes des syndicats, les entretiens et les déclarations de MM. Barre et Beullac sur les conceptions de la politique contractuelle n'ont fait que renforcer en ce début de semaine la volonté combative des organisations de salariés.

Qu'elles se rangent catégoriquement dans l'opposition à la politique gouvernementale, comme la C.G.T. et la C.F.D.T.,

ou qu'elles soient réformistes, aucune ne fait exception. Les dirigeants de ces derniers durcissent leur attitude, même si la C.F.T.C. estime que la discussion reste ouverte. En première étape de leur mobilisation, les fonctionnaires F.O. préparent une journée d'action, avec meetings, le 7 décembre, mais ne participeront « vraisemblablement pas » à la Journée C.G.T.

C.F.D.T. du 19 novembre dans les P.T.T. et d'autres services publics.

La C.G.C. organise, de son côté, une Journée nationale d'action le 19 novembre. Toutefois, les dirigeants syndicaux, en haussant le ton, se gardent de donner à leur offensive une acclémentation qui ne correspondrait pas à la combativité des salariés, freinée par la crise économique sinon par le contexte politique.

Les fonctionnaires F.O. : nous n'accepterons pas de préalables pour les négociations de 1977

« Les fédérations de fonctionnaires F.O. ont lancé une campagne d'information et de sensibilisation dans l'ensemble des départements pour la défense de la politique contractuelle. Cette campagne de mobilisation se terminera le 7 décembre par des meetings à la Mutualité, à Paris, et dans les principales villes de France », notamment indiquent M. André Giquette au cours d'une conférence de presse le 8 novembre à Paris.

Le secrétaire général de la fédération générale des fonctionnaires F.O. (1) a ajouté que d'autres formes d'action, pouvant aller jusqu'à la grève, seraient éventuellement envisagées ensuite.

« Nous ne souhaitons pas l'épreuve de force, a-t-il précisé, mais nous ne répondrons ni le gouvernement ni le syndicat sur sa position ».

« Qu'entend M. Raymond Barre par maintien du pouvoir d'achat ? a demandé M. Giquette. Nous nous sommes battus pour l'échelle mobile des salaires et des conditions de travail, nous ne pouvons pas accepter la hausse des prix. C'est un acquis de la force ouvrière. Nous n'accepterons pas de préalables aux négociations des accords salariaux pour 1977. Contrairement à ce qu'affirment la C.G.T. et la C.F.D.T., il y a toujours eu dans le passé de libres négociations ».

« La preuve, c'est qu'à chaque fois nous avons, comme nous le faisons, « craqué l'enveloppe ». Début 1976, M. Chirac a assuré qu'il n'y aurait de progression du pouvoir d'achat que pour les deux ministères, dans le secteur public et nationalisé. En mars, cette promesse a été acceptée pour à peu près tout le monde ».

Parlons d'une révision complète de la grille des salaires, le secrétaire général des fonctionnaires F.O. a souligné que l'amélioration du pouvoir d'achat n'était pas incompatible avec la lutte contre l'inflation, mais qu'elle devait tenir compte de l'expansion économique du pays.

« Il est paradoxal, a-t-il dit, que le gouvernement se montre plus adouci envers ses propres salariés qu'il l'est envers d'autres catégories ».

(1) Forces ouvrières indiquent qu'aux dernières élections aux commissions administratives paritaires nationales intervenant 33 services répartis dans 12 ministères et comptant environ 90 % de fonctionnaires en dehors de l'éducation nationale, elle a eu 155 élus contre 138 à la C.F.T.C., 314 à la C.F.D.T., 104 à la C.F.T.C. et 555 divers.

LA C.F.D.T. : les paroles du gouvernement ne sont que de la propagande.

A l'issue de son entrevue, le 8 novembre, avec M. Beullac, la délégation de la C.F.D.T. a déclaré que le ministre n'avait « donné aucune réponse concrète à toutes les questions abordées avec lui, notamment la répression syndicale, la Sécurité sociale, la garantie de l'emploi ainsi que les conflits en cours comme Rhône-Poulenc-Textile, les caisses d'épargne et le commissariat à l'énergie atomique ».

L'entretien a été totalement « imprévisible », a déclaré M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive. « M. Christian Beullac, a-t-il ajouté, manifeste la bonne volonté mais il est totalement dépourvu des moyens de mettre en œuvre pour appliquer ses projets. En fait, les paroles du gouvernement ne sont que de la propagande ».

« Aucune réponse n'a été faite sur les problèmes de l'indemnisation du chômage et, notamment, de l'augmentation de l'aide publique. La politique économique, a conclu M. Rolant, est vide de sens, et le C.N.P.F. et le gouvernement devront prendre leurs responsabilités en ce domaine ».

LA C.F.T.C. : la discussion reste ouverte.

Selon les dirigeants de la C.F.T.C. qui ont été reçus, lundi 8 novembre, par le premier ministre, l'entretien a été « un peu positif ». En réponse aux inquiétudes de la C.F.T.C. qui juge « insupportable » un simple maintien du pouvoir d'achat, M. Raymond Barre a précisé ses déclarations antérieures selon lesquelles une progression du pouvoir d'achat n'était pas exclue.

« Tout espoir n'est pas exclu d'obtenir, avant la fin de 1977, une étape intermédiaire » permettant d'accroître le pouvoir d'achat des salariés, laisse-t-on entendre à la C.F.T.C., où l'on déclare que la « discussion reste ouverte », mais que le premier ministre ne s'est pas encore prononcé sur les dates d'ouverture des négociations.

LA C.G.T. : le plan Barre est un facteur de déséquilibre.

« En moins de deux mois d'application, estime M. Georges Béguin, secrétaire général de la C.G.T., dans une déclaration commentant la hausse des prix en octobre, le plan Barre a eu pour effet de déstabiliser un peu plus le pouvoir d'achat des salariés, des pensions, des allocations familiales et autres prestations sociales. (...) Cette réalité, ajoutant à la suspension de la liberté de négociations salariales aussi bien dans le secteur public que privé, est, avec l'aggravation du chômage, la cause première de la tension sociale actuelle et des conflits qui ne manqueront pas d'en surgir ».

« C'est essentiellement de ce point de vue que le plan d'austérité est un facteur de déséquilibre social et économique et qu'il est de l'intérêt du pays de le faire échouer ».

« Les délégations et actions du 15 novembre y contribueront ».

M. BEULLAC : le gouvernement ne cédera pas, même aux syndicats unanimes.

M. Christian Beullac, ministre du travail, a déclaré, le 8 novembre à Antenne 2, que le gouvernement ne céderait « certainement pas » aux revendications des syndicats, même unanimes, si la lutte contre l'inflation devait alors être remise en cause.

« Nous sommes en face d'une situation relativement délicate et la lutte contre l'inflation est prioritaire pour le pays. Nous savons tous que si nous ne luttons pas contre l'inflation, nous allons vers un désastre à long terme et même à moyen terme, et que, par conséquent, c'est l'emploi même qui est en cause », a dit M. Beullac.

Interrogé sur ce que serait l'attitude du gouvernement s'il se trouvait confronté à l'opposition unanime des syndicats, il a estimé que « si le premier ministre cédait, c'est toute la lutte contre l'inflation qui serait remise en cause ».

Le ministre a ajouté, comme on le connaissait sur l'évolution d'un conflit social « grave et généralisé », que « les Français sont assez raisonnables pour comprendre qu'il y a des règles au-delà desquelles il ne faut pas aller ».

CONJONCTURE

M. BARRE ANNONCE D'AUTRES MESURES EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT

« D'autres mesures interviendront dans les prochains mois pour soutenir l'investissement », déclare sans plus de précisions M. Barre dans une interview au Figaro. Il ajoute que « le gouvernement est disposé à défendre fermement la monnaie nationale ».

Les tensions inflationnistes risquent de provoquer une hausse de 12 à 13 % des prix en 1977, estime M. Barre. « Si nous pouvons réduire à un rythme entre 7 % et 8 %, ce serait un progrès sensible », néanmoins en deçà de ce qui est souhaitable pour la France ».

GREVE A MARSEILLE

« Comment vivre avec 1 350 F par mois ? » Cette question a servi de thème à la manifestation organisée dans les rues de Marseille, le 8 novembre, par le personnel de l'usine du Tré de l'éclairage. Depuis le 2 novembre, deux cents employés de l'usine — dont la grande majorité est constituée de femmes et de jeunes filles, occupées au conditionnement et à l'emballage des sachets de thé — se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire.

Selon le syndicat C.G.T. de l'établissement, la grille des salaires débute à 1 350 francs et plafonne à 1 640 francs avec la qualification de machiniste. Le personnel en grève exige des rémunérations, qu'il fixe au minimum à 1 700 francs sur débuts et à 1 900 francs pour les autres catégories.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'Evry, rue des Mâchères, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

D'UNE MAISON située à **MORSANG-SUR-ORGE (91)** cadastrée pour 340 m² MISE A PRIX : 15.000 F. Consignation indisp. pour enchérir. Renseign. : M^{rs} TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 496-30-26 ou 14-18.

Vente sur folle enchère, au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 25 NOVEMBRE 1976, à 14 h. EN UN LOT

UN IMMEUBLE à PARIS (5^e) 24, RUE DESCARTES et 2, rue Saint-Etienne-du-Mont

M. à P. : 350.000 F - S'adr. M^{rs} MARGANNE, avocat, 344, r. Paris (17^e) ; M^{rs} JEANNE DEVOS, avocate, 178, bd Hausmann, Paris (8^e) ; tous avocats près Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Adj. au TRIB. de COMM. de PARIS, le 16 novembre 1976, à 14 h. 15, Fonds

VENTE - LOCATION et EXPOSITION D'ŒUVRES D'ART avec jouissance des lieux : Boutique, w.-c. et sous-sol

A PARIS (6^e) - 13, rue de MÉDICIS

Possibilité autre activité (Vidé-Matée)

Mise à Prix : 50.000 F (Fouv. être balisée) ; consignat. 40.000 F - S'adresser M^{rs} Demortreux, not., 67, bd St-Germain ; M^{rs} Mison, synd., 60, bd Sébastopol.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'Evry, rue des Mâchères, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

UN PAVILLON situé à ORMESSON-SUR-MARNE (Seine-et-Marne)

à l'angle de la rue du Golf et de la rue de la Stade

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

Consignat. indisp. pr. enchérir. Renseign. : M^{rs} TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 496-30-26 ou 14-18.

Adjudic. au TRIBUN. de COMMERCE de PARIS, le 16 novembre 1976, Fonds

LOCATION DE VOITURES - GARAGE ACHAT ET VENTE DE VEHICULES AUTOMOBILES exploités à PARIS (17^e)

160, rue LEGENDRE et 35, rue DAUTANCOURT

Jouissance des lieux : Terrain 535 m² environ et constructions y édifiées, GARAGE 500 m², pompe à essence, 6 bureaux, toilettes, w.-c.

M. à P. 30.000 F (pour être balisée) ; Consign. 30.000 F. S'adr. M^{rs} Demortreux, notaire, 67, bd Saint-Germain ; M^{rs} Chevrier, synd., 16, rue Abbé-de-l'Épée.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Corbeil-Essonnes, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

D'UN IMMEUBLE sis à ÉPINAY-SUR-ORGE (Seine-Saint-Denis)

31, rue de Grand-Vaux, à l'angle de la rue Fillemain

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

Consignation préalable indispensable pour enchérir. Renseignements, s'adresser au greffe du Tribunal de Grande Instance d'Evry-Corbeil ou écrire à M^{rs} A.-F. HANDE et V. DAMOURÉAU, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 20, rue du Général-Leclerc, et sur place pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le MARDI 24 NOVEMBRE 1976, à 14 heures, EN UN LOT

UNE PROPRIÉTÉ à VAUCRESSON (92)

dite « VILLA LE VEZILLON ». - CONT. TOT. 14 a 06 ca

LIBRE DE TOUS OCCUPANTS - M. à P. : 400.000 F

S'adr. pr. rna. M^{rs} Michel DEBARY, avocate, 9, place Roche, 92-100-03-78.

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 2 décembre 1976, à 14 heures

APPARTEMENT - PARIS (17^e), 47-49-51, rue Guersant

37-39-41, boulevard Gouvion-Saint-Cyr et 15-18, avenue des Pavillons

3^e étage, 5 pièces avec CAVES et PARKING (ascenseur A, bâtiment A).

MISE A PRIX : 300.000 F

S'adr. M^{rs} GIRY avocats à Paris (8^e), 12, avenue Montaigne ; Greffe criées Trib. Gde Inst. Paris ; sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 18 NOVEMBRE 1976 à 14 heures

EN DEUX LOTS

1^{er} Lot : 3 pièces principales, res-de-chaussée, droit jouissance part. terrain, cave.

2^e Lot : 3 pièces principales, 1^{er} étage, cave.

Dans un immeuble sis

à PARIS (18^e) - 24, rue Saint-Vincent

MISES A PRIX. — 1^{er} Lot : 120.000 F ; 2^e Lot : 120.000 F.

S'adresser à M^{rs} RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, avenue de Lamballe, Paris (18^e), et à tous avocats près le Tribunal de Gde Inst. de Paris.

Adjudication volontaire Chambre Notaires de l'Oise, 10, rue Saint-Louis, à Beauvais (Oise), le mercredi 24 novembre 1976, à 15 h., en 2 LOTS :

1^{er} Lot **IMMEUBLE DE RAPPORT à PARIS (6^e)** 26, r. St André des Arts - Mise à prix 1.150.000 F

2^e Lot **IMMEUBLE DE RAPPORT à PARIS (9^e)** 3, rue Hippolyte Lebas - Mise à prix 1.400.000 F

Pour tous renseignements : M^{rs} BROCARD, notaire Place de l'Hôtel-de-Ville, FORT-SAINT-MAXENCE (Oise). Tél. 02-29-25.

Vente sur saisie Palais Justice de Fontenay, jeudi 18 nov. 1976, à 14 h.

Propriété à Presles (95) - Mise à prix 700.000 F.

Cce 97 ARES 98 136, rue Pierre-Brossolette (préfecture, 128, av. de Beauvais) Cont. pr. ench. 150.000 F (châq. visé).

Pour renseignements : M^{rs} BROCARD, notaire, 128, av. de Beauvais, Fontenay (95). Tél. 464-00-42.

(PubliNoté)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Golléant - 92151 SURESNES CEDEX

COMMUNE D'ASNIÈRES

Liaison départementale entre l'autoroute A 86 et la RN 310 TRONÇON RUE BASLY - RN 310 ET PROLONGEMENT DE LA LIGNE 13 BIS

ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE

AVIS

La public est informé que par arrêté préfectoral du 15 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur la commune d'ASNIÈRES concernant la réalisation du tronçon rue Basly A.M. 310 de la liaison départementale reliant l'autoroute A 86 à la Route Nationale 310 et le prolongement de la ligne 13 bis de Métroprojet.

Les pièces de dossier ainsi qu'un règlement d'enquête seront déposés pendant 23 jours de 9 heures à 18 heures du 20 novembre 1976 à la mairie d'ASNIÈRES afin que les personnes qui la désirent puissent en prendre connaissance de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (sauf dimanches et jours fériés) et déposer leurs observations sur le registre des observations et/ou sur le dossier de l'enquête avant le 14 novembre 1977.

A l'issue de cette enquête les conclusions du commissaire enquêteur seront annexées à la délibération de la commune d'ASNIÈRES et dans les mêmes conditions de dépôt au département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi No 75-1228 du 31 décembre 1975.

PROPRETAIRE VEND

1) 8700m² D'ENTREPOTS
9, rue de la Liberté à PANTIN

2) TERRAIN DE 9.500m²
avec 7200m² de BATIMENTS
33, rue Victor Hugo à PANTIN

LOCATION POSSIBLE

Pour tous renseignements : 723-61-25 poste 42

CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

Le Monde

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

INFORMATIQUE

Elf-Aquitaine et la Société générale vont acquérir 35 % de Franlab

Le groupe pétrolier Elf-Aquitaine et la Société générale vont acquérir, à l'occasion d'une augmentation de capital qui leur sera réservée, une participation de 35 % dans la filiale informatique de l'Institut français du pétrole (nos dernières éditions du 9 novembre).

Créée dans les années 60 par l'Institut français du pétrole, Franlab est ce qu'on appelle une société de service informatique. D'une part, elle traite pour le compte de divers clients, des programmes de calcul scientifique. D'autre part, elle exerce deux activités parallèles de conseil en ingénierie pétrolière : à travers deux sociétés spécialisées : Franlab Consultant et Franlab Marine. Les activités purement informatiques représenteront en 1976 un chiffre d'affaires de 38 millions de francs (16 millions pour Franlab Consultant et 22 millions pour Franlab Marine), dont 38 % proviennent des sociétés du groupe I.F.P. Parmi ses clients extérieurs figurent en bonne place Framatome, le constructeur de réacteurs nucléaires, qui assurait à lui seul près de 20 % de son chiffre d'affaires. Il y a quatre ans, Franlab a acheté un grand ordinateur 7000 Control Data, 45 millions de francs, financés par un prêt dont la principale annuité de remboursement (10 millions de francs) tombe en 1977. Normalement, la société aurait pu y faire face. En 1975, elle avait dégagé un bénéfice d'exploitation de 8 millions. Mais au début de l'été, Framatome a décidé de confier ses travaux à la Compagnie internationale de service informatique (C.I.S.I.), numéro un du service informatique en France et filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), devenu, en décembre 1975, un des principaux actionnaires de Framatome.

Ce brutal retrait de Framatome — dénoncé par les syndicats — posait la question de l'avenir de Franlab, l'I.F.P. son actionnaire principal, ne pouvant combler seul le trou prévu pour les années 1977 et suivantes. Une solution vint naturellement à l'esprit : un rapprochement avec la C.I.S.I. Des négociations s'ouvrirent à la rentrée avec la filiale du C.E.A. M. Maurice Allègre, nouveau P.-D. G. de Franlab, et vice-président de l'I.F.P., souhaitait cependant préserver l'entité de Franlab : quant au personnel, il s'opposait à toute absorption par la C.I.S.I. et appuyait son refus de plusieurs journées de grève. Les dirigeants de Franlab, tout en négociant avec la C.I.S.I., ont donc procédé à une augmentation de capital de 3 millions de francs, réservée à Elf-Aquitaine et à S.G. 2, la filiale de service informatique de la Société Générale. Tous deux détendront 35 % du capital. L'I.F.P. conservant le reste (1). En outre, la société obtient des concours bancaires et des avances en trésorerie.

Ce montage financier devrait permettre à Franlab de franchir un cap difficile et d'élargir sa clientèle. Elf-Aquitaine lui apportant une partie de ses travaux, et la S.G. 2 étant orientée vers le service informatique de gestion.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

● LE PREMIER MINISTRE a reçu successivement le 8 novembre des délégations de la Confédération des syndicats médicaux, conduite par le docteur Monier, et de la Fédération des médecins de France, menée par le docteur Belot. Les entretiens ont porté sur les rapports des médecins avec les caisses d'assurance-maladie et sur le « plan de santé » proposé par la Confédération. Des négociations s'engageraient début 1977 sur les rectifications d'honoraires, notamment en ce qui concerne les médecins ruraux.

(1) Franlab Consultant restait à 100 % contrôlé par l'I.F.P.

Europcar simplifie la location de voitures

europcar 645.21.25

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'accord de recherche entre Westinghouse Framatome, E.D.F. et le C.E.A. a été signé

L'accord définitif de recherche et développement dans le domaine des réacteurs nucléaires à eau pressurisée (P.W.R.) entre le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), E.D.F., la société française Framatome et la société américaine Westinghouse a été signé le 5 novembre à Paris, indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la recherche publié lundi 8 novembre. « La définition d'un programme commun pluriannuel de recherche et développement a déjà été effectuée et les travaux, pour chaque partenaire, ont pu commencer », précise le communiqué, qui ajoute que ces travaux porteront sur « les améliorations encore envisageables des systèmes réalisés industriellement, notamment en ce qui concerne la fiabilité, les matériaux, les conditions d'exploitation et d'entretien ». Pour la première année, les dépenses seront de l'ordre de 80 millions de francs.

L'accord signé, vendredi 5 novembre, entre le C.E.A., E.D.F., Framatome (groupe Creusot-Loire) et Westinghouse fait suite au rachat par le C.E.A., à la fin de 1975, d'une partie importante de la participation que possédait la société américaine dans le capital de Framatome, son licencié français (30 % sur 45 %). Les négociations qui viennent d'aboutir auront été longues, puisqu'elles avaient commencé dès la fin du mois de janvier dernier, et la signature de l'accord a demandé plusieurs jours de discussions finales assez serrées.

Le constructeur américain paraît avoir fort bien tiré son épingle du jeu : cotisant pour le tiers du budget commun de la recherche, il pourra, semble-t-il, voir jusqu'à la moitié des dépenses effectuées sur le sol américain, dans ses laboratoires. On précise, chez les différents partenaires de l'accord, que les travaux se feront « là où se trouvent les équipes et les matériels les mieux adaptés », mais cette précision permet bien des interprétations.

Le tout sera donc, à l'épreuve des faits, de juger jusqu'où ira cette coopération qui sera mise en œuvre par un comité quadripartite. Les accords conclus permettront certainement, grâce à un budget appréciable (les 80 millions seront au moins répartis chaque année jusqu'en 1982), et s'agissant d'un domaine où des progrès restent à accomplir, de faire progresser la technique des réacteurs à eau légère. Mais les dirigeants de Westinghouse, tout au long de la négociation, n'ont certainement pas quitté des yeux l'échéance de 1980. A cette date, en effet, la firme américaine aura cédé à Creusot-Loire les 15 % qui lui restent aujourd'hui dans le capital de Framatome : l'accord de licence liant l'unique constructeur français de centrales nucléaires à Westinghouse sera venu à expiration, et M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a annoncé en juin dernier que cet accord ne serait pas renouvelé.

Plus que jamais, alors, Framatome ne devrait pas manquer de s'affirmer, face à son ex-tuteur américain, plus comme un concurrent que comme un partenaire.

X. W.

AFFAIRES

BARROW HEPBURN PRENDRAIT UNE PARTICIPATION IMPORTANTE DANS LES TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES

La direction de la Société nouvelle d'exploitation de la Société française réunies a annoncé qu'elle avait engagé des pourparlers avec la firme Le Tanneur-Tanneries du Bugey, contrôlée par le groupe britannique Barrow Hepburn, en vue d'un accord de participation. L'accord prévoyait notamment l'abandon de la Société nouvelle d'exploitation, qui gère depuis janvier 1975 l'ancienne Société des tanneries françaises réunies, mise en règlement judiciaire en juillet 1974, en deux sociétés distinctes : l'une gérant l'usine du Puy (Haute-Loire), la seconde gérant l'usine de Bort-les-Orgues (Corrèze).

Le projet de participation de la société Le Tanneur atteindrait 50 % du capital de la seconde société (dont la spécialisation vers les cuirs destinés à l'ameublement et les vêtements d'intérieur, particulièrement) et 10 % du capital de la première. La prise de participation serait réalisée par augmentation du capital, qui, pour l'heure, est détenu par le crédit agricole breton et l'Institut de développement industriel (I.D.I.).

Bourse de Paris

LE PROJET DE RÉFORME DES COTATIONS VA ÊTRE PRÉSENTÉ FIN NOVEMBRE

La chambre syndicale des agents de change présentera, à la fin novembre, le projet de réforme de la Bourse de Paris, dont M. Yves Flornoy, syndic de la Compagnie des agents de change, avait développé les grandes lignes lors d'une conférence de presse, la première du genre, donnée début mars (le Monde daté 7-8 mars).

Cette réforme, que M. Flornoy avait alors qualifiée de « longue et difficile », aura pour objectif essentiel d'instaurer un marché continu, dont les cotations ne seront plus concentrées sur un premier cours. Ce marché devra être unique, c'est-à-dire que la dualité, parfois choquante des cotations à terme et au comptant, devra disparaître. On ignore s'il s'agira d'un marché « tout au comptant », avec un mécanisme d'avances sur titres comme à New-York, ou d'un marché « tout à terme », avec faculté d'escompte et de mobilisation comme à Londres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

EMPRUNT 11% 1976 de F60 000 000

Emission de 60.000 Obligations de F. 1.000 nominal

Jouissance : 25 octobre 1976 Amortissement : en 14 ans au maximum à partir du 25 octobre 1978

Taux de rendement actuariel brut : 11,07%

Cotisation : ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle, dès la clôture de l'émission

Prix d'émission : F. 1.000

Le programme d'investissement du Département de la Gironde est passé de 98 millions de francs en 1972 à 235 millions en 1976. Les investissements prévus pour 1976 concernent notamment : la construction de bâtiments administratifs, l'équipement de la zone portuaire du Verdon, des travaux de voirie nationale et départementale, l'amélioration de l'habitat rural, l'acquisition de réserves foncières en zone rurale, divers aménagements touristiques.

Le produit du présent emprunt servira au financement partiel du budget d'investissement qui s'élève à MF 235 et, en particulier, à la construction de bâtiments administratifs.

INTERSECTION SICAV

Situation au 30 septembre 1976

INTERSECTION a clôturé son exercice au 30 septembre 1976. A cette date, la valeur liquidative s'établissait à 125,78 F contre 125,47 F le 30 septembre 1975. Si l'on tient compte du coupon détaché à cours de l'exercice, la performance annuelle ressort à 13,33 %.

Au cours de cet exercice, l'actif net est passé de 111 à 118 millions de francs.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes au 30 septembre 1976 : il proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 5,43 F (5,43 F net, au lieu de 5,34 F (5,30 F net) au titre de l'exercice précédent. Ce coupon global, rapporté à la valeur au 30 septembre 1976, déduction faite du coupon net, déterminerait un rendement annuel de 4,81 %.

INTERCROISSANCE SICAV

Situation au 30 septembre 1976

INTERCROISSANCE a clôturé son exercice au 30 septembre 1976. A cette date, la valeur liquidative s'établissait à 141,37 F contre 136,43 F le 30 septembre 1975. Si l'on tient compte du coupon détaché à cours de l'exercice, la performance annuelle ressort à 7,08 %.

L'actif net en fin d'exercice est de 154 millions de francs, soit le même montant qu'un an auparavant.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes au 30 septembre 1976 : il proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 5,43 F (5,43 F net, au lieu de 5,34 F (5,30 F net) au titre de l'exercice précédent. Ce coupon global, rapporté à la valeur au 30 septembre 1976, déduction faite du coupon net, déterminerait un rendement annuel de 3,85 %.

GROUPE TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE PREMIER SEMESTRE 1976

Les résultats consolidés du groupe Total pour le premier semestre 1976 comparés à ceux de la même période de 1975, se résument comme suit (en millions de francs : M.F.)

	1 ^{er} semestre 1975	1 ^{er} semestre 1976
1) Compte de résultats consolidés		
Chiffre d'affaires hors taxes	18 875	22 681
Prix de revient des ventes	13 294	15 583
Produits financiers	244	200
Frais financiers	707	688
Amortissements et provisions	712	1 176
Pertes et profits exceptionnels ou sur exercices antérieurs (profit net)	270	128
Bénéfice avant impôts	4 586	5 350
Impôts	4 388	5 259
BÉNÉFICE NET DU GROUPE	198	191
— part de la C.F.P.	233	123
— part des minoritaires	35	66
Marge brute d'autofinancement	198	191
Bénéfice net du groupe	712	1 176
Amortissements et provisions	810	1 367

3) Les résultats consolidés au 30 juin 1976 ont été établis comme les années précédentes, en évaluant les stocks selon la méthode « premier entré, premier sorti » dite F.P.C.O. en calculant les amortissements industriels selon la méthode linéaire et en convertissant les éléments monétaires en devise (coronnes et dollars) et les stocks aux cours de change du 30 juin 1976. Cette conversion fait ressortir une perte de change de 28 millions de francs dont il a été tenu compte dans la détermination du bénéfice net du groupe.

4) A la suite de l'augmentation générale de la consommation de produits pétroliers dans les pays où opère le groupe, les tonnages commercialisés par celui-ci au cours du premier semestre 1976 ont atteint 36,9 millions de tonnes contre 32,4 pour le premier semestre 1975, soit une progression d'environ 15 %. Pour les mêmes périodes, le chiffre d'affaires hors taxes passe à 22.681 millions de francs contre 18.875 millions de francs, et augmentation de 20 % environ. L'écart entre les taux de progression de tonnages et du chiffre d'affaires est imputable pour l'essentiel à la dépréciation du franc par rapport au dollar.

5) Les amortissements et provisions du premier semestre 1976 s'élèvent à 1.176 millions de francs contre 712 millions de francs pour la même période de 1975, qui avait bénéficié de reprises exceptionnelles de provisions sur les travaux de recherche effectués par les filiales procédant au développement de gisements en mer du Nord et en Indonésie.

6) Le bénéfice net du groupe de 191 millions de francs est peu différent de celui du premier semestre 1975 qui s'élevait à 198 millions de francs. Mais la répartition en est sensiblement différente, la part du groupe premier semestre 1976 revenant à 123 millions de francs contre 233 millions de francs, alors que la part des minoritaires est un bénéfice de 66 millions de francs contre une perte de 35 millions de francs. Cette double évolution s'explique, d'une part, en raison des provisions constituées au niveau de la maison mère, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, et d'autre part, par le retraitement conforme aux règles comptables du groupe des résultats de certaines filiales.

7) La marge brute d'autofinancement est en sensible amélioration, 1.367 millions de francs contre 810 millions de francs. Elle reste encore insuffisante pour couvrir la totalité des investissements du groupe qui ont été de l'ordre de 2.400 millions de francs pour la période considérée, ce qui a amené à recourir à un endettement accru.

On peut souligner, à ce propos, que ces investissements sont principalement concentrés sur le développement de gisements d'hydrocarbures et notamment de celui de Frigg où la mise en production du gaz est maintenant prévue pour la deuxième moitié de l'année prochaine.

Automne à Paris.

Le 9 Novembre, l'une des plus grandes et accueillantes banques japonaises ouvre ses portes à Paris. C'est la Tokai Bank.

Son très accueillant représentant en chef est M. Kobayashi.

Son très accueillant bureau se situe : 10, Rue de la Paix, 75002, Paris Tél: 261-5728, Téléc: 211221 TOKBPAP.

C'est la raison pour laquelle nous sommes attendus par nos amis dans le monde entier.

Cet automne à Paris. **TOKAI BANK**



Siege Social: Nagoya, Japon. Plus de 200 bureaux au Japon. Succursales à Londres: P. & O. Building, Leadenhall Street, Londres EC3, Angleterre. Télég.: TOKAIGINKO LONDON EC3. Tél. No.: 887375. Tél. 01-223-8500. Succursale à Francfort: Bockenheimer Landstrasse 51-53, 6000 Francfort-sur-le-Main 17, Allemagne de l'Ouest. Télég.: TOKAIBANK FRANKFURTMAIN. Tél. No.: 411481. Tél.: 0511-20891. Total Bank Nederland N.V.: Keizersgracht 431, Amsterdam, Pays-Bas. Tél.: 12506 TOKAI NL. Tél.: 223635. Réseau de monde entier: New York, Los Angeles, Mexico, São Paulo, Téhéran, Singapour, Djakarta, Hong-Kong, Bangkok, Philippines et Sydney.

POUR VOTRE ÉPARGNE



quotidiennement

LA POSTE

البريد

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - TURQUIE : le Parti de la justice de M. Demirel s'efforce d'intégrer d'autres formations de droite.
- 2-3. PROCHE-ORIENT
 - ISRAËL : une vague de grèves sans précédent illustre la crise d'instabilité que traverse le pays.
3. ASIE
 - CHINE : le journal de l'armée publie un nouvel éditorial d'hypermécanisme du président Huo Kuo-feng.
4. DIPLOMATIE
- 5-7. AFRIQUE
 - Une émeute nouvelle au Maroc ? (11), par Daniel Jonckheere.
 - NAMIBIE : la minorité blanche rompt ses liens institutionnels avec Pretoria.
6. L'ÉVÈNEMENT
 - Les mouvements de libération en Afrique australe.
- 8-11. POLITIQUE
 - La préparation des élections législatives partielles en Grande-Bretagne.
 - Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.
13. ANNIVERSAIRE
14. JUSTICE
 - Le tribunal de Paris ordonne la destruction d'un film pornographique.
15. ÉDUCATION
 - LIBRES OPINIONS : « Pourquoi nous quittons Nanterre », par Ph. Ardant.
15. AÉRONAUTIQUE
16. RELIGION

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Pages 17 et 18 : Une poignée d'atomes pour un transistor.
- Les colorants réactifs : des molécules qui s'accrochent aux fibres.

19. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

- Après l'opération du professeur Lortie-Jacob.

21-23. ARTS ET SPECTACLES

30. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- A PROPOS DE... : la gestion de l'Office national des forêts.
- M. Fourcade : le temps des grandes opérations d'urbanisme est révolu.

31. LES RÉGIONS

- Archéologues contre pirates : sept tombes préhistoriques sur la colline de F. urvière.

32-34. LA VIE ÉCONOMIQUE

- ET SOCIALE
- POLITIQUE CONTRA-TOUELLE : les syndicats occupent leur pression contre le blocage du pouvoir d'achat en 1977.
- « EUPHONIA » : l'industrie britannique peut déplorer sa faible productivité.

LIRE ÉGAIEMENT

RADIO-TELEVISION (20)

- Annonces classées (25 à 30) : Bourse (35) ; Carnet (34) ; Informations pratiques (30) ; « Journal officiel » (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20)

(Publicité)

Un calculateur conversationnel chez Duriez

Le SR 60 de Texas Instruments est très puissant et très simple. Il fait le pont entre la calculatrice et l'ordinateur. Son tableau d'affichage 32 x 240 % à 20 caractères, dialogue avec vous en clair, vous pose des questions en toutes lettres, attend votre réponse avant de calculer. Résultats affichés ou imprimés. 48 fonctions scientifiques, 40 mémoires et 480 pas de programmes (extensibles à 450 et 5760). Programmes et contenus des mémoires stockables sur cartes. Périphériques adaptables prochainement : imprimante/cassette ; machine à écrire ; table de calcul.

TEXAS INSTRUMENTS calculatrices électroniques

(Toute la gamme) chez Duriez, 132, Bd. St-Germain - 326-43-31. Initiation gratuite de 9 à 19 h. (fermé le lundi).

POUR PROTESTER CONTRE LA DÉTENTION DE QUATRE AUTONOMISTES

Une journée « ile morte » est organisée en Corse

Attentat contre les cars de la Télévision

Une Journée « Ile morte » est organisée ce mardi 9 novembre, en Corse, par des mouvements autonomistes comme l'Association des patriotes corses (A.P.C.) et par le Comité des organisations démocratiques, qui rassemble les partis de gauche et les syndicats C.G.T. et F.E.N. Les consignes d'arrêt du travail, de fermeture de magasins, de dépôt de motions paraissent assez largement suivies.

Cette manifestation a pour objectif d'obtenir la mise en liberté des cinq personnes encore détenues depuis le 8 septembre 1976, après le dynamitage d'un Boeing-707 d'Air France sur l'aéroport d'Ajaccio.

Deux charges d'explosifs d'un kilo chacune environ ont d'autre part complètement détruit, le mardi 9 novembre, à 2 h. 15 du matin, deux cars appartenant à la Société française de production (S.F.P.) qui stationnaient sur les quais du vieux port de Bastia. Les deux véhicules devaient assurer, ce mardi à 12 h. 30, sur TF 1, l'émission en direct « Midi première », animée par Danièle Gilbert. Les dégâts s'élèveraient à plusieurs centaines de milliers de francs. Les

responsables de l'émission ont indiqué que celle-ci serait supprimée, ainsi que celles qu'ils avaient prévues dans l'île au cours de la semaine.

Cet attentat a été commenté ce même mardi au cours de la réunion à Ajaccio du Comité économique et social. « L'objectif est clair : empêcher tout ce qui peut donner de la Corse une image normale ou apaisante aux yeux de l'opinion publique nationale », a déclaré M. Jean Rolacci, préfet de région. M. Emile Arrighi de Casanova, président de l'Assemblée, a ajouté : « Il s'agit d'un mauvais coup pour la Corse ».

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon se réunit mercredi 10 novembre pour examiner, sur appel par parquet, la demande de mise en liberté des cinq autonomistes. Cette réunion était initialement prévue pour le 12 novembre, mais l'aggravation de l'état de santé de deux des quatre détenus qui font, depuis le 21 octobre, la grève de la faim n'est certainement pas étrangère à cette accélération de la procédure. Un cinquième emprisonné, M. Toussaint Cipriani, souffrant d'un ulcère, est hospitalisé depuis le 5 novembre.

A Lyon, derrière les grilles de l'Antiquaille

Lyon. — A l'hôpital de l'Antiquaille, sur les pentes de la colline de Fourvières, Achard-James est un service aménagé pour recevoir des détenus nécessitant des soins. Une succession de pièces au premier étage, un couloir unique, entrecoupé de portes ; devant chaque chambre, un box dans lequel se tient un surveillant de l'administration pénitentiaire. Les fenêtres du couloir, par où pénètre la lumière du jour, sont munies de grilles. C'est là que, vendredi 5 novembre, les quatre détenus corses ont été transférés après un séjour de vingt-quatre heures à l'hôpital Edouard-Berriot (de la rue de la République).

D'abord mêlés à d'autres détenus, ils ont été groupés : les deux Toussaint (Armand et Pantaloni) dans une pièce, les deux Dominique (Alfonso et Capretti) dans une autre. Refusant d'absorber une nourriture solide depuis le 21 octobre et liquide depuis le 4 novembre, leur organisme ne pouvait demeurer très longtemps sans manifester des signes de dégradation grave. Bien qu'ils aient fait connaître leur refus de recevoir des soins, assorti de menaces de plainte en justice, au

professeur François, néphrologue, le praticien a décidé lundi midi 8 novembre, devant l'aggravation de l'état de deux des hospitalisés, de placer ceux-ci sous perfusion. Les deux autonomistes corses ont été immobilisés sur leur lit par des sangles de cuir qui les empêchent de se débarrasser de l'appareillage médical.

Cette intervention s'est faite, semble-t-il, dans cette période de demi-conscience entre le moment où les réactions de l'individu ne sont plus d'éléments parfaitement contrôlés et celui où les conséquences d'une intoxication du sang par un blocage de l'activité rénale ne sont pas encore du moins l'inspiration — parvenant à un stade irréversible.

« Aller jusqu'au bout »

M. Dominique Alfonso, leader du Parti du peuple corse pour l'autonomie, avait promis, dimanche 7 novembre, au docteur Quilichini, chirurgien d'une clinique de Villeurbanne admis à rendre visite quotidiennement aux détenus, une lettre dans laquelle il affirmait sa volonté « d'aller jusqu'au bout parce que le maintien de la liberté et la défense de nos idées » et « j'ai demandé un prétexte pour mourir en bon Corse, en bon chrétien et en bon socialiste », ajoutait-il.

La veille, les « épouses des emprisonnés politiques corses » avaient demandé au président de la République pour lui faire part de leur désespoir et leur réclamation à la justice, déclaraient-elles, et

nous, leurs épouses, nous vous demandons de comprendre leur attitude, qui est la conséquence de la conviction qu'ils ont en leur âme et conscience de vivre en rien coupables vis-à-vis de la loi de leur pays. Nous obtenons des moments atroces, ajoutaient-elles, suspendues à nos informations contradictoires qui nous parviennent de Lyon, obligées d'affronter chaque jour des problèmes matériels nouveaux, et essayant de cacher ou d'expliquer leur père est en train de faire le sacrifice de sa vie pour que justice lui soit rendue. »

BERNARD ELIE.

QUARANTE MILLE LITS HOSPITALIERS PRIVÉS SERONT INTÉGRÉS LE 1^{er} JANVIER AU SERVICE PUBLIC

Près de deux cent quatre-vingts établissements privés à but non lucratif, comportant quarante mille lits, fonctionneront à partir du 1^{er} janvier 1978 comme des services publics hospitaliers, en application d'un décret publié au Journal officiel du 9 novembre. Ces établissements, dont le décret fixe la liste, se répartissent dans toute la France. Leur nature et leur vocation sont très diverses et l'on trouve aussi bien des maisons de convalescence que des cliniques mutualistes, des centres de post-cure ou de réadaptation, des centres antituberculeux, des hôpitaux psychiatriques ou de grands centres hospitaliers tels que Marie-Lannelongue, Saint-Michel,

Saint-Joseph, l'hôpital Pasteur ou Léopold-Bellan à Paris. Conformément aux dispositions prévues par la loi hospitalière de 1970, ces établissements de statut privé assumeront donc des tâches (notamment pour les urgences) de service public. Il leur faut, à cette fin, justifier d'un certain nombre de conditions concernant tant l'équipement que les personnels et qui les placent sur le même plan que les hôpitaux publics vis-à-vis de la sécurité des malades.

Les établissements hospitaliers privés désignés par le décret collaboreront avec le secteur public sur tous les plans, y compris celui de l'enseignement.

Les gouverneurs de banques centrales discutent du soutien à la livre

Dans des marchés de changes en général calmes, l'attention continuera, mardi matin 9 novembre, à se concentrer sur la livre sterling. La devise britannique, après avoir baissé, lundi après-midi (quand notamment fut connu la forte hausse des prix de gros pour le mois d'octobre : 1,4 %) se redressait légèrement, mardi matin, le cours s'établissant autour de 1,625 dollar ce qui correspondait à 8,1050 F. A Paris, le cours du dollar était stable à 4,9850 F. Le cours de l'or restait ferme, les premières transactions s'étant faites sur la base de cours oscillant entre 131,25 et 132,25 dollars l'once.

C'est au sort de la livre sterling que sont actuellement consacrées toutes les réunions internationales. Les ministres des finances des Neuf ont entretenu lundi à Bruxelles (voir page 32 l'article de Philippe Lemaître) : les gouverneurs de banques centrales, réunis lundi et mardi à Rome, examinent, semble-t-il, les différents aspects que pourrait prendre et que prendra sans doute dans un avenir relativement proche un nouveau soutien international à la livre sterling. Selon le calendrier fixé par les principaux créanciers de la Grande-Bretagne, il apparaît que Londres n'a guère de chances d'obtenir une aide spécifique en ce qui concerne la « neutralisation » des balances sterling avant que soient menées à leur terme les négociations actuellement en cours à Londres entre, d'une part, les experts du Fonds monétaire et, d'autre part, les autorités britanniques compétentes au sujet du prêt de 3,9 milliards de dollars demandé par le Royaume-Uni au F.M.I.

Quelle que soit l'importance de ces pourparlers, il est clair qu'en fin de compte la détermination des conditions qui seront éventuellement posées au gouvernement Callaghan pour l'obtention de ce prêt fera l'objet d'une déci-

sion politique, et cela d'autant plus que, pour faire face à la demande britannique, le Fonds monétaire sera sans doute obligé de demander des ressources financières aux pays créanciers du groupe des Dix au titre des accords généraux d'emprunt conclus en 1962 (d'après lesquels le groupe des Dix met à la disposition du F.M.I., sous certaines conditions, quelque 6 milliards de dollars). Le Fonds monétaire, qui depuis le début de cette année, a accordé un volume encore jamais atteint de prêts, risque de se trouver dans une position de liquidité difficile. — P. F.

Selon la direction de l'E.G.F.

LA GRÈVE DE MARDI MATIN A ÉTÉ SUIVIE À 50 %

Selon les premières estimations données par la direction générale, la grève à l'E.G.F., déclenchée pour deux jours, ce mardi 9 novembre, par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour protester contre la « stricte application » des ordonnances du plan Barre, a été suivie à 50 % pour l'ensemble de la France. A Paris, où il semble qu'un certain nombre d'adhérents C.G.T. et C.F.D.T. n'aient pas répondu aux consignes syndicales, le mouvement n'a été observé qu'à 25 % au centre commercial et 30 % à 40 % au centre technique miste. En province, en revanche, le pourcentage des grévistes a été, dans certaines régions, assez élevé, comme à Carcassonne (55 %) et au Havre (64 %).

La direction générale indique que la baisse de tension, qui a entraîné des coupures de courant de 9 h. 30 à 11 h. 30, a été de 15 % pour l'ensemble de la France.

TRAFFIC PERTURBÉ SUR LA NOUVELLE LIGNE DE MÉTRO 13-14

Le trafic des lignes 13 (Saint-Denis - Basillieux - Champs-Élysées - Clemenceau) et 14 (Porte-de-Vincennes - Invalides), dont la jonction est inaugurée mardi 9 novembre par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, est réduit et perturbé depuis le 1^{er} novembre en raison d'une grève du personnel. Trente pour cent des trains circulent ce mardi en fin de matinée. La modernisation de la ligne entraîne une modification des horaires de travail du personnel, qui prend sa tâche en deux fois avec une coupure de deux heures — ce à temps mort a entraîné par conséquent des horaires de travail — au milieu de la journée.

D'autre part, les fédérations de la région parisienne du parti socialiste déclarent, dans un communiqué, qu'elles considèrent cette inauguration comme « une opération publicitaire ».

Les Merveilles du Monde

LE ZEBRE DE MONTAGNE (*Equus zebra*) : L'UN DES ANIMAUX LES PLUS RARES DU MONDE.

Sous la protection des autorités, 140 spécimens de cette race vivent aujourd'hui dans la province du Cap.

LA PLUS GRANDE DIVERSITÉ D'ANIMAUX AFRICAINS. LE PARC NATIONAL KRUGER. LES FLEURS ET LES ARBRES MAGNIFIQUES. LES PLAGES RESPLENDISSANTES. LES PAYSAGES GRANDIOSES. L'OR, LES DIAMANTS, LES VILLES ULTRA-MODERNES. LES HÔTELS INTERNATIONAUX. L'ÉTÉ QUI NE FINIT JAMAIS...

POUR VOIR TOUTES CES MERVEILLES SANS FAIRE LE TOUR DU MONDE, VENÉZ CHEZ NOUS.

AFRIQUE DU SUD

LE MONDE ENTIER EN UN SEUL PAYS.

Envoyez rapidement votre brochure en couleurs gratuite

Nom : _____ Adresse : _____

OFFICE DE TOURISME DE L'AFRIQUE DU SUD
104 RUE DE RICHELIEU 75002 PARIS TEL. 742.18.71

Le numéro du « Monde » daté 9 novembre 1976 a été tiré à 805 859 exemplaires.

COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE

VIERGE EXTRA - OLIVOLI - Produit nat. de France fraîche

Garantie totale de pureté et d'authenticité par simple décoloration et filtration. France part à partir de 5 lit. Dem. docum. grat. 0 à la S.M. PROVENCAL OLEO

12000 SALON-DE-PROVENCE

Rémy

32, F. St-Antoine PARIS XII^e - 343.65.53

Lit de repos Louis XVI canapé 0,80 x 1,90 ou 1,50 m. Réclina sur vos souhaits : lit, lit de repos, jeune, à baldaquin, tous styles, fab. sur mesure. Laques et patines anciennes.

Collection unique de commodes et secrétaires. Véritables copies exécutées sur vieilles carcasses.

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la Hi-Fi - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques musicales et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL

— AMPLI-TUNER STEREO AM, FM, 15 W eff. par canal — PLATINE TECHNICS SL 23 rég. électron. de vit. arrêt électron. entraînement par courroie — ENCEINTES JBL LANSING 1.15 2 voies, H.P. à haut rendement rép. trans. excel. fréq. alignée. 4.530 F

CIBOT

136, Bd Diderot, Paris 12^e 12, rue de Reuilly, Paris 12^e tél. 346.63.76

Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Horaires : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

LES PLUS BELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

LES PLUS BELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

سوق الفن العربي